

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

L'Organisation de la Justice Civile
par
l'Assemblée Nationale Constituante

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Jean RAYNAL

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Public

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MONTPELLIER

IMPRIMERIE CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU
7, rue Dom-Vaissette, 7

1941

L'Organisation de la Justice Civile
par
l'Assemblée Nationale Constituante

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

L'Organisation de la Justice Civile
par
l'Assemblée Nationale Constituante

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

Jean RAYNAL

Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit Public

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

MONTPELLIER

IMPRIMERIE CAUSSE, GRAILLE ET CASTELNAU
7, rue Dom-Vaissette, 7

1941

Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

OUALID, professeur d'Economie Politique.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

TEITGEN, professeur de Droit constitutionnel.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY

MM. BOSC *Président.*

DELBEZ. . . *Assesseur.*

TISSET ... *Assesseur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

INTRODUCTION

Le 8 août 1788, après avoir pris l'avis divisé et hésitant de son conseil, le Roi, se rangeant à l'opinion de la faible majorité de cinq membres contre quatre, se décidait à convoquer les Etats Généraux pour le 1^{er} mai 1789.

Dès 1750, le marquis d'Argenson, dans une phrase qui nous paraît aujourd'hui prophétique, avait affirmé que « les Etats s'ils s'assemblaient ne s'assembleraient pas pour rien ».

En renouvelant une tradition abandonnée depuis trois siècles et en se déterminant à une consultation générale dans le cadre de la nation organisée en ordres, Louis XVI prétendait seulement demander à son fidèle clergé, à sa fidèle noblesse et au tiers état, aide et secours pour rétablir les finances du royaume.

En ce XVIII^e siècle, où le mouvement philosophique n'avait épargné aucune critique aux autorités spirituelle et temporelle (une femme du monde (1) ne disait-elle pas avec une audace incroyable, « philosopher », c'est secouer le joug de l'autorité), il était un peu naïf de penser que douze cents députés se borneraient à venir voter l'impôt à Versailles et s'en retourneraient sans demander une réforme de l'administration et un nouvel aménagement des pouvoirs.

(1) Marquise de Lambert.

Dès les premiers jours de mai 89, les événements emportaient la monarchie dans un irrésistible tourbillon et la direction des Etats Généraux lui échappait. Elle lui échappait d'ailleurs si bien que, bourgeois, nobles et clercs, se substituant au souverain comme représentants de la nation, prenaient à leur compte la puissance législative et donnaient à la France des lois constitutionnelles.

Taine a raillé cette assemblée « d'avocats inconnus et de gens de loi d'ordre subalterne, notaires, procureurs du Roi, commissaires de terrier, juges et assesseurs de présidial, baillis et lieutenants de baillage, simples praticiens enfermés dans le cercle étroit d'une médiocre juridiction ou d'une routine paperassière » (1).

Se faisant l'écho d'un journaliste de l'époque révolutionnaire, il a stigmatisé « le bavardage épouvantable des députés de la Constituante » et a parlé avec mépris du « style hydropique et boursoufflé de leurs harangues ». — Jugement sévère, sans aucun doute. — Les constituants savaient s'exprimer avec clarté et dans une langue très pure; les législateurs modernes pourraient bien souvent lire avec profit les décrets de notre première assemblée politique pour y apprendre à rédiger avec concision et élégance. Les discussions étaient empreintes d'une haute élévation de pensée: les orateurs ne cherchaient point le succès personnel, mais la vérité. Ce double compliment à l'adresse de la Constituante, le lecteur le comprendra surtout s'il s'occupe de la partie de l'œuvre constitutionnelle consacrée à l'organisation du pouvoir judiciaire.

(1) *La Révolution*, tome I, page 155.

Les discussions relatives aux rapports du législatif et de l'exécutif ont soulevé des passions car elles posaient des problèmes politiques. L'organisation judiciaire, œuvre essentiellement technique, n'a laissé place qu'à la simple et sereine confrontation des idées. En lisant sur ce sujet les comptes rendus des débats parlementaires, on croirait lire le procès-verbal d'une commission de juristes et de praticiens chargés de réviser un code de procédure. Aussi, l'œuvre de l'assemblée nationale de 1789 a-t-elle été particulièrement fertile sur ce point.

Bien des règles alors affirmées sont l'écho du droit naturel et ont pris, dans la forme que leur a donnée la Constituante, la valeur de principes éternels.

Nous devons à cette grande assemblée :

La séparation des pouvoirs,

L'égalité devant la loi,

L'abolition des privilèges de juridiction,

La publicité des audiences,

L'obligation pour le juge de motiver ses décisions,

La suppression de la vénalité et de l'hérédité des offices,

Deux degrés de juridiction,

La réorganisation de notre justice répressive, dans le double but de protéger l'innocence contre l'erreur judiciaire et d'humaniser le droit pénal,

Le tribunal de cassation.

Pour la plupart, l'une de ces conquêtes seulement suffirait à honorer la Constituante.

L'étude de l'organisation de la nouvelle justice est intéressante, parce que les hommes de 1789, persuadés qu'ils travaillaient pour l'éternité, ont apporté un soin particulier à cette œuvre et que les principes élaborés

ont fait l'objet de discussions nombreuses où tous les systèmes de bon aménagement du troisième pouvoir ont été examinés.

Cette étude est enfin utile parce qu'elle montre dans quelles conditions ont été posées les bases essentielles de la justice moderne: ce sont, en effet, des décrets de la Constituante, mis au point et modifiés sur certains détails, que procèdent les lois consulaires et impériales qui nous gouvernent encore en cette matière.

Nous diviserons ce travail en trois titres.

Dans le premier, nous analyserons les causes principales de la Révolution judiciaire de 1789.

Dans le second, nous rappellerons, d'une part, les événements historiques qui ont marqué l'écroulement de la vénérable justice royale et, d'autre part, les principes nouveaux nés sur ses ruines.

Dans le troisième et dernier titre, nous brosserons un tableau de la nouvelle organisation de la justice civile, créée par l'Assemblée nationale constituante.

TITRE I

LES CAUSES

DE LA REVOLUTION JUDICIAIRE

Pourquoi Révolution et non réforme?

M. Séligman, dans le bel ouvrage très documenté qu'il a consacré à l'étude de *La justice en France sous la Révolution* (1), n'hésite point à affirmer que « les causes directes de la chute de l'ancienne justice ne résident pas dans les vices de son fonctionnement mais qu'elles tiennent particulièrement au conflit aigu qui s'est déclaré pendant les deux derniers règnes entre la couronne et la magistrature » (2).

Explication pour le moins audacieuse; audacieuse d'ailleurs comme toutes les explications qui prétendent réduire à une cause unique les antécédents d'un fait historique.

Certes, il est évident qu'en se rappelant le long duel qui avait opposé la volonté réformatrice de la monarchie à la volonté conservatrice des parlements, les Constituants ont pu penser qu'il était inopportun de créer de grands corps judiciaires capables de contrecarrer l'esprit de la Révolution. Mais il est difficile de comprendre comment les abus parlementaires ont pu entraîner une réorganisation s'étendant à l'ensemble de la machine judiciaire.

(1) Librairie Plon. Volume déposé au ministère de l'Intérieur (section librairie), en avril 1901.

(2) *Op. cit.*, p. 67. Voir aussi Esmein, *Histoire du droit français, de 1789 à 1814*, page 96.

Lors des réformes de Maupeou et de Lamoignon, réformes dirigées contre les parlement, ces derniers seuls avaient été supprimés et les tribunaux inférieurs étaient restés en fonction. Une solution identique se serait imposée à la Constituante si la cause de la révolution judiciaire s'était *uniquement* réduite à une pensée de défiance à l'égard de la magistrature parlementaire.

On pourrait d'ailleurs facilement prouver que les parlements n'inspiraient à l'assemblée nationale qu'une terreur bien faible (1).

Il nous semble donc que l'insubordination des parlements à l'égard des rois, insubordination qui, en affaiblissant la monarchie, a donné naissance aux états généraux, si elle peut justifier l'hostilité de la Constituante quant à l'établissement de cours d'appel ou de conseils supérieurs, ne parvient pas à expliquer l'effondrement total et complet de l'organisation judiciaire de l'ancienne France.

La vérité est ici complexe.

Nous essayerons de montrer dans ce titre que les causes de la Révolution judiciaire ont été multiples ; que chacune de ces causes — technique, psychologique, ou tenant à l'esprit nouveau — était insuffisante à elle seule pour imposer la nécessité d'une organisation totalement neuve, mais que, réunies, elles justifiaient non seulement l'effondrement de l'ancien édifice judiciaire, mais faisaient encore pressentir les traits marquants de l'architecture du nouveau.

(1) Voir en particulier le procès-verbal de la séance du 16 juillet 1789, rapporté aux archives parlementaires, t. VIII, p. 244.

CHAPITRE PREMIER

Les causes techniques

Joinville raconte que « Saint-Louis, après avoir entendu la messe, en été, alloit s'ébattre au bois de Vincennes, se seyoit au pied d'un chêne pour entendre les parties et donnoit la sentence selon l'équité ».

Cette justice sans forme, sans appel et sans délai, ne s'appliquait, hélas ! qu'à un ressort bien restreint et ne pouvait s'accommoder de procès compliqués ; du temps même du Saint Roi, elle perdait ces précieux caractères entre les mains des officiers chargés de la rendre.

Les complexités de plus en plus grandes de la vie juridique et économique, le goût immodéré des plaideurs français pour la procédure, l'existence de privilèges locaux et d'innombrables juridictions d'exception tolérées par la royauté avaient fait oublier dans les derniers siècles de la monarchie, le souvenir de la justice simple et rapide de Louis IX.

Il serait facile de décrire ici la multiplicité des hiérarchies, l'enchevêtrement des compétences et les bizarreries de l'ancienne organisation judiciaire. Bornons-nous pour l'instant à indiquer que dans ce temple, fait de pièces et de morceaux, les différentes parties étaient fort loin de présenter une égale solidité. Bien avant 1789, on pouvait apercevoir dans l'édifice de profondes lézardes. Des lambeaux entiers étaient condamnés à la

démolition et prêts à s'effondrer lorsqu'éclata la Révolution.

Les vices et les tares de cette architecture provenaient en partie de sa vétusté. Il serait téméraire de prétendre les énumérer sans omission. Nous pouvons tout au plus indiquer que l'organisation défectueuse des justices seigneuriales, le principe de la vénalité et de l'hérédité des offices, le nombre exagéré de degrés de juridiction, l'irrégularité de composition des circonscriptions judiciaires, la multiplication des juridictions d'exception, l'existence de tribunaux ecclésiastiques, le fourmillement des officiers ministériels, le caractère retardataire de la procédure pénale, constituaient les abus les plus marquants.

Nous allons les examiner dans ce chapitre, sous le titre de causes techniques de la Révolution judiciaire.

SECTION I. — *Les justices seigneuriales*

Les justices seigneuriales étaient au bas de la hiérarchie judiciaire.

Les différences de dignités entre les possesseurs de fiefs avaient fait apparaître trois espèces de justices seigneuriales : les basses, les moyennes et les hautes.

Le bas justicier en matière pénale pouvait prononcer des condamnations jusqu'à dix sols parisis ; en matière civile, il connaissait des actions personnelles entre ses sujets jusqu'à soixante sols parisis.

Le moyen justicier avait une compétence pénale identique au précédent ; en matière civile, il connaissait de toutes actions personnelles, réelles ou mixtes.

La compétence du haut justicier était générale : il possédait le droit envié de prononcer des condamnations à mort.

Depuis le xv^e siècle, le seigneur ne pouvait plus juger en personne ; le droit de justice se réduisait donc pour lui à la simple nomination d'un juge et à la perception des produits afférents au fonctionnement de ces tribunaux.

Ces justices étaient nées durant la période féodale, à une époque d'éclipse de l'autorité royale ; aussi, lorsque cette autorité se fut reconstituée, l'institution des justices seigneuriales n'eut plus de raison d'être ; en effet, l'exercice du droit de justice — (c'est-à-dire dans un état de vie sociale un peu compliqué le droit de nommer des officiers chargés de la rendre) — est un attribut essentiel de la puissance publique.

Dès qu'elle eut repris conscience de ses droits et de ses devoirs (le Roi de France n'avait-il pas été élu premièrement pour rendre la justice?) (1), la monarchie, avec le concours des légistes, entreprit une lutte de longue haleine contre les justices seigneuriales.

Sa tactique consista à les vider de leur contenu peu à peu, et à les rendre inoffensives dans la sphère laissée à leur compétence.

Le premier résultat fut atteint par la théorie des cas royaux (2) qui permettait de soustraire à la compétence des justices seigneuriales tous les procès touchant à la personne du Roi ou mettant en jeu ses droits pécuniaires et domaniaux.

(1) Chancelier de l'Hôpital.

(2) Cette théorie est développée dans le *Traité de l'Administration de la Justice*, par M. Jousse, conseiller au présidial d'Orléans, 1771

Cette théorie, vers la fin de l'ancien droit, prit d'ailleurs une ampleur extraordinaire. On fit du roi le représentant de la paix publique et on réserva à ses juridictions la connaissance de tous les faits portant gravement atteinte à cette paix. Le second résultat fut aisément obtenu par l'extension du droit d'appel. Lorsque l'appel fut généralisé et que les justices seigneuriales furent encadrées dans la hiérarchie judiciaire de la royauté, toutes les sentences des juges inférieurs perdirent leur valeur souveraine et furent soumises au contrôle de l'autorité royale.

Ainsi, fortement encadrées et surveillées par la monarchie, ces justices étaient devenues, au ^{xvi}^e siècle, selon l'expression de Guy Coquille, « des corps sans âme et sans sang ».

Mais dans la mesure où subsistait leur compétence; c'est-à-dire en premier ressort dans des matières ne constituant pas des cas royaux, leur fonctionnement donnait lieu à de multiples inconvénients.

Jousse, conseiller au Présidial d'Orléans, dans son *Traité sur l'administration de la Justice*, indique que le Parlement de Paris a dû, à trois reprises (22 janv. 1672, 28 avril 1673, 23 mai 1651 (1), défendre aux juges seigneuriaux de rendre la justice sous les porches des églises, dans les cimetières ou dans les cabarets — et commentateur fervent des ordonnances royales — après avoir rappelé que les officiers de justice seigneuriale devaient être gradués, il consent à reconnaître qu'une coupable tolérance s'est fait jour en sens contraire.

Le même auteur cite dans le même ouvrage de nombreuses décisions des parlements, privant certains sei-

(1) Jousse, *Administration de la Justice*, t. I, p. 624.

gneurs de leur droit de justice pour divers abus commis à l'occasion de son exercice.

Si l'on veut avoir une idée précise des justices seigneuriales et de leur fonctionnement, il faut abandonner l'ouvrage de Jousse qui se préoccupe plus du droit que du fait, et qui voit souvent au travers des ordonnances comment ces justices devraient fonctionner et non pas comment elles fonctionnent.

Dans un essai, intitulé *Discours sur l'abus des justices de village*, par Charles Loyseau, avocat au Parlement, on trouvera un jugement plus réaliste. Ce court essai est un véritable réquisitoire contre « ces mangeries et sangsues de village qu'on ne peut appeler justice parce qu'il ne s'y fait rien moins que de la justice ».

Loyseau nous décrit, dans une langue délicieuse, aujourd'hui démodée, ces juges, gens de peu, sans honneur et sans conscience, se livrant à l'ivrognerie et à la débauche, et qu'il faut « saouler en belle taverne qui est le lieu d'honneur où les actes sont composés et où bien souvent les causes sont vidées à l'avantage de celui qui paye l'écho ».

Il nous montre ces gens — juges, procureurs, greffiers — s'alliant ensemble pour courir les villages et les marchés et changeant tous les jours de personnage, « parce que celui qui est aujourd'hui juge en un village est demain greffier en l'autre, après-demain procureur de seigneurie en un autre, puis sergent en un autre, et encore en un autre il postule pour les parties, et ainsi vivant ensemble et s'entre entendant ils se renvoient la pelote ou, pour mieux dire, la bourse l'un à l'autre, comme larrons en foire ». Les abus et les tares de ces justices étaient si manifestes et si grands qu'on en avait proposé la suppression à Louis XIV. Le grand Roi

hésita peut-être, parce qu'il pensait qu'on avait demandé sous son règne des sacrifices suffisants à la noblesse. Mais à la veille de la Révolution, ces petits justices étaient condamnées dans l'esprit de tous. Aussi voit-on le désir de leur disparition exprimé dans la plupart des cahiers des Etats Généraux (1).

L'existence de ces innombrables et minuscules juridictions était intolérable, à tel point qu'elles ne résistèrent pas au premier souffle de la bourrasque révolutionnaire. Dès le 4 août 1789, elles furent balayées sans avoir trouvé un seul défenseur dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale.

SECTION II. — LA VENALITE ET L'HÉRÉDITÉ DES CHARGES

Le premier président Henrion de Pensey a écrit que « les bons jugements dépendent encore plus des bons juges que des bonnes lois » (2). Cette vérité profonde suffit à faire comprendre l'influence que peut exercer le recrutement des magistrats sur l'administration de la justice.

Bien que l'esprit de la monarchie pure tendit à reconnaître au souverain seul le droit de nommer les juges, l'ancien régime pratiqua le système de la patrimonialité des offices de judicature.

C'est la *resignatio in favorem*, imitée du droit canon, mais faite moyennant une finance cachée, qui

(1) Voir le résumé des cahiers, établi par la Chancellerie, art. 27. On peut consulter facilement ce document dans l'ouvrage de Seligmann, p. 489.

(2) *Les assemblées nationales de France*, t. I, p. 364.

introduisit clandestinement la vénalité dans nos institutions.

Ce marché fut d'abord absolument mais platoniquement prohibé par le pouvoir central et pendant longtemps, le magistrat (commençant ainsi sa carrière par un faux serment), dut jurer lors de son installation qu'il n'avait point acquis sa charge à prix d'argent.

Sous l'influence d'impérieux besoins financiers, François I^{er}, révisant de fond en comble la politique de la royauté sur ce point, se décida à mettre en vente les fonctions publiques. L'invention devait être ingénieuse car elle rapporta au trésor d'importantes sommes d'argent.

Propriété incorporelle, l'office vénal devait incliner naturellement à devenir héréditaire, car la perpénuité est de l'essence de la propriété. Grâce à une ingénieuse et nouvelle finance connue dans l'histoire sous le nom de *Paulette*, les officiers reçurent le droit de transmettre leurs charges à leurs héritiers.

Le goût des Français pour les charges publiques assura à ce système un succès considérable et donna une grande faveur à cette étrange marchandise.

Une anecdote suffira à le faire comprendre :

Le contrôleur général Desmarets, ayant proposé au Roi, pour subvenir aux dépenses de la guerre, la création de plusieurs offices, Louis XIV, frappé du peu d'importance de leurs fonctions, dit à son ministre : « Qui est-ce qui achètera ces charges ? » — Votre Majesté, répondit Desmarets, ignore une des plus belles prérogatives des Rois de France : lorsqu'un roi crée une charge, Dieu crée à l'instant même un sot pour l'acheter. » (1).

(1) *Archives parlementaires*, t. I, p. 125.

La patrimonialité des charges produisit l'inamovibilité de la magistrature. Il se forma ainsi, à côté du trône, un grand corps de juges indéracinables de leurs sièges et d'une indépendance absolue. La magistrature devint même distincte des autres corps de la nation et aux Etats de 1558, Jean de Saint-André put « remercier le Roi d'avoir formé un quatrième ordre distingué des autres qui est celui des magistrats dépositaires de son autorité et rendant la justice en son nom » (1).

Quelle appréciation doit-on porter sur la pratique qui consiste à vendre et à rendre héréditaires les fonctions publiques ou plus particulièrement les offices de judicature?

Sur le terrain théorique, la discussion est toujours ouverte. Au XVIII^e siècle, l'accord était bien loin d'exister entre philosophes et hommes de gouvernement. Certains chargeaient ce système de tous les péchés du monde.

La Bruyère définissait l'office vénal « le pouvoir de protéger l'innocence, de punir le crime et de faire justice à tout le monde, acheté à deniers comptants, comme une métairie ».

Renchérissant de sévérité, Voltaire s'attaquait, dans *Le Parlement de Paris*, à cet opprobre de la vénalité dont François I^{er} et le Chancelier Duprat avaient malheureusement souillé la France » (2).

Des appréciations semblablement défavorables émanaient de personnages considérables, comme le marquis

(1) Cité par H. de Pensey, *Des assemblées nationales en France*, t. II, p. 26.

(2) *Œuvres complètes de Voltaire*, t. 36, p. 341 et 342. (Impression de la Société littéraire typographique, 1784.)

d'Argenson (1), le Père Bourdaloue et le Chancelier Matignon (2), second du nom.

Mais, aux critiques acerbes, on opposait des louanges aussi nombreuses. Montesquieu, en particulier, donnait l'appui de son immense autorité en faveur des justices patrimoniales : « Cette vénalité, disait-il, est bonne dans les Etats monarchiques, parce qu'elle fait faire comme un métier de famille ce qu'on ne voudrait pas entreprendre pour la vertu, qu'elle destine chacun à son devoir et rend les ordres de l'Etat plus permanents » (3).

Calonne ne pensait pas différemment.

Mais si, sur le terrain des principes, on pouvait se faire le champion de l'une ou l'autre thèse avec une égale raison, il est certain qu'en fait, la discussion n'était guère possible.

Il est en effet indéniable que la fortune a permis sous l'ancien régime l'accession des hautes charges judiciaires à des hommes incapables de les exercer ; certes, il existait bien un examen professionnel, destiné à contrôler la capacité du postulant, mais cet examen était une simple formalité pour les fils des gens en place.

C'est sans doute à l'un de ces titulaires que pense Bourdaloue lorsqu'il nous parle de « cet enfant à qui l'on n'aurait pas voulu confier la moindre affaire d'une maison particulière et qui, grâce à une charge, va s'occuper de toutes les affaires d'une province et des intérêts publics ».

A la différence des philosophes, des juristes et des politiques qui étaient divisés sur le principe, comme nous l'avons montré, les Français de 89 étaient unani-

(1) *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, p. 155.

(2) *Discours du 23 janvier 1771*. Penthhièvre, volume 262, p. 9.

(3) *Esprit des lois*, livre V, chap. xix.

mes à demander l'abolition de la vénalité et de l'hérédité des charges. Les états de Tours s'exprimaient déjà ainsi, en 1483: « Depuis la mort de Charles VII on a fait un trafic honteux de tous les emplois de justice: les places ont été avilies, la porte a été ouverte à la corruption et l'exercice de la justice est devenu un brigandage. »

Les Cahiers des Etats Généraux de 1789 ont élevé une identique et litanique protestation.

Aussi, le 4 août, la Constituante a supprimé la vénalité et l'hérédité de tous les offices.

Le 3 septembre 1791, elle a fait de cette suppression un principe constitutionnel.

Attaquée à toute époque de l'ancien régime, supprimée un instant sous Maupeou mais restaurée par Louis XVI, lors du rappel des Parlements, le coup de boutoir de la Révolution était cependant nécessaire pour déraciner cette institution condamnée par les justiciables depuis déjà longtemps.

SECTION III. — LE GRAND NOMBRE DE DEGRÉS

DE JURIDICTION

Pour peu que son adversaire fut opiniâtre, l'infortuné plaideur de l'ancien régime devait faire preuve d'une immense patience. Avant d'obtenir une sentence définitive, il lui fallait parcourir les degrés innombrables d'une hiérarchie fort compliquée.

La basse ou la moyenne justice seigneuriale formait le premier degré de cette échelle; l'appel de l'une ou de l'autre allait directement à la haute justice second

degré. Parvenu ainsi au sommet de l'organisation judiciaire de la seigneurie, il fallait passer dans le cadre de la justice royale où la prévôté, châteltenie ou viguerie constituait ainsi le troisième degré; de là, on accédait au baillage ou sénéchaussée quatrième degré, et enfin la cause était soumise au Parlement.

Le chemin pouvait quelquefois même être plus long: l'appel de la basse justice pouvait être porté préalablement à une justice seigneuriale plus qualifiée avant d'être examiné par la haute justice.

Enfin, ajoutons qu'un recours extraordinaire était ouvert devant le Conseil du Roi et qu'aux différents degrés de la juridiction ordinaire, le défaut et la procédure d'opposition pouvaient allonger le procès.

Loyseau, dans un texte trop célèbre pour que nous le reproduisions ici et dans une langue savoureuse, a exprimé les doléances du pauvre peuple contre cette multiplication vraiment abusive des degrés de juridiction.

Cette possibilité de passer devant cinq ou six justices avait un triple inconvénient:

1° Elle rendait d'abord la justice fort onéreuse, car, à chaque degré, le plaideur devait rémunérer ses juges, procureurs et avocats;

2° Elle donnait aux procès une logévitité démesurée;

3° Elle affaiblissait l'autorité de la chose jugée.

Certes, si les décisions rendues aux divers degrés avaient été semblables, l'autorité de la décision en serait sortie accrue, mais que penser de cette justice où les arrêts se contredisaient les uns les autres et où le dernier seul était censé avoir raison?

Ce nombre exagéré de degrés de juridiction constituait probablement l'une des tares les plus graves de notre ancienne organisation judiciaire.

Cédant au vœu général de la nation, Lamoignon, lors de son éphémère réforme, réduisit la faculté d'appel en limitant les procès à deux instances.

En 1789, les Cahiers des Etats Généraux réclamèrent la même solution. La Constituante leur donna satisfaction.

La Révolution n'aurait-elle provoqué dans l'administration de la justice que cette salutaire réduction de la faculté d'appel que son œuvre eût déjà été fort utile, mais nous savons dès maintenant qu'elle n'avait point limité son ambition à une parcellaire réforme.

SECTION IV. — ETENDUE VARIABLE

DES CIRCONSCRIPTIONS JUDICIAIRES

Les rois de France ont été de grands assembleurs de terre. Lors des conquêtes qui, réunies les unes aux autres, ont réussi à constituer « le plus beau royaume sous le ciel », la monarchie a toujours respecté les traditions et coutumes particulières et n'a jamais décrété l'uniformité. Elle a laissé subsister le particularisme local et pensé que le vêtement que chaque pays portait avait tellement pris les plis de son corps que l'uniforme, si elle en imposait un, serait blessant et inconfortable.

Les circonscriptions judiciaires se sont ainsi bien souvent formées au hasard des circonstances historiques.

Certes, nous Français d'après la Révolution, nous comprenons difficilement la fantaisie de ces assemblages, parce que nous sommes habitués aux institutions bien dessinées comme aux voies de circulation rectilignes et se coupant à angle droit; et pourtant, une civilisation fort policée a vécu pendant plusieurs siècles au milieu d'un découpage désordonné.

Les baillages et sénéchaussées avaient une importance très inégale; certains constituaient des juridictions fort actives, à la vie judiciaire intense; d'autres, au contraire, limitaient leur compétence à des ressorts fort réduits. Sur une plus grande échelle, cette inégale importance se retrouvait dans l'étendue des circonscriptions des différents parlements.

Le seul ressort du Parlement de Paris s'étendait au tiers du territoire français: il comprenait l'Ile-de-France, la Beauce, la Sologne, le Berry, l'Auvergne, le Bourbonnais, l'Anjou, l'Angoumois, la Picardie, la Champagne, la Brie, le Maine, la Touraine, le Poitou, l'Aunis, le Rochelois.

Un habitant de Lyon ou de La Rochelle était obligé de venir plaider à Paris; en un temps où les moyens de communications étaient difficiles, c'était en vérité aller chercher la justice bien loin et c'était surtout la rendre bien onéreuse.

Le vice était si flagrant que dans le résumé des Cahiers des Etats Généraux sur la réforme judiciaire, résumé établi par les soins de la Chancellerie, on lit, dans un article 36, le vœu suivant: « Que les ressorts trop étendus des Parlements soient restreints et qu'il y

ait un parlement ou cour souveraine dans chaque province. » (1).

La Révolution, impeccablement logique, devait condamner ces dessins capricieux, d'abord parce qu'ils étaient source d'abus, et ensuite parce que trop amie de la raison, elle ne pouvait comprendre les créations spontanées de la vie.

SECTION V. — LA JUSTICE RÉTENUE

Dans une monarchie absolue, tous les pouvoirs sont réunis dans la personne du souverain ; le roi, loi vivante, chef de l'exécutif, est non seulement juge suprême mais en réalité seul juge. Comme la besogne judiciaire est trop absorbante pour qu'il puisse la remplir lui-même, il en délègue l'exercice à des officiers. Mais cette délégation peut être révoquée à chaque instant puisque *toute justice émane du roi* ; aussi le roi possède-t-il le droit de soustraire tel ou tel plaideur ou tel ou tel procès à l'ordre habituel des juridictions. C'est là l'exercice de la justice retenue.

Dans l'ancien droit, cet exercice se manifestait de façons diverses.

D'abord par l'évocation devant le Conseil ; le souverain retirait un procès aux juges qui devaient en connaître d'après les règles habituelles de la compétence et le faisait juger par son Conseil. Cette évocation se produisait fréquemment en matière politique : lorsque

(1) Archives nationales, Ba 89, *Etats généraux* de 1789. Le lecteur peut facilement consulter ce document en se reportant à l'ouvrage précité de M. Sélignann. Annexe IV, p. 489.

les Parlements étaient en opposition avec la royauté, le roi se réservait ainsi la possibilité de trancher les procès l'intéressant dans le sens qui lui convenait.

En second lieu, par le jugement par commissaires, dont M. Esmein a donné une excellente définition, en disant que « c'était la création d'un tribunal d'occasion constitué en vue d'une affaire spéciale et dessaisissant de la connaissance de cette affaire les tribunaux ordinaires ».

En troisième lieu, par les lettres de *committimus* (nous commettons); le roi accordait aux officiers de la couronne, aux princes de l'Eglise, aux membres des cours souveraines et de l'Académie Française, à certains corps, monastères, abbayes, chapitres ou même particuliers, le droit de porter leurs causes devant certains juges et d'y traduire les personnes contre lesquelles ils plaidaient. On distinguait le *committimus* au grand sceau, qui donnait le droit d'attirer aux requêtes de l'Hôtel ou aux requêtes du Palais à Paris les justiciables des autres parlements et de les enlever à leurs ressorts.

Le *committimus* au petit sceau conférait seulement le droit de porter directement les procès des bénéficiaires aux requêtes du Palais de leur parlement ou même devant certains juges du ressort.

Les bourgeois de la bonne ville de Paris possédaient le privilège de ne pouvoir « être tirés hors des murs de leur cité ni tenus de plaider ailleurs en défendant pour quelque cause que ce fut s'il ne leur plaisait » (1). L'Université et certaines églises étaient placées sous la

(1) Coutume de Paris, art. 112.

protection du roi et recevaient à ce titre des juges spéciaux.

Mais à côté de ces privilèges de plaideurs existaient aussi des privilèges de juges : le scel d'Orléans et celui de Montpellier étaient attributifs de juridiction et le juge du scel avait le droit de revendiquer la cause lorsqu'aucune des parties ne demandait son renvoi devant lui.

Ce serait une erreur de croire que ces privilèges de juridiction constituaient un abus monstrueux. Dans son principe, l'exercice de la justice retenue était parfaitement compréhensible et justifiable ; d'ailleurs, la bureaucratie de la chancellerie royale lui avait donné des formes qui en avait canalisé le cours quelquefois impétueux sous certains rois.

Cependant, il faut reconnaître que l'existence de ces privilèges était fort gênante pour les plaideurs qui étaient arrachés à leurs juges ordinaires. Elle était difficilement compatible avec les principes nouveaux qui commençaient à se faire jour et que la Révolution devait consacrer : séparation des pouvoirs, égalité des hommes devant la loi.

Aussi, les cahiers des Etats Généraux (Art. 20 du résumé de la Chancellerie) (1) demandaient-ils « la suppression de toute commission du Conseil et autres généralement quelconques, à moins qu'elles ne soient demandées et consenties par les parties, de toutes évocations générales, *committimus*, lettres de garde, de scolarité, du privilège des bourgeois de Paris, de la conservation de Lyon et autres, de tous sceaux attributifs de juridiction ».

(1) Cf., p. 34.

SECTION VI. — LES TRIBUNAUX ECCLÉSIASTIQUES

LES JURIDICTIONS D'EXCEPTION

ET AUTRES TARES DE L'ANCIENNE JUSTICE

Dans la théorie de la monarchie pure, résumée dans le mot célèbre de Louis XIV, « l'Etat c'est moi », toute justice émane du Roi.

Par application de cette loi fondamentale, le Parlement de Paris, dans un arrêt directeur du 31 janvier 1674, pose le principe que « le Roi seul peut accorder le droit de justice dans le royaume ».

Comment expliquer alors l'existence de tribunaux ecclésiastiques et de juridictions d'exception ?

Par privilège royal, répond le scrupuleux Jousse (1).

Explication *a posteriori* inventée par les juristes aux jours de la toute puissance monarchique. La vérité est toute différente; ces juridictions, et particulièrement les tribunaux ecclésiastiques, ont grandi avec une extraordinaire vigueur durant les périodes d'éclipse de l'autorité royale. Les juridictions d'Eglise ont alors non seulement accaparé la connaissance des procès mettant en jeu directement ou indirectement l'existence ou la validité d'un sacrement, mais encore toute une série de questions de droit voisines.

L'habileté juridique des clercs et la subtilité de leur jurisprudence permirent aux juridictions ecclésiastiques de conquérir les nombreuses terres mitoyennes les séparant des tribunaux laïcs; mais ces conquêtes, facilitées durant l'anémie de la sève monarchique par un compréhensible retour des choses, furent presque tota-

(1) *Traité de l'Administration de la Justice*, tome I, page 608.

lement remises en question lorsque le pouvoir royal reprit conscience de ses droits.

A la veille de la Révolution française, l'existence de ces tribunaux posait presque uniquement un problème de délimitation entre les domaines spirituel et temporel. Les restes bien réduits des avantages passés étaient sans cesse contestés par les juridictions laïques. Aussi, à l'exemple des Parlements, quelques Cahiers des Etats Généraux réclamaient-ils l'exacte limitation de la compétence des tribunaux ecclésiastiques aux matières d'ordre purement spirituel.

Les juridictions d'exception se sont constituées et ont grandi dans des conditions différentes.

Elles sont nées avec la faveur du pouvoir royal qui voyait dans leur multiplication une excellente occasion d'émulation de nature à favoriser le bon fonctionnement de la justice.

A la vérité, ces tribunaux d'exception, en se multipliant sous les différents règnes, arrivèrent à créer un véritable fourmillement de juridictions aux étroites compétences quelquefois enchevêtrées, aux jurisprudences subtiles et aux conflits fréquents.

Ces conflits n'étaient pas de nature à simplifier les procès, déjà suffisamment compliqués; aussi, en majorité, les Cahiers des Etats Généraux réclamaient-ils fermement la suppression de toutes ces juridictions parasites.

*
**

Il serait fort aisé d'allonger la liste des vices de l'organisation judiciaire de l'ancien régime.

On pourrait insister sur les récriminations des plaideurs contre le caractère dispendieux de la procédure

et souligner les inconvénients du système pratiqué pour la rémunération des juges.

Nous préférons limiter ici cette énumération forcément incomplète.

Il est, en effet, impossible de cataloguer toutes les tares d'une institution sans tomber dans la subtilité et mélanger le possible avec l'impossible, le réalisable avec l'irréalisable.

Les institutions humaines ne sont jamais parfaites et on peut même prétendre sans paradoxe qu'une certaine dose d'imperfection est nécessaire à leur développement.

Notre ambition dans ce chapitre a été de souligner et d'analyser les tares principales qui, en affectant l'administration de l'ancienne justice, ont provoqué une action directe précise et incontestable sur la marche de la révolution judiciaire.

Dans cet ordre d'idées, on peut affirmer sans grands risques que le fonctionnement défectueux des justices seigneuriales a provoqué leur disparition, que les abus consécutifs à la multiplication des degrés de juridiction ont entraîné leur réduction et que l'opinion générale, en condamnant la patrimonialité des offices, a obtenu satisfaction dans la nuit du 4 août.

Mais, à côté de ces gros vices — causes techniques de la Révolution — il faut signaler l'action de multiples petits vices qui ont contribué anonymement à discréditer l'ensemble de la justice royale.

Cette multitude d'abus partiels tenant au fonctionnement intime des tribunaux, plutôt pressentis que connus exactement du public, incapables d'agir individuellement comme facteurs techniques de la réforme judiciaire, ont agi, réunis, comme facteurs psychologiques.

Pour se rendre compte de l'état d'esprit du pays à l'égard de notre ancienne justice, il suffit en effet d'interroger les littérateurs, philosophes et juristes de la monarchie.

« A combien de fois, écrivait Montaigne, me suis-je fait une bien évidente injustice pour fuir le hasard de la recevoir encore pire des juges après un siècle d'ennuis et d'ordres et viles pratiques plus ennemis de mon naturel que n'est la géhenne et le feu. » (1).

Jousse, juriste scrupuleux et presque toujours admiratif de l'ordre établi, avoue bien cependant qu'on est obligé de déplorer le malheur de tous ceux qui sont dans l'obligation d'intenter ou de soutenir un procès.

Les vices de cette justice étaient si nombreux et si insaisissables qu'un auteur anonyme, ayant publié un essai sur les motifs d'éviter les procès et les moyens d'en tarir la source, se bornait à souhaiter une réforme... de la nature humaine (2).

Seul remède pleinement efficace, mais, hélas ! combien chimérique. Dégageons d'un mot la conclusion de ces quelques observations.

Les grosses tares de l'ancien régime judiciaire ont constitué les causes techniques de son effondrement.

Les petits vices, causes de mécontentement vieilles comme la royauté, dénoncées par tous les Etats Généraux, ont créé un climat d'hostilité à l'égard de l'ancienne magistrature, climat qui a favorisé la disparition de l'antique état de choses et par conséquent la naissance du nouveau.

(1) Essais, livre III, chap. I.

(2) Cité par Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, tome I, p. 7.

CHAPITRE II

Les causes psychologiques

Lorsque le vice d'une institution est connu et catalogué, on peut le supprimer en faisant une réforme.

Dans cet ordre d'idées, on peut affirmer que les tares de l'ancienne justice expliquent à elles seules l'impérieuse nécessité d'une vaste mise au point entraînant la suppression ou la concentration des justices seigneuriales, la réduction de la hiérarchie judiciaire, l'abolition de l'hérédité et de la vénalité des offices, la disparition des privilèges de juridiction, l'établissement de circonscriptions régulières, la suppression de maintes juridictions d'exception, la gratuité de la justice.

Cette réforme — en vérité de grande envergure — l'ancien régime avait essayé par deux fois de la réaliser partiellement, et il est raisonnable de penser qu'elle se serait probablement produite en l'absence même de tout révolution.

Mais, cette réforme nécessaire n'appelait point forcément une réorganisation d'ensemble; certaines parties de l'édifice judiciaire étaient encore solides et pouvaient être conservées.

Si la Constituante a donc ordonné leur destruction, c'est que, à côté des causes techniques de la révolution, dont l'effet est exactement mesurable, il existait d'autres causes plus fuyantes, moins discernables, dont

l'effet s'est irradié jusque dans les parties encore saines du grand corps.

Ces causes inspiratrices de la révolution sont multiples et fort délicates à isoler. nous les examinerons sous le titre de causes psychologiques.

Dans notre pensée, elles englobent tout ce qui, chez les Constituants, ne prenait pas la forme d'un grief précis contre l'ancien état de choses, mais expliquait néanmoins un sentiment de défaveur à son égard. Or, c'est ce sentiment seul qui peut expliquer la condamnation globale dont l'ancienne organisation judiciaire fut la victime.

Le présent chapitre sera divisé en trois sections.

Dans la première, nous mettrons en lumière le sentiment d'hostilité des Constituants à l'égard des magistrats.

Dans la seconde, nous montrerons le désir impétueux des Français de 1789 de changer toutes les vieilles institutions dont ils étaient lassés contre de nouvelles dont ils attendaient merveille.

Dans la troisième, nous indiquerons les principes nouveaux dont la proclamation récente imposait la révolution judiciaire.

SECTION I. — L'HOSTILITÉ DES CONSTITUANTS

A L'ÉGARD DES MAGISTRATS

Les historiens qui étudient la période révolutionnaire et les causes de la chute de l'ancien régime réservent une place de choix à l'agitation parlementaire. Ils nous montrent les magistrats, délaissant le procès de

M^r Pierre et de M^r Jacques, pour s'occuper de politique. En cette fin de xvi^e siècle, la monarchie, théoriquement absolue, a en effet, trouvé ses adversaires les plus acharnés et les plus hardis dans les enceintes de justice.

Contrecarrant sans cesse l'action gouvernementale, les hauts magistrats ont réussi à créer une immense effervescence dans le pays et à connaître — chose pour tant bien difficile pour des hommes de justice — une popularité considérable.

C'est du combat sans merci qui opposa au cours des années 1787 et 1788 ces parlement et la royauté que sortit la convocation des **Etats Généraux**.

Si on arrêta ici cet exposé et si on ignorait la suite des événements, on pourrait être tenté d'attribuer à la Constituante un sentiment de reconnaissance à l'adresse de ces glorieux pionniers.

On pourrait en particulier concevoir qu'en dépit de la reconstruction du pouvoir judiciaire et de la suppression de la patrimonialité des charges, l'assemblée eut laissé les anciens magistrats en fonction à titre viager.

Ce raisonnement, d'un esprit logique, mais ignorant l'histoire, est contraire aux faits : l'Assemblée Nationale décida le remboursement des offices et, par là même, renonça au service de l'ensemble du personnel judiciaire. Comment expliquer la défaveur soudaine dont ces magistrats furent l'objet ?

On prétend souvent que les événements ont fait de la Constituante une repentie et que, devant sa naissance à l'opposition parlementaire, elle en reconnaissait cependant le caractère abusif et craignait que de semblables obstacles ne surgissent sur le chemin du régime nouveau.

Cet argument répété un peu partout nous paraît en vérité insuffisant; comment, en effet, un tel sentiment de défiance à l'égard des magistrats, des parlements, a-t-il pu entraîner la disgrâce du personnel judiciaire des tribunaux inférieurs?

La Constituante, en vérité, n'aimait point les magistrats en fonction en 1789, pour des raisons s'appliquant aussi bien aux parlementaires qu'aux officiers de justice moyens et subalternes.

Cette attitude d'hostilité générale nous est révélée par de multiples incidents de séance, à l'occasion desquels la magistrature a été attaquée *dans son ensemble*.

Ce sentiment d'hostilité peut s'expliquer par les raisons suivantes :

1° La procédure pénale de la France de Louis XVI n'était point en accord avec les idées nouvelles: elle avait recueilli la question — préparatoire et préalable — legs honteux du Moyen Age.

Les procès criminels étaient fort longs, et pendant que les magistrats étudiaient de volumineuses et non contradictoires procédures, les accusés croupissaient des années entières ou... mouraient dans des cachots obscurs et malsains.

Or, dans un siècle où l'esprit humain était parvenu à un haut degré de raffinement, il était monstrueux de penser que les magistrats — par ailleurs souvent hommes d'esprit et philosophes — pouvaient quotidiennement mettre en œuvre un droit pénal consacrant des pratiques retardataires et barbares.

Les Constituants ont peut-être craint que les hommes qui avaient appliqué de telles lois durant de nombreuses années fussent incapables d'appliquer un droit nou-

veau, en complète opposition avec le précédent, sans en fausser irrémédiablement l'esprit.

2° Lorsque les magistrats ont senti que la terre s'effondrait sous leurs pieds et qu'ils avaient déchaîné une révolution qui s'organisait dans un sens qu'ils ne souhaitaient pas, ils ont pris leurs précautions, et, en procéduriers habiles, ont élevé de secrètes protestations contre les réformes nouvelles; la magistrature forma ainsi un corps soumis en apparence, mais, en réalité, opposé à la Révolution. Il est fort possible que les Constituants, comprenant ce que cachait cette attitude, aient résolu de supprimer ces corps sourdement opposants.

3° L'ancienne magistrature, lorsqu'elle fut condamnée, ne trouva comme défenseurs à l'Assemblée Nationale que deux ou trois parlementaires égarés dans son enceinte; l'assemblée (composée du côté du Tiers-Etat en majorité d'avocats ou de procureurs qui avaient souffert de la morgue souvent insolente des magistrats et du côté de la noblesse de grands seigneurs qui méprisaient la robe) n'était pas un milieu favorable à la défense de la magistrature.

4° Enfin, nous nous risquons à ajouter un quatrième motif d'hostilité à l'égard des gens de justice: celui-ci ne cherche plus comme les précédents sa justification dans l'histoire et dans ses documents, il s'inspire directement de la psychologie. On peut le formuler ainsi: les Constituants ont, peut-être, si facilement dépossédé les anciens magistrats dans le but caché de prendre leurs places à l'heure de la retraite politique.

Un fait peut permettre de se faire une opinion sur cette délicate question: lorsqu'on a procédé à l'élection des juges, de très nombreux Constituants furent élus.

En expulsant les anciens magistrats, certains Constituants avaient déjà l'idée de s'installer sur leurs fauteuils.

SECTION II. — LE DÉSIR D'UNE RÉFORME

La simple lecture des cahiers de doléances, rédigés à l'occasion de la convocation des Etats Généraux, suffit à montrer clairement que le pays désirait ardemment une réforme profonde de son organisation judiciaire plusieurs fois séculaire.

Les récriminations des plaideurs avaient pour objet l'existence d'abus fort nombreux; l'idée de réorganisation de l'appareil judiciaire trouve donc une partie de son inspiration dans ce que nous avons appelé les causes techniques de la Révolution.

Cependant, pour être complet, il faut signaler, à côté du désir d'une réforme des abus glissés dans l'administration de la justice, le besoin d'une réforme tout court, c'est-à-dire le besoin de transformer les institutions pour le plaisir de les transformer.

On a eu, ainsi, l'idée de changer de justice comme on avait l'idée de réformer l'administration et la royauté.

Durant les derniers cinquante ans de la monarchie, les Français avaient soif de nouveau.

Ce désir de créer un ordre de choses moderne et d'abandonner l'ordre de choses ancien a été favorisé par certaines tendances de l'esprit du XVIII^e siècle. Tout d'abord, par l'Anglomanie. L'invasion anglaise se reproduit pacifiquement depuis plusieurs siècles avec

une grande régularité : périodiquement, nos mœurs et nos institutions s'imprègnent des modes d'outre-Manche. Il en était ainsi en France à la veille de la Révolution ; l'Angleterre et ses institutions étaient fort à la mode dans les milieux philosophiques et littéraires français. Cette vogue agaçait à la vérité certains de nos aïeux. M. Louis Madelin raconte que Louis XV, recevant le duc de Lauraguais revenant de Londres, lui avait dit : « Qu'est-ce que tu as fait en Angleterre, Lauraguais ? », et le duc, sottement ou impertinemment, répondit : « J'ai appris à penser, sire », et le souverain, justement blessé de s'en tirer par un mauvais calembour : « A panser ? Des chevaux ? »

Cette anecdote montre le prestige dont jouissait l'Angleterre dans la pensée française au XVIII^e siècle.

Or, cette mode, entre autres conséquences, entraînait celle-ci : du seul fait que les institutions judiciaires anglaises étaient différentes des institutions judiciaires françaises, ces dernières devaient être par là même inéluçablement déconsidérées.

L'honnête homme, en ce siècle finissant, avait dans sa bibliothèque les huit volumes de Blackstone sur les principes de droit anglais ; il y trouvait, sous la plume d'un auteur fier de son pays, les détails de fonctionnement et l'apologie du jury ; institution d'origine anglaise, le jury devait par là même jouir d'un immense prestige dans les milieux français.

Or, son introduction exigeait une réorganisation de notre justice. *Le désir d'une réforme judiciaire s'est donc introduit non seulement parce qu'il était nécessaire de corriger les vices d'une institution vétuste, mais encore parce qu'on désirait en adopter une nouvelle copiée de l'Angleterre.*

Ajoutons enfin que l'idée de réforme de la justice a pris corps avec d'autant plus de facilité qu'elle avait toujours été à l'ordre du jour de la royauté et qu'elle s'est manifestée à nouveau, à un moment où les principes fondamentaux de l'état étaient remis en question : cette réforme supplémentaire n'était qu'une goutte d'eau dans la mer des réformes demandées.

SECTION III. — PRINCIPES NOUVEAUX

EN OPPOSITION AVEC LES PRINCIPES ANCIENS

La Révolution Française, c'est avant tout la séparation des pouvoirs, mais c'est aussi toute une mystique de liberté, d'égalité et de foi dans la raison.

Ce principe et cette mystique, qui constituent l'esprit de la Révolution, étaient incompatibles avec les institutions forgées au hasard de la vie par la royauté au cours de sa lente et glorieuse ascension.

La Monarchie concentrait les pouvoirs, la Révolution les sépara.

La Monarchie respectait les particularismes locaux consécutifs quelquefois au caprice de ses conquêtes, la Révolution décréta l'uniformité.

C'est autour de ces deux idées que nous voudrions maintenant grouper très rapidement quelques observations montrant les principes nouveaux en opposition avec les principes anciens.

*
**

« Sans la séparation des pouvoirs, a dit Montesquieu, un pays n'a point de constitution. »

L'ancien régime ne connaissait pas une telle séparation : le roi, législateur suprême, était la source de toute justice.

La justice rendue par les magistrats ne portait ce nom que parce que le roi leur en avait délégué l'exercice.

Cette confusion de principe était d'ailleurs doublée d'une confusion de fait : dans le chapitre consacré aux causes techniques de la révolution judiciaire, nous avons parlé de la justice retenue et de ses fréquentes applications : c'était là une violation flagrante de l'idée de séparation des pouvoirs.

La Révolution française proclamant cette idée devait retirer au roi l'exercice de la justice retenue et décréter la mort des privilèges de juridiction.

Des conséquences encore plus importantes devaient d'ailleurs s'en suivre : nous sommes habitués aujourd'hui à un régime de séparation des pouvoirs où il existe un minimum de compénétration ; la révolution créant ainsi un pouvoir judiciaire entièrement séparé des pouvoirs législatif et exécutif, devait en confier le recrutement au peuple, source de toute autorité.

Priver le roi de la justice retenue, confier à l'élection le choix des magistrats, isoler les pouvoirs, c'était évidemment créer un ordre nouveau, inconciliable avec l'ordre ancien.

Même si son fonctionnement avait été parfait, notre ancienne justice ne pouvait point vivre sous un régime de séparation des pouvoirs ainsi compris.

*
**

La Révolution a eu pour la raison un amour déraisonnable. L'irrégularité et le désordre qui avaient présidé à la construction de la justice royale — irrégularité

et désordre consécutifs à la formation du royaume de France morceau par morceau — l'ont surprise et choquée.

Elle a voulu mettre de l'ordre dans la maison, et, pour ce faire, elle a dessiné des institutions neuves comme on dessine sur un sol vierge le plan d'une capitale moderne.

Elle a divisé la France en 80 départements.

Cette simple réforme appelait à elle seule une colossale réorganisation de toutes les circonscriptions judiciaires; elle demandait aussi l'établissement dans chaque département d'une hiérarchie judiciaire semblable. Autant dire que cette mesure administrative, apparemment anodine, entraînait avec elle des conséquences innombrables et en particulier la nécessité de réorganiser toute notre justice.

**

Nous avons essayé dans ce titre d'analyser les causes de la révolution judiciaire.

Certes, il ne nous échappe point ce qu'une telle analyse peut avoir d'artificiel: l'ensemble de ces causes forme, en effet, un écheveau embrouillé, et isoler l'une d'entre elles, c'est bien souvent la dénaturer car elle ne prend sa valeur complète et explicative que si elle est placée dans l'ensemble; néanmoins, en les juxtaposant, on peut approximativement recréer l'atmosphère au sein de laquelle la réforme s'est produite.

C'est parce que certaines parties du temple de la justice étaient vétustes et inhabitables que les Français ont eu le désir de le transformer; mais cette transformation n'a pris l'importance d'une révolution que parce que l'ancienne magistrature n'a trouvé aucun défenseur et qu'au surplus, les Français désiraient « changer de peau » et faire du nouveau.

Ces raisons justifient l'œuvre pleinement destructive de la Constituante.

Les idées nouvelles, le principe de la séparation des pouvoirs, l'anglomanie et le désir d'une administration simple et rationnelle expliquent aussi l'ampleur de la démolition et laissent entrevoir la direction dans laquelle les réformateurs vont s'engager.

On aperçoit ainsi aisément quelles vont être les grandes lignes de l'œuvre constructive de l'Assemblée Nationale : introduction du jury criminel, élection de la magistrature, simplification de la hiérarchie judiciaire.

Parallèlement à cet important mouvement d'organisation de l'appareil judiciaire, la Constituante entreprenait une révision générale des lois, dans le double but d'unifier le droit civil et d'humaniser le droit pénal.

Heureuse époque où une assemblée politique osait s'attacher à des travaux de géants et inscrire à son programme la régénération de la justice humaine !

TITRE II

LA DÉMOLITION DE L'ANCIENNE JUSTICE ET LE TRAVAIL DE RECONSTRUCTION



La démolition de l'ancienne justice et le travail de reconstruction

Les détracteurs de la Révolution française reprochent aux hommes de 89 d'avoir fait un rêve et de ne point s'être demandé si ce rêve pouvait devenir réalité; ils les accusent aussi de s'être laissés aller à une confiance excessive dans la force des raisonnements abstraits sans même se soucier de ce qu'il peut y avoir de légèrement paradoxal à associer ainsi sous un reproche commun le rêve et la raison.

La valeur de cette critique ne nous échappe point; nous reconnaissons bien volontiers qu'en intronisant la déesse Raison sur le maître-autel de Notre-Dame de Paris, au cours d'une sacrilège et ridicule cérémonie, la Révolution a exprimé symboliquement un amour exagéré et par là même dangereux pour la raison.

Les hommes d'Etat — et particulièrement ceux qui ont la lourde tâche de donner des institutions neuves à un pays — doivent se défier sans cesse de la transfiguration que la pratique impose à la théorie. La vérité politique découverte par l'esprit seul ne mérite son beau nom de vérité que dans la mesure où elle est transformable en réalité.

Les Révolutionnaires — et particulièrement les Constituants — ont-ils été d'imprudents logiciens?

La querelle est toujours ouverte, mais, grâce à Dieu, il ne nous appartient pas de la vider ici.

Modeste dans notre entreprise et limitant notre étude à l'organisation judiciaire de la Constituante, nous allons indiquer cependant qu'au point de vue particulier qui nous occupe, l'Assemblée Nationale de 89 n'a point rêvé en permanence, comme on veut bien le dire, et que son esprit vivant et réaliste s'est manifesté à maintes reprises et de deux façons différentes.

Tout d'abord, les Constituants, occupés à détruire l'ancienne justice tout en assurant son fonctionnement provisoire jusqu'au jour de l'installation des tribunaux nouveaux, ont pris, au contact des difficultés quotidiennes soulevées par l'administration de cet important service public, l'habitude d'envisager le problème de rénovation qu'ils étaient chargés de résoudre sous un angle concret.

En second lieu, à l'occasion des discussions qui ont précédé le vote de la loi organique des 16-24 août 1790, de nombreux avocats, Target, Thouret, Tronchet, Chabroud, se sont sans cesse préoccupés des répercussions pratiques des principes posés.

Dans un chapitre premier, nous allons étudier la démolition progressive de l'ancienne justice.

Dans un chapitre second, nous examinerons, sous le titre de travail de reconstruction, les principes cardinaux servant de base à la nouvelle organisation

En voyant les Constituants aux prises avec les difficultés soulevées par le démantèlement de l'ancienne justice et par l'élaboration d'un droit nouveau, nous pourrons apprécier la valeur du reproche que nous avons reproduit plus haut.

CHAPITRE PREMIER

La démolition de l'ancienne justice

Les révolutionnaires de place publique sont en général des gens fort impatients; ils imaginent volontiers que les réformes s'opèrent instantanément et que la seule volonté d'un législateur suffit à faire surgir comme par enchantement des institutions neuves et parfaites.

S'ils la consultaient, l'histoire détromperait leur rêve optimiste. Ils y verraient en particulier que la réforme judiciaire réalisée par l'Assemblée Nationale Constituante, œuvre colossale, ne s'est point improvisée en un seul jour.

Décidée virtuellement depuis le 4 août 1789, elle n'a été réalisée que le 24 janvier 1791, par l'installation des tribunaux civils de nouvelle création.

Le tribunal de cassation, « juge des jugements et mainteneur de l'esprit des droits », n'est entré en fonction que le 20 avril de la même année. L'organisation définitive de la justice criminelle a été encore plus tardive. Il a donc fallu à l'Assemblée Nationale près de deux ans pour achever l'œuvre entreprise. Pendant ce long temps, elle a méthodiquement procédé à la destruction de l'ancienne justice; elle a commencé par démolir les parties dangereuses, prêtes à s'écrouler, de l'antique demeure et a procédé à un aménagement rapi-

de et provisoire de la partie de la bâtisse restant sur pied afin de s'y abriter en attendant l'achèvement de la nouvelle habitation.

L'étude du démantèlement progressif de l'ancien système judiciaire rentre bien dans le cadre de nos développements, car elle permet de mesurer suivant la rapidité ou la lenteur avec laquelle la Constituante a corrigé tel ou tel abus, l'intensité avec laquelle la réforme était désirée.

*
**

Une immense et pacifique révolution s'est accomplie dans la célèbre nuit du 4 août 1789.

Au moment même où le régime féodal venait d'entrer en agonie dans les campagnes où les paysans se révoltaient, l'esprit de désintéressement de la chevalerie se révéilla soudain et des bancs où siégeaient les députés de la noblesse se leva un vent de générosité et d'enthousiasme. On vit alors, des quatre coins de l'assemblée, les anciens privilégiés — nobles, membres du clergé, bourgeois des bonnes villes — venir offrir à la nation le sacrifice de leurs prérogatives de caste.

La noblesse proposa la suppression de la féodalité.

Le clergé renonça à la dîme et, dans ce moment où chacun se sacrifiait à l'intérêt de tous, les magistrats saisis à leur tour de cette psychose autodestructrice, demandèrent la suppression de la patrimonialité des charges. En six heures, au milieu des larmes et des embrassements, disent les contemporains, on renversa « le chêne antique de la féodalité dont les racines épuisaient depuis tant de siècles les sucs de la terre et frappaient de stérilité l'heureux sol de France » (1).

(1) Henri Martin. Nous laissons à cet historien la responsabilité entière d'un pareil jugement qui nous semble trop absolu pour que nous le partagions.

Le décret du 4 août, portant abolition du régime féodal, des justices seigneuriales, des dîmes, de la vénalité des offices, des privilèges, des annates, de la pluralité des bénéfices, comprend deux articles qui nous intéressent particulièrement et qui sont ainsi conçus :

ART. 4. — Les justices seigneuriales sont supprimées sans aucune indemnité ; néanmoins, les officiers de ces justices continueront leurs fonctions jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée Nationale à l'établissement d'un nouvel ordre judiciaire.

ART. 7. — La vénalité des offices de judicature et de municipalité est supprimée dans cet instant. La justice sera rendue gratuitement ; et néanmoins, les officiers pourvus de ces offices continueront d'exercer leurs fonctions et d'en percevoir les émoluments jusqu'à ce qu'il ait été pourvu par l'Assemblée aux moyens de leur procurer leur remboursement.

Ces deux textes indiquent indubitablement quelles étaient les parties les plus vermoulues et les plus décriées de notre ancienne justice : pour qui sait lire entre les lignes, elle fait pressentir l'irrésistibilité d'une réorganisation judiciaire complète.

Quelques jours après cette nuit mémorable, le député Bergasse (1), dans un discours aux idées un peu fuyantes et indécises, proposa au nom du comité de constitution les bases d'une réforme de la justice.

Nous n'analyserons point ce document ici ; qu'il nous suffise d'indiquer que le rapporteur y réclamait la suppression définitive de tous les anciens tribunaux, mais faisait cependant appel à la loyauté et au patriotisme

(1) *Moniteur* des 17, 18 et 19 août 1789.

des magistrats en place, pour continuer d'expédier la besogne judiciaire quotidienne.

Leur condamnation à mort ainsi décidée, les juridictions supprimées restèrent provisoirement en fonction; ce provisoire dura un an et demi.

Examinons rapidement quelle fut, durant cette période, l'attitude de cette magistrature agonisante.

Les magistrats parisiens, qui avaient si longtemps rompu des lances avec le pouvoir royal, ont rapidement compris que toute tentative de résistance serait inefficace; aussi ont-ils adopté une position rigoureusement correcte — en apparence tout au moins — essayant d'amenuiser le plus possible les conséquences de la mesure qui les menaçait.

Le Parlement de Paris et le Châtelet se sont renfermés dans l'exercice pur et simple de leurs fonctions judiciaires.

Le Châtelet connut même son heure de popularité: l'Assemblée Nationale lui confia, par décret du 14 octobre 1789, la mission de confiance — fort redoutable d'ailleurs — d'informer contre tous prévenus du crime de lèse-nation. Cette marque d'estime aux juges fantômes, la Constituante ne la leur accorda cependant qu'après avoir réformé la procédure pénale sur quelques points essentiels en mettant en harmonie les anciennes institutions judiciaires avec les principes nouveaux énumérés dans la déclaration des Droits de l'Homme.

Un décret des 8 octobre-3 novembre 1789, rendu au rapport de M. de Beaumetz, indique dans son préambule que « l'esprit et les formes de la procédure pratiqués jusqu'à présent en matière criminelle s'éloignent tellement de l'équité naturelle qu'ils nécessitent une réforme entière de l'ordre judiciaire pour la recherche

et le jugement des crimes; que l'exécution de cette réforme exige la lenteur et la maturité des plus profondes méditations, mais qu'il est cependant possible de faire jouir dès à présent la nation de l'avantage de plusieurs dispositions qui, sans subvertir l'ordre de procéder actuellement suivi, rassureront l'innocence et faciliteront la justification des accusés ». En conséquence, l'Assemblée décide que l'instruction et le jugement des procès seront publics, que les accusés seront assistés d'un conseil et que les juges devront motiver leurs décisions; elle abolit l'usage de la sellette et la question.

Tous ces principes, proclamés un peu à l'improvisade, sonnent clairs comme la vérité!

Le Châtelet et le Parlement de Paris, nourris pourtant des principes de l'ordonnance de 1670, ont scrupuleusement respecté l'esprit et la lettre de la réforme nouvelle, leurs décisions mentionnent avec soin l'observance des formes ainsi prescrites. Cette soumission des cours de justice parisiennes à la volonté de la toute puissante Assemblée Nationale s'était déjà manifestée à plusieurs reprises et de façon fort humble.

Le 15 juillet 1789, le Parlement, voulant flatter le nouveau maître, exalta dans un court arrêt la bonté du seigneur roi ainsi que le zèle et le patriotisme des représentants de la nation; il chargea une délégation d'aller complimenter Sa Majesté et se borna à communiquer par écrit le texte de l'arrêt à l'Assemblée Nationale. La Constituante, ayant repoussé avec hauteur et même dureté cette cavalière communication, réclama d'être placée sur pied d'égalité avec le roi et exigea les honneurs d'une délégation (1). Nous imaginons certes faci-

(1) *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 244 et 246.

lement que l'orgueilleux Parlement dût tressaillir de l'affront qui venait de lui être fait, mais sentant que le vent qui soufflait était irrésistible, il se résigna à la démarche demandée.

Le 23 juillet, Bochart de Saron, premier président du Parlement, vint exprimer à l'Assemblée Nationale « le respect de la Cour à l'égard des représentants dont les travaux doivent assurer le bonheur de la nation » (1).

Dans ces premiers jours heureux, où venait de se lever l'espoir de réaliser une grande Révolution, on vit défiler à la barre de la Constituante toute la magistrature parisienne : Grand Conseil, Cour des Comptes, Cour des Monnaies, Cour des Aides, l'Election, l'Amirauté, le Bureau des Finances.

Les parlementaires parisiens se trompaient, en vérité, s'ils espéraient sauver la magistrature grâce à leur sagesse et à leur modération.

Leur adversaire irréductible et parfois féroce, le constituant Alexandre de Lameth, désireux de les « enterrer vivants », renouvelant « le coup à la Maupeou », fit décréter, le 3 novembre 1789 :

« Que tous les parlements du royaume continueront de rester en vacance et que ceux qui seraient rentrés reprendront l'état de vacance; que les chambres des vacations continueront ou reprendront leurs fonctions et connaîtront de toutes causes, instances et procès, nonobstant toutes lois et règlements à ce contraire, jusqu'à ce qu'il ait été autrement statué à cet égard; et que tous autres tribunaux continueront à rendre la justice en la manière accoutumée. »

(1) *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 262.

En présence d'une mesure qui le condamnait pourtant si visiblement, le Parlement de Paris n'eut pas un sursaut. Sous la présidence de Rosambo, il enregistra le décret en séance publique sans élever la moindre protestation. Même attitude résignée, lorsque le substitut du Procureur général vint requérir l'enregistrement du décret des 6-11 septembre — détruisant tout l'ancien système judiciaire — prononçant sa mort et réglant le cérémonial de ses obsèques pour le 15 octobre 1790.

Les Parlements de province éloignés du foyer de la révolution ne comprirent point sa force. Certains d'entre eux — Rennes, Toulouse (1), Metz — se signalèrent par l'impétuosité de leur résistance. Dans des arrêts enflammés et des harangues pathétiques, ces vieux corps protestèrent avec hauteur contre la mort prématurée dont on les frappait.

Lorsqu'on compare l'attitude des magistrats parisiens à celle des magistrats provinciaux, on reste un instant étonné et on ne comprend point.

Comment expliquer que ces parlements, qui s'étaient déclarés solidaires sous l'ancien régime, se soient ainsi dissociés au moment où un péril commun les menaçait?

La psychologie seule peut aider à comprendre ces attitudes divergentes.

Les magistrats parisiens — voisins immémoriaux du pouvoir — avaient pris non seulement l'habitude de résister à l'autorité royale lorsqu'elle était faible, mais avaient aussi appris à composer avec elle lorsqu'elle était forte.

(1) On consultera facilement cet arrêt aux *Archives parlementaires*, t. XIX, p. 516.

Au lendemain de la prise de la Bastille, pensant que toute résistance directe était une inutile témérité, ces astucieux magistrats, faisant la part du feu, songèrent qu'en récompense de leur soumission on pourrait peut-être leur permettre de remonter sur leurs faureuils même après la réforme judiciaire (1). Mais, désireux de mettre toutes les chances de leur côté, ces habiles procéduriers et savants juristes — sachant bien que la crainte vicie les actes juridiques — rédigèrent par deux fois — lors de la mise en vacance des parlements et lors de leur suppression — des protestations secrètes contre les décrets qui les frappaient.

Les magistrats parisiens, à la différence de leurs collègues provinciaux, misaient ainsi sur les deux tableaux.

La Révolution détruisait leur corps; ils s'étaient réservé par la correction de leur attitude la possibilité de collaborer avec la nouvelle justice.

La Révolution avortait; ils possédaient le document qui les ferait remonter sur leur siège la bourrasque passée.

Après des discussions longues et fort nourries, la Constituante vota la loi des 16-24 août 1790, organisant la justice civile. Satisfaite de l'œuvre ainsi accomplie, l'Assemblée, avant même d'avoir terminé le dessin des institutions judiciaires, pensa que l'heure était venue de porter le coup de grâce aux tribunaux d'ancien régime.

(1) Le Peletier de Rosambo, président de la Chambre des vacations, a été élu juge par les électeurs de Paris. Ces électeurs remerciaient ainsi le magistrat qui avait facilité l'œuvre de rénovation judiciaire en maintenant sa compagnie dans le calme et la discipline. (Cité par Séligmann.)

Le 6 septembre 1790, elle prit un décret portant suppression des cours et juridictions d'ancienne création.

D'un trait de plume, elle détruisit l'échafaudage compliqué de la justice royale et supprima les élections, greniers à sel, juridiction des traites, grueries, maîtrises des eaux et forêts, bureaux des finances, juridictions et cours des monnaies, cours des aides, tribunaux d'amirauté et prévôtés de la marine, chambre des comptes, vigueries, chatellenies, prévôtés, vicomtés, sénéchaussées, baillages, châtelets, présidiaux, conseil provincial d'Artois, conseils supérieurs et parlements.

Le même décret fait disparaître « les *committimus* au grand et petit sceau, les lettres de garde-gardienne, les privilèges de cléricature, de scolarité, du scel des Châtelets de Paris, Orléans et Montpellier, des bourgeois de la ville de Paris et de toute autre ville du royaume, et en général tous les privilèges et attributions en matière de juridiction, ensemble tous les tribunaux de privilège ou d'attributions, les requêtes du palais et de l'hôtel, les conservations des privilèges des universités, les officialités, le grand conseil, la prévôté de l'hôtel, la juridiction prévôtale, les sièges de la connétablie, le tribunal des maréchaux de France et généralement tous les tribunaux autres que ceux établis par la nouvelle Constitution. »

Au milieu de cet effondrement général, trois articles sont intéressants à noter :

ART. 15. — Les officiers des Parlements tenant les chambres des vacations établies par les décrets du 3 novembre dernier cesseront leurs fonctions à Paris le 15 octobre prochain et dans le reste du royaume le 30 septembre.

ART. 16. — Les mêmes jours, les officiers municipaux des lieux où les parlements sont établis se rendront en corps au Palais à l'heure de midi, où le greffier de l'ancien tribunal sera tenu de se trouver; et après avoir fait fermer les portes des salles, greffes, archives et autres dépôts de papiers ou minutes, y feront apposer en leur présence le scellé par le secrétaire-greffier. Pour la sûreté du dépôt, ils requerront, en outre, du commandant, soit des gardes nationales, soit des troupes de ligne, le détachement nécessaire à la garde des portes extérieures.

ART. 17. — Les officiers des autres tribunaux continueront leurs fonctions jusqu'à ce que les nouveaux juges puissent entrer en activité.

Conformément à ces textes, le 15 octobre 1790, Bailly, maire de Paris, escorté par un régiment de la garde nationale, colonel en tête, vint apposer les scellés sur les salles d'audience et archives de l'ancien Parlement.

Le 25 octobre, le Châtelet, provisoirement en fonction, rentra de vacances et avant de commencer ses ultimes travaux assista à une messe basse dans la salle des Pas-Perdus du Palais. Comparée à la fastueuse messe rouge qui marquait annuellement la reprise des travaux judiciaire, cet office effacé dut ressembler à une messe d'enterrement!

Lorsque les premiers résultats des élections furent acquis, la Constituante forma un tribunal provisoire, composé de dix élus chargés d'évacuer les appels en souffrance devant le Parlement supprimé (1). Ce tribunal, qui a laissé dans l'histoire le souvenir d'un travailleur opiniâtre, resta d'ailleurs fort peu de temps

(1) 9 décembre 1790.

en fonction puisque, le 25 janvier 1791, il fut procédé à l'installation des nouveaux tribunaux civils.

L'Assemblée Nationale, qui n'avait point encore réorganisé la justice pénale, confia provisoirement à ces juridictions nouvelles la mission de statuer en matière criminelle.

Il en résulte d'ailleurs un étrange paradoxe : créés pour rendre la justice civile, les tribunaux installés en janvier 91 ont commencé par exercer des fonctions pénales. Cet état de choses subsista à Paris jusqu'au mois d'avril 1792.

Les révolutions ne se font point en un seul jour !

CHAPITRE II

Le travail de reconstruction

Le 17 août 1789 Bergasse (1) donnait lecture à l'Assemblée Nationale d'un rapport établi au nom du Comité de Constitution et relatif à l'organisation du pouvoir judiciaire.

Comprenant la difficulté qu'elle éprouverait à statuer sur cette très délicate question avant d'avoir réglé l'organisation administrative, l'Assemblée ajournait la discussion; puis c'était le silence pendant plusieurs mois. Le Comité de Constitution se réveillait enfin: Thouret, le 24 mars 1790 (2), venait soumettre à l'Assemblée un nouveau projet.

À la suite d'une interruption de Cazalès, éternel défenseur de la magistrature de la Monarchie, Rœderer demandait à la Constituante de se décider à dire clairement, une fois pour toutes, si l'ordre judiciaire serait reconstruit en entier.

Le vote de l'Assemblée ne pouvait faire de doute: la condamnation de nos vieilles institutions était, à nouveau, affirmée nécessaire.

Le 30 mars (1), sur la proposition de Barère, la Constituante se fixait une méthode pour faciliter son travail

(1) Voir page 71.

(2) *Archives parlementaires*, t. XII, p. 344 et suiv.

(1) *Moniteur* du 1^{er} avril 1790.

et décidait qu'avant de descendre dans les détails de l'organisation, elle examinerait les questions suivantes :

1° Etablira-t-on des jurés?

2° Les établira-t-on en matière civile et criminelle?

3° La justice sera-t-elle rendue par des tribunaux sédentaires ou par des juges d'assises?

4° Y aura-t-il plusieurs degrés de juridiction ou bien l'usage de l'appel sera-t-il aboli?

5° Les juges seront-ils établis à vie ou seront-ils élus pour un temps déterminé?

6° Les juges seront-ils élus par le peuple ou doivent-ils être institués par le roi?

7° Le ministère public sera-t-il établi entièrement par le roi?

8° Y aura-t-il un tribunal de cassation ou de grands juges?

9° Les mêmes juges connaîtront-ils de toutes les matières ou divisera-t-on les pouvoirs de juridiction pour les causes de commerce, de l'administration, des impôts et de la police?

10° Etablira-t-on un comité chargé de présenter à l'Assemblée un travail sur les moyens d'accorder les principales dispositions des lois civiles et criminelles avec l'ordre judiciaire?

Le débat sur ces principes prit l'ampleur exceptionnelle que l'on devine.

Tous les arguments dignes d'être invoqués ont été produits, examinés, longuement médités et, à l'heure actuelle, la discussion est dénuée non pas d'intérêt mais de nouveauté.

Ainsi, dans les trois premiers siècles du Christianisme s'étaient déjà affrontés apôtres et adversaires,

ne laissant à leurs successeurs que la faculté de les répéter.

Mais les délibérations sur la loi d'organisation judiciaire n'ont été intéressantes et alimentées que parce qu'il existait à la Constituante des hommes qui avaient sur ce sujet des idées personnelles et bien souvent opposées.

C'est du contact de ces idées qu'ont jailli les principes nouveaux qui forment encore la base de notre justice moderne.

Nous examinerons successivement dans ce chapitre et en deux sections :

1^o Les projets de reconstruction du pouvoir judiciaire ;

2^o Les débats parlementaires sur les principes fondamentaux servant de support à la loi organique des 16-24 août 1790.

SECTION I. — *Les projets de reconstruction du pouvoir judiciaire*

Les hommes ne sont d'accord que pour démolir. Après avoir détruit d'enthousiasme l'ancienne organisation judiciaire, les Constituants, au moment de la reconstruction, se sont trouvés pendant longtemps divisés et incertains. Cette division et cette incertitude tenaient non point à l'impossibilité de trouver un médecin capable de guérir le malade, mais à l'existence de trop nombreux guérisseurs.

Alors que la monarchie était encore absolue, d'innombrables plans de régénération de l'autorité circulaient dans le public qui servit de berceau à la Révolution.

Idéaliste ou réaliste, chacun, suivant le penchant de son esprit, avait rédigé son projet de réorganisation.

Un homme curieux des choses du passé pourrait dresser l'inventaire des projets de réforme de l'administration judiciaire; à côté d'œuvres sérieuses et réfléchies, il trouverait beaucoup de fantaisie où l'imagination règne en maîtresse.

Røederer, Thouret (1), Talleyrand, Le Chapelier, avaient chacun leur plan d'organisation de la justice. Mais, à la suite d'une fusion entre les idées voisines, la Constituante se trouva placée en face de trois projets qui se sont affrontés durant tous les débats relatifs à l'aménagement du pouvoir judiciaire.

Le premier de ces projets émanait de Thouret (2), avocat au Parlement de Rouen, député du Tiers-Etats de cette ville. L'auteur y prévoyait l'existence de bureaux de paix et de tribunaux de famille, de juges de district établis dans chaque canton, de tribunaux de district établis dans chaque district, de tribunaux de département établis dans chaque département, de cours supérieures renfermant dans leur ressort trois ou quatre départements, d'un cour suprême de révision et d'une haute cour nationale siégeant auprès des législateurs.

Le projet réservait au prince la nomination des juges parmi trois candidats désignés par les électeurs. Ainsi, disait Thouret, « le roi éclairé par le peuple ne se trompe plus dans le choix des juges ».

(1) Thouret fut chargé du rapport sur la loi judiciaire à la place de Bergasse.

(2) *Archives parlementaires*, t. XII, p. 344, séance du 24 mars 1750. On peut comparer ce projet avec le rapport qui figure au tome X, p. 717; l'évolution des idées est intéressante.

Ce plan était d'une précision telle qu'un simple vote de l'Assemblée aurait pu le transformer en loi sans y changer un mot.

Révolutionnaire plus téméraire, ancien conseiller au Parlement de Paris, député de la noblesse, admirateur passionné de l'Angleterre, Duport (1) proposait à l'Assemblée de couper toutes les amarres avec l'ancien régime; il réclamait l'institution de jurés au civil et au criminel, la suppression de l'idée féodale de l'appel reposant sur l'absurde inégalité des juges. Il demandait de plus que la justice fut mise à la portée de tous en créant l'ambulance de cinquante cinq magistrats. La partie la plus importante du travail de Duport était relative à l'organisation du jury civil; mélangeant des souvenirs de Droit romain à des principes mal assimilés de droit anglais, le réformateur y analysait sa fameuse distinction du fait (dont l'appréciation relève des jurés) et du droit (dont l'application appartient au juge).

L'abbé Sieyès, « cet homme dont la pensée est le patrimoine des siècles », et que ses contemporains consultaient comme un oracle, dans son « aperçu d'une nouvelle organisation de la justice et de la politique en France » (2), consacrait cent soixante-seize articles divisés en cinq titres, au troisième projet dont l'Assemblée devait être saisie.

Dans chaque département, il plaçait un tribunal de douze juges, soumis à l'élection et au scrutin épuratoire, qui permettait à la majorité des électeurs de révoquer le magistrat qui ne donnait pas satisfaction. L'ori-

(1) Voir le compte rendu de la séance du 29 mars 1790.

(2) *Archives parlementaires*, t. XII, p. 249 et suiv.

ginalité de ce projet résidait dans la création d'un jury composé de gens de loi et de jurisconsultes professionnels chargés de statuer sur le fait et le droit.

Dans ce court exposé, nous avons volontairement laissé de côté le rapport présenté par Bergasse, le 17 août 1789, parce que son inspiration était encore imprécise et que les principes de l'organisation étaient au stade embryonnaire. Nous avons de même omis d'analyser le plan de Chabroud (parce qu'il ne constituait, à la vérité, qu'une variante du projet de Duport); innovateur enragé, il réclamait le jury, la nomination des juges par l'élection, sans intervention du pouvoir exécutif, l'ambulance des magistrats et l'unité de juridiction. Si l'on néglige ces détails pour n'envisager que les grandes lignes, on peut donc montrer l'Assemblée Nationale placée en face de trois plans d'organisation judiciaire: celui de Thouret, celui de Duport et celui de Sieyès.

Comme la vérité n'est pas le privilège exclusif d'un seul et qu'elle partage le plus souvent ses lumières entre les hommes, l'œuvre de l'Assemblée Nationale Constituante a consisté à fondre les trois projets en un unique et pur métal, différent des composants qui l'avaient formé.

SECTION II. — *Les débats parlementaires* *sur les principes fondamentaux*

servant de support à la loi organique des 16-24 août 1790

Conformément au décret du 30 mars 1790, voté par l'Assemblée Nationale Constituante, sur la proposition de Barère, nous allons examiner les dix questions énumérées dans ce document.

Première et deuxième questions :

Le problème du jury

Décret du 30 mars 1790 :

1° Etablira-t-on des jurés ?

2° Les établira-t-on en matière civile et criminelle ?

Les magistrats remplissent dans la Société une redoutable mission qui exige bien des qualités.

Si leur devoir consistait simplement à séparer le vrai du faux, le juste de l'injuste et à faire triompher l'équité en toutes choses, il leur suffirait de bien connaître le cœur des hommes et de faire preuve de droiture et d'indépendance.

Mais dans une civilisation où les rapports juridiques s'entrecroisent inextricablement et où le facteur social imprègne de plus en plus les droits de l'individu, les magistrats doivent veiller au respect des principes supérieurs de la législation. Or, l'application de ces principes peut parfois blesser l'équité naturelle.

On raconte que sous l'ancien régime, le président de Thou, contraint de condamner un débiteur malheureux à la prison, vint en plein hiver, à la sortie de son audience, payer la dette de son infortuné justiciable. Ainsi, par un acte de charité individuelle, le scrupuleux magistrat venait corriger la dureté de la loi qui l'avait obligé à parler contre son cœur.

Certes, dans bien des cas, le juge peut *tourner la loi* lorsque son application à un cas particulier lui paraît inéquitable. Mais la flexibilité législative a des limites, comme la flexibilité des métaux.

La Révolution française, éprise d'un rêve de simplification de toutes choses et de suprématie de la raison, ne pouvait évidemment comprendre ni l'extrême complication des lois, ni la subtilité de la jurisprudence. Les Constituants accusaient les hommes de loi d'avoir embrouillé la législation à dessein.

Mirabeau — qui avait eu fort à faire dans sa vie avec les gens de justice — dénonçait « les abus de cette infâme vermine vivant aux dépens du peuple (1) ; Chabroud, avocat célèbre, n'hésitait point à affirmer que son métier n'existait qu'en raison de l'obscurité de la loi (2).

Cette loi, les hommes de la Révolution avaient la prétention contradictoire, tout à la fois de la simplifier à l'extrême et de la rendre si parfaite que le juge fût réduit à n'être plus que son porte-parole.

Ayant ainsi décidé de *brûler tous les livres* et de faire un corps de lois très simples, la Constituante pensa que le moment était venu de réaliser une magnifique réforme en supprimant tous les magistrats et en les remplaçant par de simples citoyens. L'idée de créer ainsi des jurés chargés de faire face à toute la besogne judiciaire, tant au civil qu'au criminel, était dans la logique de la Révolution. Cette idée s'était de plus implantée en France sous le signe de l'Angleterre ; or, comme nous l'avons indiqué dans un chapitre précédent, les institutions anglaises étaient fort à la mode chez nous et les Français avaient lu dans Blackstone tout ce qui touchait à l'organisation judiciaire en général et à l'organisation du jury en particulier.

(1) *Moniteur*. Compte rendu de la séance du 11 août 1789.

(2) *Moniteur* du 29 avril 1790.

Le désir de simplifier les institutions et l'anglomanie en se mariant, devaient déterminer la Constituante à réclamer l'institution des jurés tant au civil qu'au criminel. Pendant douze séances, échelonnées du 5 au 30 avril 1790, l'Assemblée se pencha sur ce délicat problème. Tronchet, Thouret, Chabroud, Garat, Sieyès, Duport, Alexandre de Lameth, s'affrontèrent au cours de magnifiques débats qui honorent le parlementarisme français.

La création de jurés chargés de juger les affaires criminelles ne souleva en vérité aucune difficulté. Les Anglais voyaient — avec raison, je crois — dans les jurys d'accusation et de jugement, la garantie la plus précieuse de leurs libertés. Or, les Français de 1789 ne pouvaient entendre parler de sauvegarde de la liberté sans enthousiasme : c'est à la faveur de cet emballement que le jury criminel est entré sans discussion dans notre législation. Le mouvement était irrésistible.

En matière civile, ce fut une toute autre affaire.

Certes, comme le remarquait un député, la protection des intérêts patrimoniaux est presque aussi essentielle que la protection de la liberté ; l'institution du jury jugée indispensable à la seconde, doit par là même être étendue à la première. Le jury civil trouva de nombreux défenseurs, mais se heurta aussi à d'éloquents et savants adversaires. Le débat prit d'ailleurs une importance d'autant plus grande que les partisans du jury civil n'étaient point d'accord sur la réalisation pratique de leur projet.

Duport souhaitait, nous le savons, un jury civil semblable au jury criminel, tandis que l'abbé Sieyès défendait l'idée d'un jury composé d'hommes de loi.

Afin de clarifier la discussion, nous allons négliger les incidents de séance, dépersonnaliser en partie le débat et nous borner à confronter les arguments produits dans un sens et dans l'autre, quelle que soit leur origine.

Nous avons dit précédemment que les partisans du jury civil voyaient dans cette institution le moyen de débarrasser la justice de « toutes ces sangsues qui sucent le sang du peuple », et il faut croire que la majorité d'entre eux se contentaient de ce motif de suppression.

Mais, dans une Assemblée où tout de même on se donnait quelquefois la peine de réfléchir, un tel argument était insuffisant. Aussi Duport essayait-il de justifier le jury civil par des raisons plus scientifiques; il insistait tout particulièrement sur la nécessité de distinguer le fait du droit. La décision d'un procès, disait-il, est un syllogisme dont la majeure est le fait, la mineure la loi et le jugement la conséquence. Or, la distinction entre la majeure et la mineure s'impose à de multiples points de vue: tout d'abord, la solution des questions de fait rentre dans la compétence de chaque homme et le peuple ne doit déléguer que les fonctions qu'il est inhabile à exercer.

Les questions de droit, au contraire, doivent être tranchées par des spécialistes.

Cette fragmentation de l'opération qui conduit au jugement a ainsi les avantages de la division du travail et évite surtout que l'opinion que l'on a du fait puisse réagir sur le droit, de même que l'opinion que l'on a du droit puisse réagir sur le fait. Le magistrat chargé de juger le fait et le droit est souvent amené, en raison même de la connaissance du fait, à faire fléchir la

rigueur de la loi. C'est ainsi que naît la subtilité de la jurisprudence et que sont sacrifiés les intérêts généraux de la législation.

En présentant au juge un fait en quelque sorte dévitalisé à la suite du verdict du jury, on permet au magistrat d'être véritablement et uniquement l'homme de la loi.

Lorsque les deux opérations — précision du fait et application de la loi — sont réunies dans la même main, le magistrat se trouve toujours placé au carrefour de l'intérêt individuel — qui lui commande peut-être la clémence — et de l'intérêt social — qui lui commande peut-être la sévérité.

Insoluble et douloureuse opposition!

En second lieu, la séparation préconisée permet aussi d'éviter les conséquences absurdes et inattendues qu'entraîne la confusion. Laissons la parole à Duport: « Je pars, disait-il, de la supposition que les jugements doivent toujours être rendus à la pluralité des suffrages, et je dis que lorsqu'on va aux voix, sans que le fait soit constaté, il est très commun que celui qui a la majorité en sa faveur perde son procès. En effet, chaque juge, en donnant son avis, peut être déterminé, soit par la vérité des allégations, c'est-à-dire par le fait, soit par la force des principes, c'est-à-dire par la loi. Un certain nombre de juges peut être déterminé par la première de ces considérations, les autres par la seconde; et, cependant, lors de la collecte des voix, ils sont obligés de se réunir à l'un des deux avis, sans quoi la majorité relative ou la minorité réelle déciderait les questions; alors le juge qui croit le fait sûr et la loi douteuse, et celui qui croit la loi claire et le fait douteux sont comptés ensemble pour la même opinion, quoiqu'ils

diffèrent d'avis du blanc au noir, et le plaideur qui a eu en sa faveur la majorité sur le droit, et la majorité sur le fait, perd son procès.

Preuons un exemple: Pierre veut se soustraire au paiement de créances dues par son grand-père. Ses moyens pour cela sont de dire: 1° que son père a renoncé à la succession de son grand-père; 2° que les créances demandées ne sont pas légitimes. Paul, au contraire, prétend et qu'il n'y a pas eu de renonciation, et que les créances sont légitimes. Voilà deux questions, l'une de fait et l'autre de droit. Maintenant, il faut savoir qu'excepté sur les nullités et fins de non-recevoir, il est défendu aux juges d'opiner par moyens et qu'ils doivent donner leur avis sur les conclusions des parties, lesquelles sont toujours tendantes en général à adjuger la demande ou à la rejeter.

« Il y a douze juges. Sept sont d'avis qu'il n'y a pas eu de renonciation, mais de ces sept, quatre pensent que les créances ne sont pas légitimes, mais qu'il y a eu renonciation. Paul avait donc en sa faveur, sur la question de fait, sept juges contre cinq; il avait sur la question de droit huit juges contre quatre. On prend les voix; les quatre juges qui pensent que les créances ne sont pas légitimes, mais qu'il n'y a pas renonciation, et les cinq qui pensent que les créances sont légitimes, mais qu'il y a renonciation, sont comptés ensemble. Paul perd son procès avec une majorité de neuf contre trois. »

Les partisans du jury civil développaient — reconnaissons-le — une thèse fort séduisante et de nature à impressionner une assemblée amoureuse de logique et de liberté.

L'idée aurait certainement pris corps si deux avocats illustres — Tronchet et Thouret — ne s'étaient levés pour réveiller la Constituante de son rêve et la rappeler à la réalité.

Les adversaires du jury civil faisaient tout d'abord observer que cette institution n'avait point produit en Angleterre de fort bons résultats.

A cet égard, Thouret en soulignait ainsi les inconvénients : « Ceux qui ont observé de près, en Angleterre, les effets du régime judiciaire n'y ont pas trouvé en réalité cette excellence préconisée par quelques écrivains de cette nation. Parmi les publicistes anglais, il en est même qui conviennent franchement des vices naturels du juré et de l'injustice qui en dérive dans les jugements ; ils mettent au nombre de ces vices principaux, l'ignorance, l'inexpérience, le défaut de ce tact formé par l'habitude des affaires, qui produit seul la clairvoyance et la sûreté dans les décisions judiciaires. Ils y mettent surtout la propension presque invincible du juré à partager les affections et les inspirations populaires. Ainsi William Paley, bien que louant comme un Anglais les lois de son pays, était cependant obligé, en observateur exact et véridique, de convenir que souvent le jugement par jurés n'était pas entièrement conforme aux règles équitables de la justice. « Cette imperfection, dit-il, se remarque principalement dans les disputes où il intervient quelque passion ou préjugé populaire ; tels sont les cas où un ordre particulier d'hommes exerce des droits sur le reste de la Société, comme lorsque le clergé plaide pour la dîme ; ceux où une classe d'hommes remplit un devoir incommode et gênant, comme les préposés aux recouvrements des revenus publics ; ceux où l'une des parties a un intérêt commun

avec l'intérêt général des jurés, tandis que celui de la partie adverse y est opposé, comme dans les contestations entre les propriétaires et leurs fermiers, entre les seigneurs et leurs tenanciers; enfin, ceux où les esprits sont enflammés par des dissensions politiques et des haines religieuses. Ces préjugés agissent puissamment sur les opinions du vulgaire dont l'ordre des jurés est tiré. Leur empire et leur force s'accroissent encore par ce choix des jurés dans le lieu où la dispute s'élève, on presse le jugement de la cause, et ces décisions secrètes de l'âme sont souvent dictées par un sentiment de faveur ou d'aversion; souvent elles sont fondées sur l'opinion qu'on a de la secte, de la famille, du caractère des liaisons et d'autres circonstances dans lesquelles se trouvent les parties, plutôt que sur une connaissance exacte, ou une discussion sérieuse du mérite de la question. »

Tronchet ne pensait pas différemment: « On a beaucoup parlé de l'impartialité du jury, disait-il, mais on n'a pas parlé de son impéritie » (1).

Ces deux savants jurisconsultes considéraient que l'Angleterre portait à son jury le culte qu'on porte à des reliques et que sa survivance s'expliquait par le caractère anglais qui refuse toute innovation en répétant chaque jour avec Henri III: *Nolumus leges anglicæ mutare*. Blakestone — pour si surprenant que cela puisse paraître — partageait bien cet avis lorsqu'il qualifiait le jury civil: « The most intricate and unnatural that ever was adopted by a frere and enlightened people. »

(1) *Archives parlementaires*, t. XV, p. 327.

Mais à cette critique de fait, Thouret et Tronchet en ajoutaient bien d'autres.

Ils s'attachaient surtout à démontrer combien la distinction du fait et du droit est pratiquement difficile à dégager.

Tronchet, au cours d'un remarquable discours (1), plaçait l'Assemblée en face des réalités de la vie juridique et lui montrait fait et droit inextricablement mêlés.

« S'agit-il d'une convention? La question n'est pas de savoir si elle est prouvée en fait, car il faut qu'il en existe un acte, dès lors que la convention excède 100 livres; la question sera si les parties étaient capables de contracter, si la convention doit être entendue en tel sens ou en tel autre, etc...

» S'agit-il d'une donation, d'un testament? Le fait n'est pas douteux qu'il existe une donation, un testament. Mais on demandera si le donateur avait la capacité de donner, si le donataire avait celle de recevoir, si les biens donnés étaient disponibles, quelle est la chose que le donateur a voulu donner, si la condition sous laquelle il a donné est accomplie. Toutes questions qui dépendent de l'application des lois et de quelques principes de droit.

» S'agit-il d'une succession? La question de savoir si j'y puis prétendre dépendra quelquefois du point de savoir si je prouve ma parenté et mon degré; mais ce sont des actes qui doivent prouver ce point de fait, et les difficultés que feront naître ces actes dépendront presque toujours des principes de droit.

(1) *Archives parlementaires*, t. XV, p. 327.

» La question même de savoir si j'ai renoncé ou non à une succession n'est point en général une question de fait. La loi dit que le fils est héritier de son père s'il ne justifie point d'une renonciation par écrit: si je représente cette renonciation, la question n'est plus qu'une question de droit. Ma renonciation est-elle régulière en la forme? N'ai-je point fait acte d'héritier auparavant? Les actes que l'on m'impute étaient-ils de nature à supposer la volonté d'accepter la succession? Un plus long détail serait inutile; il suffit de dire qu'il n'est pas un homme, ayant quelque expérience des affaires, qui ne convienne que, d'après la nature de celles qui se présentent dans nos tribunaux, il n'en est pas une sur cent — sur celles que nous appelons questions de fait — dans lesquelles la question de fait soit matériellement divisible de la question de droit. »

Thouret, envisageant le problème à un point de vue plus général, déniait aux jurés la possibilité de s'occuper des procès civils qui mettent en jeu des principes qui, pour être parfaitement compris et sainement appréciés, exigent une grande expérience et une profonde étude du droit.

Les adversaires du jury civil observaient de plus que cette institution, si elle entrait en application, constituerait une charge bien lourde pour les citoyens qui seraient mobilisés pour rendre la justice.

« Ne croyez point, disait Thouret (1), que les hommes se livreront tout de suite, avec zèle, au dur service que cette institution exige parce que ce service est important au bien public lorsqu'il va imposer aux individus un travail et des gênes personnels. »

(1) *Moniteur* du 7 avril 1790.

Séduite par l'éloquence de Tronchet, cet homme qui — selon le mot de Mirabeau — avait la tête plus forte que la poitrine, convaincue par son argumentation logique et précise, si bien complétée par les discours de Thouret, l'Assemblée Nationale Constituante, le 30 avril 1790, mettait un point final à cette passionnante discussion par le décret suivant :

Décret sur les jurés en matière criminelle et civile.

L'Assemblée Nationale décrète :

1° Qu'il y aura des jurés en matière criminelle ;

2° Qu'il n'en sera point établi en matière civile.

Désespéré de sa défaite, Duport jetait alors à l'Assemblée cette apostrophe de dédain : « Ployez la tête, vous êtes indignes de la liberté ! » (1).

S'il nous fallait émettre une opinion sur la valeur de la solution adoptée par la Constituante, nous n'hésiterions point à nous ranger à son avis.

L'institution du jury criminel est une excellente mesure préservatrice de la liberté des citoyens ; elle présente, en outre, l'incomparable avantage d'éviter que les procès criminels ne soient jugés par des spécialistes vite endurcis au contact de multiples affaires.

Le jury civil, au contraire, ne nous semble point souhaitable ; indéfendable d'abord pour les raisons indiquées par Thouret et Tronchet, mais ensuite parce qu'un tribunal composé de magistrats peu nombreux et sélectionnés ne peut manquer d'offrir plus de garanties d'impartialité et d'indépendance qu'une armée de citoyens rendant à contre-cœur une justice qui les dépasse.

(1) *Moniteur* du 1^{er} mai 1790.

Les hommes de la Constituante, en réclamant le jury civil, étaient pour la plupart guidés par des mobiles politiques. C'est ainsi que Robespierre, qui faisait partie de ses défenseurs devant l'Assemblée Nationale, le combattait devant la Convention, en faisant observer qu'une pareille institution n'avait été jadis réclamée que dans le but de détruire intégralement la justice de l'ancien régime.

Personne, aujourd'hui, en dehors des faiseurs de paradoxes, ne réclame plus le jury civil.

Troisième question

Décret du 30 mars 1790 :

3° La justice sera-t-elle rendue par des juges sédentaires ou par des juges d'assises ?

Très méthodique, l'Assemblée a dédoublé cette question et l'a posée successivement pour les juges de première instance et pour les juges d'appel.

Cette division était d'ailleurs devenue nécessaire à la suite de la proposition de M. de Beaumetz — adoptée par Thouret — tendant à créer des juges de première instance sédentaires et des juges d'appel ambulants.

La Constituante a résolu ce double problème dans deux décrets rendus à deux jours d'intervalle.

Décret du 1^{er} mai 1790 : les juges de première instance seront sédentaires.

L'Assemblée Nationale se réserve de décider ultérieurement si l'appel sera admis et si les juges d'appel seront sédentaires.

Décret du 3 mai 1790 : les juges d'appel seront sédentaires.

Avant de proclamer ainsi que la justice serait sédentaire à tous les échelons, la Constituante a entendu, selon son habitude, de nombreux discours.

Les partisans de l'ambulance des juges — au premier rang desquels figuraient Duport et Thouret (1), réconciliés sur ce point — étaient guidés d'abord par le souci de ne point créer d'inégalités entre les villes, suivant qu'elles seraient ou ne seraient pas siège de juridiction, et, en second lieu, par le désir de rapprocher la justice des justiciables.

Mais à ces arguments, à la vérité assez accessoires, ils en ajoutaient d'autres plus importants.

Le jugesédentaire, disaient-ils, est rattaché — par la force des choses — par des liens d'amitié ou d'inimitié aux plaideurs ou à leurs amis : c'est là un grand obstacle à une parfaite impartialité. Le juge ambulant, au contraire, rendant la justice parmi des inconnus, n'est point exposé à un tel risque.

Un Constituant fit observer que la justice ambulante était forcément la justice intermittente et que cela permettait d'imposer aux plaideurs un délai d'attente suffisant pour faire oublier tout procès qui serait le résultat d'une impulsion momentanée.

Enfin, à toutes ces raisons techniquement de valeurs très diverses, certains ajoutaient une raison d'ordre politique de nature à impressionner davantage : évoquant le spectre des grands corps judiciaires, ils faisaient ressortir qu'un escadron de magistrats vagabonds en chevauchées perpétuelles ne saurait reprendre l'esprit de corps des anciennes et embarrassantes

(1) *Moniteur* du 3 mai 1790.

cours souveraines ni constituer un voisin trop gênant pour les autres pouvoirs.

Pison du Galand, les deux Garats, Laudine, s'opposèrent à *cet extravagant projet*.

Garat l'aîné (1), esprit ouvert et très réaliste, joua un rôle prépondérant dans la discussion et emporta la décision de l'Assemblée. Il faisait observer, en effet, avec un grand accent de vérité :

1° Que peu d'hommes, ayant la gravité d'allure et de caractère nécessaires au bon magistrat, accepteraient de mener une vie constamment errante ;

2° Que la magistrature deviendrait inaccessible aux pères de famille, et que ce serait fort dommage, car les vertus privées — dont ces derniers font preuve à un plus haut titre que les célibataires — préparent les vertus des magistrats ;

3° Que le juge ambulant était trop anonyme pour ne point se sentir irresponsable.

Il évoquait le souvenir de certains galants intendants qui, au cours de leurs tournées, avaient souvent donné de fort mauvais exemples aux populations qu'ils administraient, et redoutait que les magistrats cavaliers ne succombâssent trop fréquemment à de semblables tentations.

L'Assemblée Nationale considéra ces arguments suffisamment pertinents et donna raison à Garat l'aîné.

(1) *Moniteur* de 1790, p. 494.

Quatrième question

Décret du 30 mars 1790.

4° Y aura-t-il plusieurs degrés de juridiction ou bien l'usage de l'appel sera-t-il aboli?

Le 2 mai 1790, c'est-à-dire le jour même où elle s'était occupée du caractère sédentaire ou ambulante de la justice, l'Assemblée Nationale se posait le difficile problème de la suppression ou du maintien du droit d'appel.

Dans le chapitre préliminaire, nous avons montré que sous l'ancien régime, une voix unanime s'était élevée contre la multiplication abusive des degrés de juridiction. Depuis fort longtemps, d'excellents esprits montraient la nécessité de mettre un frein à l'ardeur maladroite avec laquelle les plaideurs éternisaient les procès.

En vérité, tout le monde était d'accord pour réclamer la réduction des degrés de juridiction; mais en ce moment de rénovation complète des institutions, certains Constituants pensaient — un peu naïvement — que la réforme devait être plus radicale et que le remède et le mal étaient directement opposés: il fallait supprimer purement et simplement la faculté d'appel.

Au cours de débats intéressants, le *Moniteur* du 3 mai nous montre Chabroud, La Rochefoucauld-Liancourt et Pétion de Villeneuve rompant des lances contre Pison du Galand et Barnave; il enregistre — et c'est dommage — le silence de Thouret et de Tronchet.

L'argumentation des défenseurs de l'appel était d'ailleurs fort simple; elle consistait à accabler les juges de première instance et à tresser des couronnes aux juges d'appel.

(1) Dans le *Moniteur* relié, page 497.

Barnave — leur porte-parole — faisait observer que « le juge de première instance est faillible et que ses erreurs doivent être redressées », et il ajoutait que « placé tout près du plaideur le magistrat est facilement corrompible et qu'il fallait pouvoir éviter cette corruption en soumettant sa décision à des juges plus éloignés, moins accessibles et échappant à cette séduction ».

Pison du Galand exprimait la certitude que soumis à un contrôle éventuel les juges porteraient plus d'attention à l'examen de leur procès; de plus, l'appel — disait-il — réduit l'importance d'une affaire, circonscrit la difficulté et en rend la solution plus aisée. Et les deux orateurs de reprendre en chœur les louanges des magistrats du deuxième degré, dont la supériorité d'âge ou d'expérience n'est offensante pour personne.

Le vieux duc de Larochefoucault-Liancourt (grand réformateur judiciaire) et Pétion de Villeneuve ne partageaient point cet avis (1).

Les partisans avaient dit : « Le juge de première instance est faillible et corrompible. » Les adversaires se bornèrent à répliquer : « Le juge d'appel l'est aussi. »

Chabroud, plus offensif, proclamait qu'il n'y avait aucune raison de supposer que le second jugement serait meilleur que le premier et un député complétait l'argumentation en demandant à l'Assemblée pourquoi, si elle considérait que les tribunaux de première instance offraient si peu de garanties et que les tribunaux d'appel en réunissaient autant, elle ne supprimait point les premiers pour conserver les seconds comme base unique de l'édifice judiciaire.

(1) *Moniteur*, 1790, p. 493 et 494.

L'Assemblée Nationale Constituante fit preuve d'une grande sagesse ; rompant avec la complication vicieuse de l'ancien régime, elle n'adopta cependant pas la solution logique et séduisante mais pratiquement impossible de la suppression de l'appel.

Elle décréta qu'il y aurait deux degrés de juridiction.

Le 20 juillet 1790 (1), Pétion, qui avait combattu l'appel, vint proposer un ingénieux système qui, tout en reconnaissant l'existence de deux degrés de juridiction, évitait la création de cours souveraines.

L'Assemblée adopta d'enthousiasme l'appel circulaire qui lui permettait d'appliquer son décret du 2 mai sans avoir la crainte de voir renaître la grande ombre parlementaire.

Nous dirons plus loin ce que nous pensons de cette innovation.

Cinquième et sixième questions

Décret du 30 mars 1790.

5° Les juges seront-ils élus à vie ou élus pour un temps déterminé?

6° Les juges seront-ils élus par le peuple ou institués par le roi?

La première de ces deux importantes questions, presque uniquement technique, n'a pas soulevé de grandes passions.

Il n'en a pas été de même de la seconde, à laquelle s'attachait un intérêt politique très considérable qui n'échappait à personne ; aussi, à l'occasion de sa discussion sous le voile de l'austère principe de la sépara-

(1) *Moniteur* du 23 et *Archives parlementaires*, t. XVII, p. 208.

tion des pouvoirs — voile à la vérité souvent déchiré au cours de débats orageux — elle a servi de champ de bataille aux partisans de la République et aux défenseurs de la Monarchie.

Le conflit de ces deux forces — l'une ascendante : la Révolution et l'autre descendante : l'autorité royale et qui semblent encore aujourd'hui se défier au travers des discours de Maury et de Barnave — est infiniment émouvant.

La monarchie, déjà fortement ébranlée sur ses bases, faisait ainsi entendre une suprême protestation contre la mesure qui tendait à lui retirer le pouvoir de rendre la justice, pouvoir qui était traditionnellement considéré comme le plus beau fleuron de la couronne de France.

Le Comité de Constitution, par le truchement de son rapporteur Thouret, avait proposé de charger le roi de choisir les juges à vie parmi des candidats recommandés par la nation.

Rarement commission parlementaire fut plus mal écoutée.

L'Assemblée Nationale décréta que les juges seraient élus pour six ans et que le roi n'aurait pas le pouvoir de refuser son consentement à l'admission d'un juge élu.

*
**

Les juges seront-ils élus à vie ou pour un temps déterminé? (1).

C'est là un problème fort délicat qui se pose dans toute législation qui confère au peuple l'élection des juges.

(1) *Moniteur*, 1790, p. 500 et suiv.

Tous les arguments qu'un esprit logique peut inventer à ce sujet, dans un sens ou dans l'autre, ont été abondamment développés devant la Constituante.

Il nous semble inutile de les reproduire ici; jetons cependant quelques coups de sonde dans les débats pour nous rendre compte de l'allure générale de la discussion.

En faveur de l'institution à vie, Garat faisait observer que la nation n'était point un réservoir inépuisable d'hommes aptes à exercer les fonctions judiciaires et que le « bon magistrat étant un présent du ciel », on avait intérêt à le conserver en fonction le plus longtemps possible (1).

Ombrageux de cette indépendance absolue et de la puissance considérable qui seraient l'inéluctable conséquence de l'institution à vie, Chabroud et Duport protestaient au nom des principes démocratiques qui exigent que les individus chargés d'une fonction publique rentrent de temps en temps dans les rangs des simples citoyens.

Au surplus, ils voyaient dans la perpétuité des fonctions judiciaires la source de la technicité du droit, de la complication des lois et de la jurisprudence dont la connaissance était ainsi réservée au petit ordre des initiés.

L'Assemblée cria bravo.

Le problème de la réélection apparut alors; un duel assez curieux opposa Garat à Barnave.

Garat — qui craignait manifestement les erreurs du peuple dans le choix de ses juges — se prononça de prime abord de façon assez inattendue contre la réélec-

(2) Sous réserve de l'organisation d'un scrutin épuratoire.

tion; on aurait pu croire, en effet, qu'après avoir mis l'Assemblée en garde contre la pénurie possible de magistrats, il laisserait au moins au peuple la possibilité de conserver les bons juges en leur accordant sa confiance une seconde fois. Nullement. Dans les questions de droit la logique est souvent multiforme.

Garat, qui n'imaginait pas les hommes meilleurs qu'ils ne le sont, voulait éviter qu'au terme de son mandat judiciaire le magistrat ne perdît son indépendance en essayant d'assurer sa réélection.

Barnave, protecteur passionné des droits inaliénables du peuple, admettait la possibilité de la réélection pour un motif à la vérité assez surprenant et de valeur assez discutable, « au moment où le juge rentre dans la Société, il sera exposé à la vengeance de ceux contre lesquels il aura fait parler la loi; en le réalisant on pourra le soustraire à cette oppression et on assurera l'impartialité du juge ».

L'Assemblée Nationale, après avoir balancé ces différents motifs, décréta que les juges seraient élus à temps mais rééligibles (1).

Sur la détermination de la durée du mandat judiciaire, un débat assez court s'instaura: on avait proposé plusieurs chiffres allant de quatre à dix ans. Le partisan de la pérennité des fonctions judiciaires, Garat, ne pouvait point faire autrement que d'opiner pour la plus longue durée. En dépit de son intervention, l'Assemblée, négligeant une fois de plus ses sages avertissements, décida que les juges seraient élus pour six ans.

(1) 3 et 4 mai 1790.

Les juges seront-ils élus par le peuple ou institués par le roi?

Le recrutement de la magistrature est un problème dont on n'apprécie pas suffisamment l'importance. Les bons jugements dépendent, en effet, infiniment plus des bons juges que des bonnes lois (1).

Aux Etats Généraux de Tours de 1483 (2), le chancelier Guillaume de Rochefort avait réclamé aux fidèles sujets d'indiquer à Sa Majesté le meilleur procédé de pourvoir aux offices de judicatures. Les Etats conseillaient le rétablissement d'un ancien état de choses et s'exprimaient ainsi :

« Le souverain est responsable devant Dieu et devant les hommes de toutes les injustices qui se commettent en son nom. C'est pour cette raison que nos plus grands rois, considérant qu'ils ne pouvaient avoir par eux-mêmes une connaissance assez exacte de leurs sujets pour ne pas être souvent exposés à se tromper dans le choix qu'ils en feraient, avaient ordonné que toutes les fois qu'il vaquerait une place de judicature, le tribunal où elle vaquerait élirait à la pluralité des voix les trois hommes qu'il croirait les plus capables de la bien remplir et les présenterait au roi qui conférerait la place à un des trois; par ce moyen, la conscience du roi était déchargée et les places étaient toujours bien remplies. »

L'idée que nous trouvons dans cet ancien document avait été reprise en partie par le Comité de Constitution qui chargeait le roi de choisir ses juges parmi trois

(1) Henrion de Pensey, *Des Assemblées nationales de France*, t. I, p. 364.

(2) *Id.*, p. 351.

candidats élus par le peuple. Les hommes éclairés et pondérés — Maury, Garat, Goupil de Préfelin — voyaient dans ce choix la possibilité pour le monarque d'éliminer les candidats indignes. Et puis, ajoutaient-ils, l'homme jouissant à la fois de la faveur du peuple et de la faveur royale, n'était-il pas mieux indiqué que celui qui ne jouissait que de l'une ou de l'autre? Mais Barnave, plus passionné que raisonnable, s'emporta, non point directement contre l'autorité royale, mais contre le ministérialisme. « Quel est cet homme, disait-il probe et libre qui, après avoir reçu l'honorable distinction de la confiance du peuple, acceptera d'aller mendier la distinction vile d'un ministre? Je dis que ce système tend à dépouiller le peuple de son droit le plus précieux, le plus nécessaire, pour le remettre entre les mains, non du roi, mais de la partie la plus corrompue de la nation. »

Par moment, le débat prit une allure plus technique et les orateurs s'affrontèrent sur le terrain du principe de la séparation des pouvoirs (1).

Très dogmatiques, certains Constituants considéraient que l'ingérence du roi dans la nomination des juges constituait une entorse au principe sacré qu'avait enseigné Montesquieu et sans lequel un pays n'a point de constitution.

L'abbé Maury, plus réaliste que théoricien, insista sur la nécessité de lier les pouvoirs et sur les dangers de l'isolement : « La Constitution est un édifice dont vous taillez, dont vous disposez, dont vous placez toutes les pierres ; le pouvoir exécutif en est le ciment. Si le pouvoir exécutif ne lie toutes ces parties, elles tomberont et l'édifice sera détruit. »

(1) *Moniteur* de 1790, p. 509, 510, 511, 512, 513, 514, 516, 517, 518.

La longue discussion qui opposa plusieurs fois l'impétueux Barnave à Maury et Cazalis prit vers sa fin un accent vraiment pathétique.

Le premier défendait avec flamme l'infailibilité populaire. Les autres tentaient de sauver ce qui restait de la monarchie. Cazalis, dans un long discours qui, en dépit du temps, reste encore très éloquent et fait vibrer l'âme du lecteur moderne, prononçait une parole vraiment prophétique : il avertissait l'Assemblée qu'en diminuant ainsi les prérogatives du trône chaque jour davantage elle préparait sa chute et « qu'une portion considérable de la nation s'ensevelirait sous ses débris et que vingt ans de crimes ne finiraient pas cette désastreuse révolution. »

Malgré des efforts désespérés et dignes d'éloges, le 7 mai 1790, l'Assemblée Nationale Constituante, par cinq cent trois voix contre quatre cent cinquante, décida que le peuple ne présenterait au roi qu'un candidat pour chaque place de juge.

Le lendemain, elle conférait au roi le simulacre de l'investiture en le chargeant de la délivrance obligatoire des provisions.

Ainsi disparut le dernier roi de France, « roy des lys, grand droicturier élu premièrement pour rendre la justice » (1).

Septième question

Décret du 30 mars 1790.

7° Le ministère public sera-t-il entièrement établi par le roi?

(1) Chancelier de l'Hôpital.

Le 8 mai 1790, l'Assemblée examina et résolut cette septième question (1). Bien qu'elle eût créé des juges élus et temporaires, elle n'hésita point à établir un ministère public inamovible et nommé par le roi. S'il faut en croire le *Moniteur Officiel*, l'Assemblée Nationale décida sans difficulté et sans discussion que l'officier du ministère public serait nommé à vie, c'est-à-dire inamovible et uniquement destituable en cas de forfaiture.

Mais, en ce qui touche le choix de l'autorité chargée de la nomination, la Constituante, au cours d'un débat à la vérité fort restreint, entendit deux sons de cloche.

Le député Milcent soutint d'abord que « s'il n'y avait qu'un seul magistrat à faire nommer par le peuple, il faudrait que ce fût le magistrat chargé des fonctions du ministère public ».

Chabroud vint défendre la thèse inverse et réclama pour le roi, « ce père du peuple », le droit d'instituer les officiers du ministère public.

Fut-il plus éloquent que son prédécesseur ?

L'Assemblée eut-elle plus de confiance dans un orateur qu'elle avait fréquemment entendu et applaudi ?

En tout cas, après une discussion très courte, puisque durant cette même séance l'Assemblée examina la neuvième question, il fut décrété :

1° Que les officiers chargés du ministère public seraient nommés par le roi ;

2° Qu'ils seraient institués à vie et ne pourraient être destitués que pour forfaiture.

(1) Voir les comptes rendus des séances des 8, 9 et 10 mai, au *Moniteur* des 9, 10 et 11 mai 1790.

A la demande de M. d'Audré, elle décida qu'afin d'éviter de les exposer à la séduction des pouvoirs publics

« 3° Les membres de l'Assemblée Nationale ne pourraient être nommés par le roi, pour remplir les dites fonctions, que quatre ans après la durée de la session et ceux des législatures suivantes que deux ans après la clôture des sessions respectives ».

On condamne généralement l'institution de ce ministère public, vraiment indépendant, avec une unanimité qui nous étonne; les uns craignent que l'inamovibilité incite ces magistrats à s'abstenir d'agir ou à poursuivre témérairement, les autres colorant leur point de vue d'une note plus juridique objectent que l'exercice du ministère public est un mandat et qu'il ne peut pas y avoir de mandat irrévocable.

Toutes ces raisons ou ces soi-disant raisons ne nous impressionnent point; nous considérons quant à nous qu'on ne peut reprocher au ministère public inamovible que son indépendance. Personne ne peut sérieusement soutenir que l'indépendance soit un défaut chez un magistrat.

La justice orientée et guidée par un agent placé sous la dépendance de l'exécutif peut être une justice de circonstance et d'opportunité qui ne se montre point égale pour tous.

Redouter la poursuite téméraire d'un magistrat inamovible, c'est craindre la lumière et la justice pure et simple.

La magnifique indépendance ainsi confiée aux membres du ministère public fut d'ailleurs toute provisoire.

Le 4 août 1790, lors de l'élaboration de la grande loi organique des 16-24 août, Thouret, en présentant le titre relatif aux attributions du commissaire du roi,

proposa, au nom du Comité de Constitution, que la poursuite des crimes et délits fût confiée à un élu du peuple.

Chabroud qui, le 8 mai 1790, avait gagné l'Assemblée à ses raisons, fit remarquer qu'on privait ainsi le ministère public d'une de ses attributions essentielles. Il mit surtout l'Assemblée en garde contre l'arme dangereuse placée ainsi aux mains du peuple.

Dans une formule lapidaire, dont l'avenir devait prouver la vérité, l'abbé Maury, résumant le débat, s'écria : « Méfiez-vous, quand le peuple accuse, il juge » (1).

Entraînée par les courants populaires, l'Assemblée décréta, le 10 août, que l'accusation publique ne serait pas confiée aux commissaires du roi, mais à un élu de la nation.

Le décret du 8 mai 1790 était ainsi vidé de sens et anéanti.

Huitième question

Décret du 30 mars 1790.

8° Y aura-t-il un tribunal de cassation ou de grands juges ?

Le premier vœu du législateur révolutionnaire était de soumettre tout le royaume à un code uniforme de lois civiles et criminelles.

Ce vœu, il l'avait trouvé exprimé avec force et à maintes reprises dans les cahiers de doléance des Etats Généraux (2).

(1) *Moniteur* du 11 mai 1790.

(2) Résumé des *Cahiers des Etats Généraux* — document établi par la Chancellerie — art. 2 et 15. On consultera facilement ce document dans le traité de Séligmann, p. 489.

Mais il lui sembla que la réorganisation judiciaire ne suffirait pas à assurer l'unité législative tant désirée. L'institution d'une cour suprême, d'une juridiction de cassation, d'un tribunal de révision chargé de rappeler au respect de la loi les tribunaux qui s'en écarteraient, fut ainsi mise en discussion.

En vérité, la nécessité de protéger l'œuvre du législateur en plaçant au cœur de la machine judiciaire un rouage destiné à en régulariser le fonctionnement, ne fut sérieusement contestée par personne.

Seul, Robespierre, au cours de la séance du 24 mai 1790 (1), fit remarquer qu'un tribunal de cassation ne devait pas être un tribunal judiciaire, parce que l'interprétation de la loi devait appartenir à celui qui l'avait faite conformément à l'adage latin : *ejus est interpretari legem qui condidit legem*. Il proposait, en conséquence, qu'un comité du corps législatif choisi par lui soit chargé d'instruire et de rapporter les affaires et que les difficultés soient tranchées par les décrets de l'Assemblée.

Le Constituant Saint-Martin fit incidemment écho à cette proposition qui tomba à vide.

Pour donner une idée complète des débats auxquels donna lieu l'institution du tribunal de cassation, indiquons que le 8 mai l'Assemblée entendait trois discours, d'inégale importance, où les orateurs essayaient de dessiner l'image de la future juridiction. Mais, comme les discussions politiques sont plus passionnantes que les discussions juridiques, la Constituante abandonna volontiers le travail austère qu'elle avait com-

(1) *Moniteur* du 26 mai 1790.

mencé pour se consacrer pendant quelques jours au droit de guerre.

Le 24 mai 1790, l'Assemblée se remit à l'étude de la réforme judiciaire. Lorsque son président lui eut donné connaissance de son ordre du jour, Barère de Viazac, méthodique comme un très vieux parlementaire, vint proposer, selon son habitude, de fragmenter le travail et de multiplier les questions à résoudre.

Il proposait à l'Assemblée de dire :

1° Quelles seraient les fonctions de la cour de cassation ;

2° Si elle serait sédentaire ou divisée en sections ;

3° Si les membres seraient perpétuels ou temporaires ;

4° S'ils seraient nommés par le peuple ou par le roi.

Détail piquant, Merlin rappela Barère au respect de la question prévue à l'ordre du jour et décrétée sur la proposition de ce dernier lui-même.

Après ce court incident, l'Assemblée Nationale se mit rapidement d'accord pour reconnaître que les jugements en dernier ressort pourraient être attaqués par la voie de cassation. Cet important problème résolu, l'Assemblée fut amenée à s'occuper, sur la proposition de l'un de ses membres, du caractère ambulante ou sédentaire qu'il convenait d'attribuer à ce tribunal de cassation.

Ce nouveau problème remettait en vérité en question un point déjà jugé par l'Assemblée Constituante.

Cependant, pour lever les scrupules d'un législateur novice qui portait à ses décrets précédents le respect qu'on porte aux choses sacrées, M. d'Audré fit observer qu'il y avait une si grande différence entre les juges de cassation — qui ne doivent point s'occuper du

fond des affaires -- et les juges ordinaires — qui sont faits pour s'en occuper — qu'on ne pouvait point considérer que le décret sur les juges sédentaires s'appliquât d'office aux juges de cassation.

L'Assemblée se laissa convertir par ce tour de passe-passe.

Au cours d'un débat fort imposant, la Constituante entendit Barère, Barnave, Merlin, Robespierre, Goupil de Prefeln, Tronchet, Clermont-Tonnerre, l'abbé Royer, Mougins de Roquefort, Garat l'aîné, Saint-Martin, c'est-à-dire presque tous les orateurs des grands jours.

Les partisans de l'ambulance du tribunal de cassation reprirent les arguments qu'ils avaient précédemment développés lors de la grande discussion sur les juges — les juges seront-ils sédentaires ou ambulants? Ils insistèrent spécialement sur deux points, repris dans les discours de tous leurs orateurs.

Le premier de ces points touche à la bonne administration de la justice. « On allait autrefois au-devant de la justice, il faut maintenant que la justice aille au-devant des citoyens ». On ne peut pas obliger les plaideurs peu fortunés à venir plaider à Paris. « Créer un tribunal sédentaire au centre du royaume, c'est favoriser le riche et déposséder le pauvre ».

« Le tribunal ambulante sera pour ainsi dire comme la providence qui est présente en tous lieux » (1).

« Il n'y aura plus ainsi de distinction de riches et de pauvres; tous les intérêts seront dans la même balance ».

Le second point développé mettait en jeu des questions d'ordre politique, de nature à impressionner l'Assemblée.

(1) Goupil.

Mougins de Roquefort et Goupil de Préfelin (1) firent planer sur l'Assemblée l'ombre menaçante et redoutable des parlements, et le premier concluait : « Il serait bien impolitique de déclarer permanent un tribunal qui aura nécessairement beaucoup d'autorité. »

Le second ajoutait, exprimant sa pensée plus nettement encore : « Si vous avez un tribunal permanent, ne craignez-vous pas que ce soit une arme contre la révolution et qu'un jour on essaye de substituer ce tribunal au corps législatif ? »

Le calcul est clair ! L'ambulance était ainsi défendue dans le but de diminuer le prestige des magistrats.

Comme on faisait observer à Mougins que le recrutement des juges ambulants serait infiniment plus difficile que celui des juges sédentaires, il répondit : « Eh ! ne voyons-nous pas de braves militaires s'arracher au sein de leur famille et traverser les mers pour servir la patrie. Pourquoi ne trouverions-nous pas des hommes pour un état bien moins périlleux ? »

Ces arguments, de valeur fort inégale, méritaient une réponse. Le scrupuleux Tronchet indiqua à l'Assemblée qu'il redoutait que l'ambulance n'inclinât les juges les plus éloignés de la patrie et non retenus par l'opinion publique à se livrer à leurs passions.

Il se moquait du greffier du tribunal obligé d'emporter ses registres d'auberge en auberge et concluait avec sagesse que « si la fixité fait perdre au peuple quelques avantages du côté de la distance, ces avantages sont compensés par une justice plus éclairée et toujours en activité ».

(1) *Archives parlementaires*, t. XV, p. 670. Séance du 25 mai 1730, rapportée au *Moniteur* du 26.

Merlin, dans un long discours dont le mouvement oratoire est encore très vivant, combattit à son tour l'ambulance; des magistrats instruits et consommés ne se résoudront point, disait-il, à des chevauchées perpétuelles.

Il prétendait de plus que le tribunal, s'il était ambulante, serait forcément divisé en sections et que ces sections jugeant différemment, on ne pourrait point maintenir l'unité législative.

Le 8 mai, Barnave avait soutenu que l'institution du tribunal de cassation permettrait d'unir toutes les parties politiques de l'empire et de prévenir une division qui conduirait au gouvernement fédératif.

Reprenant cette idée à son compte, Merlin indiquait que la création d'un important tribunal, juge des arrêts, chargé de maintenir l'esprit des droits, était de nature à assurer et à fortifier l'unité française.

La discussion entre partisans et adversaires de l'ambulance aurait pu se poursuivre encore fort longtemps. Mais, au cours d'une improvisation de l'abbé Roger, attaché au Conseil du roi, l'Assemblée manifesta une telle lassitude qu'il parut nécessaire de suspendre la séance.

Le 26 mai, sur la proposition de Garat, la Constituante décréta que les juges de cassation seraient tous sédentaires.

Nous n'avons pas voulu égarer le lecteur dans le dédale des combinaisons imaginées pour combiner l'ambulance et la fixité. Dans cet ordre d'idées, on avait proposé une chambre de jugement sédentaire et des sections d'instruction volantes.

Après le décret du 26, une pareille combinaison n'était plus possible; néanmoins, le Comité de constitu-

tion, dans la pensée d'éviter la formation d'un corps judiciaire trop important, proposa, le 13 août, la création d'une chambre de jugement sédentaire à Paris et de chambres d'instruction aussi sédentaires et installées dans des chefs-lieux judiciaires.

Dans un geste courageux et surtout dans un mouvement de confiance à l'égard de la magistrature future, la Constituante décréta que le tribunal de cassation serait unique et sédentaire auprès du corps législatif.

Cette bienfaisante et inattendue réaction de l'Assemblée obligea le Comité de constitution à faire voter la loi organique des 16-24 août 1790, sans y incorporer la partie du projet qui concernait l'organisation du tribunal suprême.

Une loi spéciale a été consacrée à cette pièce maîtresse de la constitution.

La gestation de cet important organe, honneur et fierté de la justice française, a été longue et laborieuse.

Qu'importe ce temps et ces peines, puisqu'achevée, l'œuvre a fait l'admiration de tous.

Neuvième question.

Décret du 30 mars 1790.

9° Y aura-t-il des tribunaux d'exception?

Aux Etats de 1560 (1), les Français se plaignaient amèrement du fonctionnement et de l'existence des juridictions d'exception. Mais, sans remonter à ce lointain passé, un coup d'œil rapide sur les cahiers de doléances, rédigés à l'occasion de la convocation des Etats Généraux de 89, suffit à montrer que cette plainte était

(1) Guy Raïssac, p. 15.

loin de s'être atténuée à la veille de la Révolution. Les uns réclamaient énergiquement la suppression de tous les tribunaux d'exception; les autres, moins catégoriques, excluaient de leurs vœux destructifs les juridictions consulaires dont ils réclamaient à la fois la conservation et l'amélioration. Certains, enfin, proposaient la réunion de tous les tribunaux d'exception en un seul tribunal distinct des juridictions ordinaires.

Ces trois attitudes d'esprit à l'égard des juridictions d'exception ont trouvé des avocats à l'Assemblée Nationale Constituante.

Le principe de l'unité de juridiction, s'il était bien dans la ligne de l'œuvre simplificatrice de la Révolution et s'il comptait à ce titre des défenseurs fort ardents était par ailleurs combattu par ceux qui craignaient que l'attribution du contentieux administratif ne conférât une puissance trop grande aux nouveaux tribunaux.

Aussi, lorsque, le 28 mai 1790, l'Assemblée s'est trouvée placée en face de la neuvième question, prévue par le décret du 30 mars 1790, a-t-elle été incapable de prendre une décision.

Dès le début de la séance, Le Chapelier traduisait son doute en affirmant que la question était très difficile, fort importante, et réclamait une longue réflexion.

De plus, approuvé par Target, il faisait remarquer avec justesse qu'il était impossible de juger s'il y aurait un tribunal pour l'impôt avant d'avoir arrêté l'organisation de l'impôt.

M. Boislaudier considérait cet ajournement inutile; partisan de l'unité de juridiction, il s'exprimait ainsi:

(2) Sur toute cette question on lira avec grand profit la thèse de M. Guy Raïssac. Le compte rendu des débats se trouve aux *Moniteurs* des 28 et 29 mai 1790.

« Il a été reconnu sous l'ancien droit que les tribunaux ordinaires pouvaient juger toutes les matières d'exception; aujourd'hui que notre jurisprudence va être simplifiée cela ne devrait plus faire l'objet d'une question. »

Et Chabroud, restreignant le débat aux seules questions fiscales, faisait à son tour observer dans le même sens que si les impôts demandaient à être jugés séparément, il serait facile d'établir dans chaque tribunal une chambre chargée de cette matière.

A la suite d'une observation de Fréteau, l'Assemblée se ralliait au conseil que lui avait donné Le Chapelier au début de la séance. *Le Moniteur* mentionne que « l'ajournement est prononcé sur la question de savoir s'il y aura un tribunal d'imposition et la discussion continuée sur celle-ci: y aura-t-il des tribunaux de commerce? »

Ainsi circonscrite et précisée, la discussion devait gagner en intérêt ce qu'elle perdait en importance.

Noirac, dans un discours trop peu soigné pour n'avoir point été une improvisation, célébrait les louanges de l'Angleterre, nation commerçante, du commerce en général et des juridictions consulaires indispensables à son développement.

« Les juridictions commerciales, disait-il, ont résisté à la contagion de l'exemple. Si les juges des cours supérieures avaient eu le même désintéressement, vous n'auriez pas besoin de reconstruire l'ordre judiciaire en entier. »

Le député Leclerc, plus convaincant que son prédécesseur, faisait appel de son côté à des arguments auxquels il est difficile encore aujourd'hui de ne point reconnaître une grande force: « Les juges du commerce sont des marchands choisis par des marchands pour juger

des faits de commerce. Qui peut mieux connaître la capacité et la probité des marchands que des marchands? Qui peut mieux juger des causes de commerce que ceux qui le pratiquent? »

Garat l'aîné, qui avait joué un rôle important dans la discussion sur le jury, déclarait : « Si les jurés qu'on vous proposait avaient été comme ceux-ci, je me serais bien gardé de m'opposer à leur institution. »

Desmeuier rappelait alors le nombre considérable d'affaires jugées par des juridictions commerciales.

Au milieu de tous ces témoignages favorables, seuls les constituants Buzot et Fernod faisaient entendre une voix discordante et venaient reprendre la facile défense du populaire principe de l'unité de juridiction; sacrifiant cependant à la thèse adverse, ils reconnaissaient qu'on pouvait adjoindre aux juges ordinaires chargés du jugement des affaires commerciales, des jurés commerçants.

Goupil de Préfeln pensait plus simplement que « si les commerçants désiraient être jugés par des commerçants, il leur suffisait de se soumettre à l'arbitrage de leurs pairs ».

L'Assemblée constituante ne se laissa point impressionner par les adversaires des tribunaux de commerce. Sur ce point particulier, son opinion était faite.

Mais le 28 mai 1790, l'Assemblée ne savait point encore, si elle instituerait en matière d'impôt et d'administration des tribunaux spéciaux.

La neuvième question du décret du 30 mars 1790 restait ainsi sans réponse.



TITRE III

LA NOUVELLE
ORGANISATION JUDICIAIRE
EN MATIERE CIVILE

Nous consacrons les quatre premiers chapitres de ce titre à l'étude de la composition et de la compétence des tribunaux de paix, des tribunaux de district, des tribunaux de commerce et du tribunal de cassation.

Nous réservons le chapitre V à l'étude des auxiliaires de la justice et le chapitre VI à l'arbitrage et aux tribunaux de famille.



CHAPITRE I

Des Tribunaux de Paix

L'assemblée nationale constituante a attaché à l'institution des juges de paix le caractère constitutionnel.

La grande loi d'organisation judiciaire des 16-24 août 1790 a consacré son titre III^e et une partie de son titre IV^e à la réglementation de ces justices de nouvelle création.

Le législateur a apporté un soin et une minutie d'autant plus grands à délimiter la compétence des juges de paix et à prévoir les conditions d'aptitude à ces fonctions, que l'opinion publique réclamait depuis fort longtemps la création de conseils de paix destinés à exhorter les parties à la conciliation.

De savants auteurs, désireux de relier le présent à un lointain passé, ont prétendu trouver l'origine des juges de paix dans d'antiques institutions.

On a ainsi essayé de rattacher ces magistrats aux défenseurs de la cité dont les Romains dotaient les villes préfectorales.

On a prétendu que la ressemblance était encore plus frappante avec les centeniers francs.

Certains ont même tenté un rapprochement avec, d'une part les juges auditeurs du Châtelet qui statuaient sur les causes légères sans forme et sans frais et d'autre part les officiers des baillages et sénéchaus-

sées qui se détachaient pour juger en audience particulière les causes pures personnelles jusqu'à quarante livres (1).

Ces explications développées bien souvent par des juristes d'une érudition consommée ne doivent point impressionner outre mesure.

Certes elles contiennent une part de vérité: elles prouvent qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil et que périodiquement les hommes ressentent la nécessité de simplifier les formes judiciaires pour le jugement des petits procès; mais ce serait certainement une erreur que de vouloir aller plus loin et d'attribuer aux Constituants l'intention de ressusciter d'anciennes institutions romaines ou franques ou même de copier la justice royale.

Ces précédents historiques n'ont vraisemblablement pas joué un grand rôle dans l'institution des juges de paix.

La ferveur avec laquelle « cette juridiction paternelle exercée au milieu des champs » a été instituée par les réformateurs de 89 s'explique par une double influence étrangère.

Par une influence anglaise tout d'abord: nous avons indiqué dans le titre premier l'importance de ce facteur dans la révolution judiciaire. Sur le point particulier qui nous occupe l'action « facteur anglais » est très accusée.

L'expression juge de paix est la traduction même de l'expression anglaise *juge of the peace*.

(1) Consulter Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, t. I, p. 265 et suiv.

On peut faire remarquer évidemment les **différences** qui séparent le juge de paix anglais et le juge de paix français. Le premier est un personnage considérable aux attributions administratives fort étendues et à la compétence civile très réduite. Le second rend une justice modeste et démocratique et joint à des attributions contentieuses assez larges la mission de concilier les plaideurs.

A notre point de vue, et en dépit de l'opposition précédente, l'influence anglaise nous paraît indéniable ; mais cette influence résidait surtout dans le succès éprouvé en France par les mots *juge de paix*.

Les Français croient beaucoup à la force des mots. A un moment où nos ancêtres rêvaient de liberté, d'égalité et de fraternité, l'institution des juges de paix devait être votée d'enthousiasme parce que selon Prugnon « le nom seul de ces juges a le droit d'intéresser ; ce mot fait du bien au cœur ».

A cette influence anglaise il faut ajouter l'influence des institutions hollandaises popularisées en France par la plume de Voltaire.

Le seigneur de Ferney dans une lettre célèbre parle des juges conciliateurs de Hollande « faiseurs de paix » chargés d'encourager les parties à terminer leur procès amiablement.

Ces deux influences se sont mariées.

Les Constituants, mélangeant le mot anglais et la chose hollandaise, ont rêvé d'un juge de paix conciliateur, dont la mission consisterait à rappeler aux plaideurs aventurés dans le temple de la justice, les règles de la fraternité.

Mais la pureté primitive de cette conception défendue avec énergie et éloquence par Loiseau a été altérée par la suite et le « Magistrat populaire » à côté de sa tâche conciliatrice s'est vu confier le pouvoir de juger et l'exercice de fonctions ministérielles et conservatoires.

Conformément à un plan — un peu arbitraire d'ailleurs — que nous suivrons désormais dans nos développements postérieurs, nous allons examiner successivement la composition et la compétence des tribunaux de paix.

SECTION I. — *Composition des tribunaux de paix*

Les tribunaux de paix sont composés d'un juge de paix qui préside, de deux prud'hommes assesseurs et d'un greffier.

En règle générale, il y a un juge de paix par canton; cependant s'il y a dans le canton une ou plusieurs villes ou bourgs dont la population excède deux mille âmes, ces villes ou bourgs reçoivent un juge de paix particulier. Toutefois dans les villes qui contiennent plus de huit mille âmes, le nombre de juges de paix est déterminé par le Corps législatif.

Le décret des 25 août-29 septembre 1790 a établi quarante-huit de ces magistrats dans la ville de Paris.

Le juge de paix est élu pour deux ans, au scrutin individuel et à la majorité absolue des suffrages par les citoyens actifs réunis en assemblée primaire.

Pour être éligible aux fonctions de juge de paix, il faut remplir deux conditions :

1° Appartenir à la catégorie des citoyens éligibles aux administrations de département et de district.

2° Avoir trente ans accomplis.

A la différence de ce qu'elle a décidé pour le recrutement des juges de district, la loi n'impose ici aucune condition supplémentaire de capacité.

Pour être juge de paix, disait Thouret, « il suffira d'avoir les lumières de l'expérience et d'un bon jugement; il faut que tout homme de bien pour peu qu'il ait d'expérience et d'usage puisse être juge de paix ».

Les fonctions de juge de paix ne peuvent être cumulées avec celles d'huissier, d'avoué, de greffier, de percepteur d'impôts indirects, de membre d'un Conseil municipal, de membre d'un directoire de département ou de district, de juge de district, de juge de commerce, de président de tribunal criminel, d'accusateur public.

Le ministère ecclésiastique et la qualité de représentant de la Nation (1) sont de même incompatibles. Le juge de paix ne reçoit pas de lettres patentes du roi : l'expédition de l'acte de nomination lorsqu'elle est déposée au greffe du tribunal de district en tient lieu.

Avant de commencer ses fonctions, il doit prêter devant le Conseil général de la commune le serment de « maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée Nationale et acceptée par le roi, d'être fidèle à la Nation, à la loi, et au roi et de remplir avec exactitude et impartialité les fonctions de son office ».

(1) Les représentants à l'Assemblée législative peuvent être nommés aux fonctions de juge de paix, pourvu qu'à l'instant de l'élection ils ne soient points absents de l'assemblée et présents dans l'étendue du département où elle se fait. En cas d'élection, ils sont remplacés par un de leurs assesseurs pendant toute la durée de la législature.

Il porte sur le côté gauche de son vêtement un médaillon ovale en étoffe — bordure rouge et fond bleu — sur lequel sont écrits en lettres blanches ces deux mots : la loi et la paix.

Le traitement des juges de paix varie de 600 à 2.400 francs.

Les prud'hommes assesseurs sont au nombre de quatre dans chaque commune de canton et sont nommés par l'assemblée primaire des citoyens actifs au scrutin de liste et à la pluralité relative des voix.

Pour exercer ces fonctions, il suffit d'être citoyen actif.

Les prud'hommes prêtent serment entre les mains du juge de paix ; ils peuvent être appelés à exercer la suppléance de ce magistrat et ne doivent pas exercer de fonctions incompatibles.

Le tribunal de paix est complété par un greffier.

La grande loi organique des 16-24 août 1790 reconnaît au juge de paix la faculté de nommer un secrétaire greffier inamovible et dispensé de tout cautionnement.

Dans une disposition postérieure transformant la simple faculté en obligation, la Constituante a imposé un greffier à tous les juges de paix.

SECTION II. — *Compétence des justices de paix*

Le juge de paix possède à la fois le pouvoir de juger, la mission de concilier ; l'exercice de fonctions conservatoires et ministérielles.

Lorsqu'il juge, il est obligatoirement assisté de deux prud'hommes (1). Ses jugements sont tantôt rendus en premier ressort, tantôt à charge d'appel.

Pour préciser l'étendue de la compétence contentieuse des juges de paix, il va nous suffire de reproduire les articles 9 et 10 du Titre III de la loi des 16-24 août 1790.

Ces articles sont ainsi conçus :

ARTICLE 9. — Le juge de paix — assisté de ses deux assesseurs — connaîtra de toutes les causes purement personnelles et mobilières sans appel jusqu'à la valeur de cinquante livres et à charge d'appel jusqu'à la valeur de cent livres ; en ce dernier cas, ses jugements sont exécutoires par provision, nonobstant l'appel en donnant caution. Les législateurs pourront élever le taux de cette compétence.

ART. 10. — Il connaîtra de même, sans appel, jusqu'à la valeur de cinquante livres et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse monter :

1° Des actions pour dommages faits soit par les hommes, soit par les animaux, aux champs, fruits et récoltes ;

2° Des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosement des prés commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires ;

3° Des réparations locatives des maisons et des fermes ;

(1) Le juge de paix peut juger *seul*, sans appel ou à charge d'appel suivant que le différend est de sa compétence en premier ou dernier ressort, bien qu'il ne soit pas le juge naturel des parties, lorsque les parties se présentent volontairement devant lui et sans citation.

4° Des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non jouissance lorsque le droit à l'indemnité ne sera pas contesté et des dégradations alléguées par le propriétaire ;

5° Du paiement des salaires des gens de travail, des gages des domestiques et de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques ou gans de travail ;

6° Des actions pour injures verbales, rixes et voies de fait pour lesquelles les parties ne se seront point pourvues par la voie criminelle.

A cette compétence essentielle délimitée par la loi organique, il faudrait ajouter, pour être complet, différentes dispositions légales élargissant le domaine de ces attributions primitives.

Dans cet ordre d'idées, citons à titre d'exemple la loi du 25 mai 1791 « sur les inventions et découvertes en tous genres d'industrie » qui autorise le propriétaire d'un brevet troublé dans l'exercice de son droit privatif à se pourvoir devant le juge de paix pour faire condamner les contrefacteurs.

Nous avons remarqué plus haut que les jugements sont rendus tantôt en dernier ressort tantôt à charge d'appel ; indiquons maintenant que l'appel, lorsqu'il est possible, « est porté devant les juges du district et jugé par eux en dernier ressort à l'audience et sommairement sur simple exploit ».

*
**

J'en viens maintenant à la conciliation.

Les Constituants rêvaient de substituer la concorde aux âpres luttes judiciaires : aussi la Constitution de

1791 attache-t-elle à l'épreuve préliminaire de conciliation obligatoire la valeur d'une institution d'Etat.

De son côté, la loi organique des 16-24 août 1790 consacre sept articles de son titre dixième à la réglementation des bureaux de paix.

L'article 2 pose le principe : aucune action principale ne peut être reçue au civil devant les juges du district sans essai de conciliation préalable.

Cette conciliation est imposée non seulement lorsque le tribunal de district statue en première instance, mais encore lorsqu'il juge en appel — appel d'une sentence de juge de paix, appel d'un précédent jugement de tribunal de district.

La délicate fonction de concilier les parties incombe aux bureaux de paix.

Lorsque les parties sont domiciliées dans le même ressort de justice de paix, le bureau est composé du juge de paix et de ses deux assesseurs.

Lorsque les parties sont domiciliées dans des ressorts différents, le bureau de paix compétent siège auprès du tribunal de district qui doit connaître de l'action principale ; il est composé de six membres choisis par le Conseil général de la commune, pour une durée de deux ans, parmi les citoyens recommandables par leur patriotisme et leur probité ; deux de ces membres au moins doivent être hommes de loi.

Dans le but de rendre cette épreuve efficace, l'article 16 de la loi du 27 mars 1791, désireux de mettre les plaideurs face à face, spécifie qu'aucun avoué, greffier,

huissier et ci devant avocat ou procureur ne peut représenter les parties aux bureaux de paix (1).

Le législateur fait retirer les hommes de loi « comme on ôte le bois d'un feu qu'on veut éteindre ».

Afin que l'essai de conciliation soit effectif, la loi :

1° Spécifie que l'action introduite devant le tribunal de district n'est recevable que si le demandeur joint à son exploit d'ajournement une copie du certificat du bureau de paix constatant que la partie adverse a été inutilement appelée ou que la médiation a été employée sans fruit.

2° Menace la partie citée qui ne comparait pas, d'une amende de trente livres lorsqu'elle vient à perdre sa cause devant le tribunal de district.

La citation en conciliation suivie d'ajournement est interruptive de prescription.

Telles sont les formes de cette institution.

Nous l'avons rattachée à l'étude des juges de paix parce que primitivement on voulait charger ces seuls magistrats de la mission conciliatrice.

Nous devons cependant reconnaître, que la pensée première des Constituants a été déviée, et qu'en fait, les bureaux de conciliation des districts ont fait passer dans l'ombre les juges de paix conciliateurs.

Nous serons très brefs en ce qui concerne l'exercice des fonctions ministérielles et conservatoires des juges de paix.

Ces fonctions consistent à recevoir les délibérations des conseils de famille, à poser, reconnaître et lever les scellés.

(1) Les autres citoyens ne sont admis à les représenter que lorsqu'ils sont revêtus de pouvoirs suffisants pour transiger.

Le magistrat cantonal reçoit les délibérations de famille pour la nomination des tuteurs, des curateurs aux absents et aux enfants à naître et pour l'émancipation et la curatelle des mineurs et toutes celles auxquelles la personne, l'état ou les affaires des mineurs et des absents peuvent donner lieu pendant la durée de la tutelle ou curatelle — à la charge toutefois — de renvoyer devant le tribunal de district la connaissance de tout ce qui peut devenir contentieux dans le cours ou par suite des délibérations ci-dessus.

Le juge de paix procède à l'apposition, à la reconnaissance et à la levée des scellés sans pouvoir connaître des contestations qui peuvent s'élever à l'occasion de cette reconnaissance.

L'article 7 de la loi du 27 mars 1791, charge ce même magistrat d'apposer d'office les scellés après l'ouverture des successions lorsque les héritiers sont absents et non représentés ou mineurs non émancipés ou n'ayant pas de tuteurs.

CHAPITRE II

Des Tribunaux de District

Toute organisation judiciaire doit prévoir l'existence d'un tribunal de droit commun à compétence illimitée, — à moins de disposition exceptionnelle, — et s'offrant au plaideur en première instance. Ce tribunal sous l'ancien régime portait le nom de baillage ou de sénéchaussée, mais l'irrégularité des circonscriptions de ces juridictions et la multiplication des tribunaux d'exception avaient altéré la pureté du principe que nous venons d'énoncer.

Aussi, la Constituante, défavorable aux tribunaux d'exception et décidant de calquer son organisation judiciaire sur l'organisation administrative, a-t-elle créé dans une pensée simplificatrice un tribunal civil de droit commun dans chaque district (1).

La Constituante, avec le soin et la méthode qui la caractérisent, a énuméré et réglementé à la fois dans la loi organique des 16 et 24 août 1790 et dans divers autres décrets les conditions d'aptitude aux fonctions de juge, de commissaire du roi, de greffier, les cas d'incompatibilité, les formes suivant lesquelles les juges élus sont investis du pouvoir de juger : lettres patentes, ins-

(1) Cette réforme réalisait une concentration judiciaire importante mais encore insuffisante.

tallation, le costume et le traitement des magistrats, la compétence du tribunal.

Tous ces détails d'organisation sont minutieusement prévus par des lois qui se suffisent à elles-mêmes et ne nécessitent bien souvent aucune explication supplémentaire; néanmoins, pour éviter au lecteur d'éparpiller ses efforts dans des recherches inutiles, nous reproduirons ces lois dans la suite de notre texte. Mais nous n'hésiterons pas à recopier purement et simplement la disposition légale lorsque nous considérerons que tout commentaire de notre part n'ajouterait rien à la loi; bien des discussions seraient ainsi évitées si les juristes avaient le courage et la sagesse de ne point paraphraser les formules claires et directement compréhensibles.

SECTION II. — *Composition des tribunaux de district*

Chaque tribunal est composé de cinq juges, de quatre suppléants, d'un officier chargé des fonctions du ministère public portant le titre de commissaire du roi et d'un greffier.

Le nombre des juges peut être cependant porté à six dans les districts où se trouve une ville dont la population excède 50.000 âmes lorsque le corps législatif a reconnu la nécessité de cette augmentation. Ces six juges se divisent alors en deux chambres pour juger concurremment les causes de première instance et les appels des jugements de juge de paix.

Lorsque le tribunal ne comporte qu'une chambre, le juge élu le premier préside; lorsqu'il se trouve divisé en deux chambres, le juge élu le second préside la

seconde chambre. Les quatre suppléants selon l'ordre de leur classement remplacent les juges dont les places viennent à vaquer dans le cours des six années de durée du mandat judiciaire. Deux au moins sont tenus d'habiter la ville où siège le tribunal pour servir d'assesseur en cas d'empêchement momentané de quelques-uns des juges.

Conditions d'aptitude:

Nul ne peut être juge ou suppléant s'il n'est âgé de trente ans accomplis et s'il n'a été pendant cinq ans juge, procureur ou avocat du roi, substitut gradué de ces officiers, juge seigneurial ou fiscal gradué, professeur ou agrégé de faculté de droit ou homme de loi exerçant publiquement auprès d'un tribunal. Cette dernière expression un peu hermétique a été précisée quelques jours après la promulgation de la loi organique. L'Assemblée Constituante a décidé que la qualité d'homme de loi ayant exercé publiquement devant les tribunaux (1) ne devait s'entendre provisoirement et pour la prochaine législature que des gradués admis au serment d'avocat et ayant exercé cette fonction dans des sièges de justice royale ou seigneuriale en plaidant, écrivant ou consultant. Néanmoins, les non-catholiques ci-devant membres de municipalités, les docteurs et licenciés en loi de la religion protestante pourront être élus aux places de juges quoiqu'ils n'aient point rempli pendant cinq ans soit les fonctions de juge, soit celles d'hommes de loi auprès des tribunaux; et ce, pour la prochaine élection seulement, pourvu qu'ils réunissent d'ailleurs les conditions d'éligibilité.

(1) Décret du 25 août et 2 septembre 1790, art. 5 et 6.

L'Assemblée nationale n'entend encore rien préjuger par rapport aux juifs sur l'état desquels elle s'est réservée de prononcer.

Les juges sont élus pour six ans et sont indéfiniment rééligibles.

Incompatibilités:

Il y a incompatibilité entre les fonctions de juge et le ministère ecclésiastique (1), la qualité de membre d'un corps municipal, procureur de la commune, de membre d'un directoire de département ou de district, de percepteur d'impôts indirects, de professeur, docteur ou agrégé enseignant dans une faculté de droit, de juge de paix, de juge d'un tribunal de commerce, de président d'un tribunal criminel, de défenseur officieux, de greffier, de notaire, d'avoué et d'huissier.

Il y a de même incompatibilité entre les fonctions de juge et de membre de l'Assemblée nationale ou des législatures suivantes. Cette disposition n'est d'ailleurs qu'une application du principe de la séparation des pouvoirs; néanmoins, la loi ajoute que les dits membres peuvent être élus juges lorsqu'ils ne sont point absents de l'assemblée et présents dans l'étendue du département où se font les élections (2). Dans ce cas, ils sont remplacés pendant toute la durée de la législature par un des juges suppléants appelé en suivant l'ordre des nominations.

(1) Décret des 25 août et 2 septembre 1790, art. 1.

(2) Décret des 25 août et 2 septembre 1790, art. 4.

Investiture:

L'élection ne suffit point à elle seule à conférer au magistrat ainsi désigné le pouvoir juridictionnel : la Constituante a créé toute une liturgie destinée à transformer l'homme de la nation pour en faire l'homme de la loi.

Le juge élu, avant d'entrer en fonction, doit d'abord recevoir du roi des provisions scellées du sceau de l'Etat ; il doit être installé en suivant un cérémonial minutieusement réglé par le législateur.

Les juges et les suppléants — lorsqu'ils doivent entrer en activité après la mort ou la démission des juges — reçoivent du roi des lettres patentes qui ne peuvent être refusées et sont expédiées sans retard et sans frais sur la seule présentation du procès-verbal d'élection.

Les lettres patentes sont conçues dans les termes suivants :

Louis, etc.

Les électeurs du district de nous ayant fait représenter le procès-verbal de l'élection qu'ils ont faite, conformément aux décrets constitutionnels, de la personne du sieur pour remplir pendant six années un office de juge du district de nous avons déclaré et déclarons que le dit sieur est juge de district de, qu'honneur doit lui être porté en cette qualité et que la force publique sera employée, en cas de nécessité, pour l'exécution des jugements auxquels il concourra après avoir prêté le serment requis et avoir été dûment installé.

Lorsque les juges élus ont reçu les lettres patentes du roi, ils sont aptes à être installés. La loi des 16-24

août 1790 consacre son titre VII tout entier à l'installation des juges; laissons la parole au législateur.

ART. 2. — Les membres du Conseil général de la commune du lieu où le tribunal est établi, se rendent en la salle d'audience et y occupent le siège.

ART. 3. — Les juges introduits dans l'intérieur du parquet prêtent à la nation et au roi devant les membres du Conseil général de la commune, pour ce délégués par la constitution, le serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi; d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi et de remplir avec exactitude et impartialité les fonctions de leur office.

Après ce serment prêté, les membres du Conseil général de la commune descendus dans le parquet installent les juges et au nom du peuple prononcent pour lui l'engagement de porter au tribunal et à ses jugements le respect et l'obéissance que tout citoyen doit à la loi et à ses organes.

Costumes et traitements:

La loi des 25 août-2 septembre 1790 fait disparaître la robe insigne de l'ancien régime, mais s'empresse d'imposer aux magistrats un vêtement distinctif sobre et démocratique; elle décide qu'à l'audience, les juges porteront l'habit noir et auront la tête couverte d'un chapeau rond relevé sur le devant et surmonté d'un panache de plumes noires (1). Cette simplicité faisait un trop

(1) M. Lenôtre raconte que les vieux habitués du Palais regrettaient la robe imposée aux ci-devant magistrats. Les nouveaux juges ne furent pas longtemps sans se ressentir de l'inconvénient résultant de l'exhibition de leurs jambes: c'est, paraît-il, de cette époque que date la coutume de draper les tables des salles d'audiences de longs

grand contraste avec les splendeurs des hermines et des simarres royales ; aussi dans un décret completif (11-18 février 1791) la Constituante, lorsqu'elle crée le costume des membres du tribunal de cassation, complète le vêtement des juges et leur accorde un manteau de drap ou de soie de couleur noire et une médaille dorée suspendue à un ruban tricolore, portant ces mots : « la loi ».

Fort judicieusement, l'Assemblée nationale — qui s'occupait avec autant de soins des grandes lignes de son œuvre constitutionnelle que des petits détails — fait varier le traitement des magistrats d'après la population des villes où ils exercent leurs fonctions, entre un minimum de 1.800 fr. et un maximum de 4.000 fr.

Les commissaires du Roi :

Le commissaire du Roi est l'agent du pouvoir exécutif auprès du tribunal de district. Il est nommé à vie par le roi et ne peut être destitué que pour forfaiture.

Il doit remplir les conditions d'aptitude imposées aux juges et ne point exercer les fonctions dont le cumul est interdit à ces derniers.

La loi organique spécifie de plus que « les commissaires ne peuvent être membres des corps administratifs, des directoires ou des corps municipaux ».

Après l'installation de son commissaire, le tribunal de district doit par jugement constater qu'il remplit les conditions prévues par la loi. Ce jugement peut être attaqué devant le tribunal de cassation, soit par le com-

tapis descendant jusqu'à terre et dissimulant aux justiciables les extrémités inférieures de leurs juges. (G. Lenôtre, *Le Tribunal révolutionnaire*, page 6.)

missaire exclu, soit par le commissaire du Roi près le tribunal de cassation — en cas d'admission abusive.

Les fonctions essentielles du commissaire du Roi consistent à faire respecter dans les jugements à rendre les lois qui intéressent l'ordre général et à faire exécuter les jugements rendus.

Il poursuit d'office cette exécution dans toutes les dispositions qui intéressent l'ordre public — et en ce qui concerne les particuliers — il peut sur la demande qui lui est faite enjoindre aux huissiers de prêter leur ministère, soit ordonner les ouvertures des portes, soit requérir main forte lorsqu'elle est nécessaire.

Le commissaire du Roi exerce ses fonctions à la fois devant les juridictions civiles et criminelles.

Au civil, il agit non par voie d'action, mais par voie de réquisition à l'occasion des procès dont les juges sont saisis.

Il est obligatoirement entendu dans toutes les causes des pupilles, des mineurs, des interdits, des femmes mariées et dans celles où les propriétés et les droits de la nation, ou d'une commune sont intéressés. Il est chargé en outre de veiller sur les absents sans défense.

Au criminel. — La Constituante a procédé à une division de l'action publique. A côté de l'accusateur élu par le peuple et chargé de défendre la société, le commissaire du Roi a sa place marquée pour requérir la régularité des formes et l'exacte application de la loi.

Accessoirement à ces besognes civiles et criminelles, le commissaire du Roi est chargé de veiller au maintien de la discipline dans son tribunal, ainsi qu'à la régularité du service.

Lorsqu'il exerce ses fonctions, il porte le même costume que les juges à deux détails près :

La médaille porte ces mots : la Loi et le Roi.

Le chapeau est relevé en avant par un bouton et une ganse d'or. Le traitement du commissaire du Roi est assimilé à celui du juge.

Le greffier :

Le greffier est nommé au scrutin et à la majorité absolue des voix, par les juges qui lui délivrent une commission et reçoivent son serment. Il ne peut être parent ni allié au troisième degré des juges qui le nomment. Il est tenu de fournir un cautionnement de 12.000 livres.

Il ne peut être destitué que pour cause de prévarication jugée. Il doit présenter aux juges et faire admettre au serment un ou plusieurs commis également âgés de 25 ans et en nombre suffisant pour le remplacer en cas d'empêchement.

Le greffier ne peut être en même temps, officier municipal, membre d'une direction, greffier d'une autre juridiction, juge, notaire, avoué, huissier, percepteur des contributions indirectes. Il porte le même vêtement que les juges, le chapeau rond relevé sur le devant, mais sans panache de plumes noires.

Le traitement des greffiers varie de 600 fr. à 1.333 fr. 6 sous 8 deniers.

SECTION II. — *Compétence des tribunaux de district*

Le tribunal de district est un tribunal civil de droit commun.

Il est à la fois juge de première instance et juge d'appel.

En première instance, il connaît de toutes les affaires personnelles, réelles et mixtes en toutes matières. excepté seulement en celles qui ont été attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce, ou qui font partie du contentieux municipal.

Il statue en premier et dernier ressort sur toutes les affaires personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.000 livres de principal et sur toutes les affaires réelles dont l'objet principal est de 50 livres de revenu déterminé soit en rente, soit par prix de bail.

Il statue dans tous les autres cas à charge d'appel, à moins que les parties aient consenti à être jugées en dernier ressort.

Le tribunal de district connaît de l'appel des jugements de juges de paix et de ceux des tribunaux de districts voisins.

La loi organique a consacré un titre entier à l'organisation de l'appel circulaire, c'est-à-dire à la détermination du tribunal de district chargé de vider l'appel interjeté contre un jugement de première instance. La loi, toujours respectueuse de la volonté des plaideurs, dispose que les parties peuvent convenir d'un tribunal entre ceux de tous les districts du royaume pour lui déférer la connaissance du jugement frappé d'appel.

Si les parties ne peuvent s'accorder pour le choix du tribunal, la détermination en est faite selon des formes rigoureuses.

La direction de chaque département doit proposer un tableau des sept tribunaux les plus voisins du district; ce tableau doit être arrêté par l'Assemblée nationale, et la liste doit en être affichée dans l'auditoire du tribunal.

L'un des sept tribunaux au moins sera choisi hors du département.

Lorsqu'il n'y aura que deux parties, l'appelant pourra exclure péremptoirement et sans qu'il puisse en donner aucun motif trois des sept tribunaux composant le tableau.

S'il y a plusieurs appelants ou plusieurs intimés conjoints ou qui aient eu en première instance les mêmes défenseurs, ils seront respectivement tenus de se réunir et de s'accorder ainsi qu'ils aviseront pour proposer leurs exclusions.

Lorsqu'il y aura eu en première instance trois parties ayant des intérêts opposés et défendus séparément, chacune d'elles pourra exclure seulement deux des sept tribunaux du tableau.

Si le nombre des parties est au-dessus de trois jusqu'à six, chacune d'elles exclura seulement l'un des sept tribunaux.

Lorsqu'il y aura plus de six parties, l'appelant s'adressera au directoire du district qui fera au tableau un supplément d'autant de nouveaux tribunaux de district les plus voisins, qu'il y aura de parties au-dessus du nombre de six.

L'appelant proposera dans son acte d'appel l'exclusion qui lui est attribuée et les autres parties seront tenues de proposer les leurs par acte au greffe signé d'elles ou de leurs procureurs spécialement fondés, dans la huitaine franche après la signification qui leur aura été faite de l'appel et à l'égard de celles dont le domicile sera à la distance de plus de vingt lieues, le délai sera augmenté d'un jour pour dix lieues.

Aucune exception ne sera reçue de la part de l'appelant après l'acte d'appel, ni de la part des autres parties après le délai prescrit dans l'article précédent.

Lorsque les parties auront proposé leurs exclusions, si des sept tribunaux du tableau, il n'en reste qu'un qui n'ait pas été exclu, la connaissance de l'appel lui sera dévolue.

Si les parties négligent d'user de leur faculté d'exclure en tout ou en partie, ou si eu égard au nombre des parties les exclusions n'atteignent pas six des sept tribunaux du tableau, il sera permis à celle des parties qui ajournera la première sur l'appel de choisir celui des tribunaux non exclus qu'elle avisera, et en cas de concurrence de dates, le choix fait par l'appelant sera préféré.

Nul appel d'un jugement contradictoire ne pourra être signifié ni avant le délai de huitaine à dater du jour du jugement ni après l'expiration de trois mois à dater du jour de la signification du jugement faite à personne ou à domicile : ces deux termes sont de rigueur et leur inobservation emportera la déchéance de l'appel; en conséquence, l'exécution des jugements qui ne sont pas exécutoires par provision demeurera suspendue pendant le délai de huitaine.

Maintenant que nous connaissons la composition et la compétence des tribunaux de districts, ajoutons quelques mots au sujet de la rédaction des jugements et de la police des audiences.

Rédaction des jugements:

Au point de vue forme, les jugements contiennent 4 parties distinctes.

Dans la première, les noms et les qualités des parties sont énoncés.

Dans la seconde, les questions de fait et de droit qui constituent le procès sont posées avec précision.

Dans la troisième, le résultat des faits reconnus ou constatés par l'instruction et les motifs qui ont déterminé le jugement sont exposés.

La quatrième contient le dispositif du jugement.

Les expéditions exécutoires du jugement sont ainsi conçues :

Louis par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'Etat, roi de France, à tous présents et à venir, Salut.

Le tribunal de Lodève a rendu le jugement suivant : (ici sera copié le jugement dans lequel sera fait mention du nom des juges).

.....
Mandons et ordonnons à tous huissiers, sur ce requis, de mettre ledit jugement à exécution, à nos commissaires auprès des tribunaux d'y tenir la main, et à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi le présent jugement a été signé par le président et par le greffier.

Police des audiences:

Pour assurer la dignité de la justice, la Constituante, dans un décret des 28 février et 17 avril 1791, spécifie que les citoyens, qui assistent aux audiences des juges

de paix, des tribunaux de district ou des tribunaux criminels, doivent se tenir découverts dans le respect et le silence. Le décret ajoute que tout ce que les juges ordonnent pour le maintien de l'ordre doit être exécuté ponctuellement et à l'instant même. Avec le goût du détail qui le caractérise, le législateur révolutionnaire énumère les dispositions qui sont arrêtées dans le but d'éloigner et le cas échéant de châtier les perturbateurs.



NOTE. — L'organisation des tribunaux de district que nous venons d'examiner était inapplicable à Paris. Qu'on le veuille ou non, par son importance même, l'agglomération parisienne exige que les institutions faites pour la France entière soient un peu modifiées lorsqu'il s'agit de les lui adapter.

La première idée très simple qui vient à l'esprit lorsqu'on réfléchit à l'organisation de la justice à Paris, tend à préconiser l'accroissement du personnel judiciaire du tribunal de cet important district. La Constituante n'a pas adopté cette solution, redoutant la présence à côté du pouvoir législatif d'un corps judiciaire trop important. Elle a décidé qu'il y aurait à Paris six tribunaux composés chacun de cinq juges et d'un commissaire du roi (1).

Cette fragmentation de la besogne judiciaire entre six juridictions indépendantes et égales entre elles a donné lieu en pratique à de nombreuses difficultés. Certains tribunaux étaient surchargés d'affaires alors que d'autres ne savaient comment occuper les audiences.

(1) Décret des 25 août et 29 septembre 1790.

De plus, l'œuvre d'unification de la jurisprudence ne pouvait s'accomplir dans de pareilles conditions. Aussi les gardes des sceaux de la Constituante prirent-ils la décision d'organiser des réunions hebdomadaires des présidents de ces six juridictions; mais une pareille solution n'était qu'un pis aller. De toute nécessité, un tribunal unique s'impose à Paris; aussi l'expérience de la Constituante n'a-t-elle jamais plus trouvé d'imitateur.

CHAPITRE III

Des Tribunaux de Commerce

Sous l'ancien régime, la connaissance des affaires commerciales était répartie entre plusieurs juridictions.

Les tribunaux de commerce institués par François I^{er}, Henri IV, François II et Charles IX jugeaient tous les procès commerciaux n'ayant point reçu une autre affectation.

L'amirauté rattachée au groupe des juridictions de la Table de Marbre (1) connaissait de tous les procès auxquels le commerce maritime donne lieu. A Paris, tribunaux de commerce et amirauté, partageaient leur compétence avec des juridictions rivales souvent très jalouses de leurs prérogatives.

L'Hôtel de Ville s'occupait des différends entre marchands, négociants par eau sur la Seine et ses accessoires — ports, affluents et rivages. La chambre des bâtiments jugeait les contestations entre les entrepreneurs, leurs compagnons et ouvriers et se prononçait en règle générale sur toutes les questions qui avaient un rapport avec la construction.

(1) Ces juridictions — amirauté, tribunal des maréchaux, maîtrise des eaux et forêts — n'avaient qu'un caractère commun: c'était de siéger derrière une table de marbre qui, avant l'incendie de 1618, se trouvait dans la salle des Pas-Perdus du Palais.

La Constituante effarée un moment par cette exubérante prolifération avait manifesté l'intention de la supprimer au nom du populaire principe de l'unité de juridiction.

Cependant, le Constituant Dêmeunier ayant fait observer que les consuls de Paris avaient jugé en une année 80.000 affaires à la satisfaction des justiciables, il fut décidé que les tribunaux de commerce seraient conservés et que leur compétence accrue regrouperait les attributs dispersés de la justice commerciale.

La rapidité et la simplicité indispensables au développement du négoce et à la sécurité des transactions commerciales ne peuvent pas s'accommoder des procédures lentes et majestueuses en usage devant les tribunaux civils.

L'institution de tribunaux d'exception propres aux commerçants s'explique ainsi par la nécessité de faire juger rapidement, simplement et à petits frais les procès des marchands. Aussi la création de tribunaux de commerce n'est nécessaire que « dans les villes, pays et royaumes où se fait un important trafic de marchandises ».

Faisant application de cette idée, la Constituante dans la loi organique des 16-24 août 1790 décide qu'il sera établi un tribunal de commerce dans les villes où l'administration du département en fera la demande. Ces tribunaux étendent leur compétence dans le ressort d'un district tout entier.

SECTION I. — *Composition des tribunaux de commerce*

Chaque tribunal est composé d'un président, de cinq juges et d'un greffier.

Les conditions d'aptitude aux fonctions de juge et de président sont différentes.

Pour être juge, il faut :

1° Remplir une condition de capacité: avoir résidé et fait le commerce depuis cinq ans dans la ville où le tribunal est établi.

2° Remplir une condition d'âge : avoir trente ans accomplis. Pour être président, ces deux conditions sont renforcées: il faut commercer depuis dix ans et avoir trente-cinq ans accomplis.

Incompatibilités:

Les fonctions de président ou de juge ne peuvent être cumulées avec celles de juge de paix, de juge de district, de commissaire du roi, de président d'un tribunal criminel, d'accusateur public, de greffier, de président d'une administration ou de membre d'un directoire de département ou de district.

Investiture:

Les juges des tribunaux de commerce sont installés dans la même forme que les juges des tribunaux de district. Ils sont élus pour deux ans et renouvelés par moitié chaque année. Le président seul fait l'objet d'une élection particulière qui a lieu tous les deux ans.

L'élection est faite au scrutin individuel, à la pluralité absolue des suffrages, par l'assemblée des négociants, banquiers, marchands, manufacturiers, arma-

teurs, capitaines de navire, de la ville où le tribunal est établi.

Cette assemblée est convoquée « huit jours en avant par affiches et à cri public, par les juges-consuls en exercice dans les lieux où ils sont actuellement établis, et pour la première fois par les officiers municipaux dans les lieux où il sera fait un établissement nouveau ».

Le greffier occupe une situation identique à celle de son collègue du tribunal de district.

SECTION II. — *Compétence des tribunaux de commerce*

Ces tribunaux connaissent de toutes les affaires de commerce de terre et de mer sans distinction (ils sont donc directement issus de la fusion de la juridiction des consuls et des amirautés). Ils statuent à l'image des tribunaux de district soit en premier ressort, soit en charge d'appel; cependant, ils prononcent en dernier ressort. :

1° Sur toutes les demandes dont l'objet n'excède pas la valeur de 1.000 livres.

2° Lorsque les parties ont consenti à être jugées sans appel. Dans tous les autres cas, la décision peut être remise en question; l'appel est alors porté devant l'un des sept tribunaux voisins compétents pour connaître des appels du tribunal de district dans le ressort duquel le tribunal de commerce est situé.

Les jugements doivent être rendus par trois juges au moins. Ils sont exécutoires par provision, nonobstant l'appel en donnant caution, à quelque somme ou valeur que les condamnations puissent monter. Dans les dis-

tricts où il n'y a point de tribunaux de commerce, les tribunaux de première instance connaissent des affaires commerciales et leurs jugements présentent les mêmes caractéristiques.

Ajoutons que les règles relatives à la police de l'audience des tribunaux de district sont applicables aux tribunaux de commerce.

CHAPITRE IV

Le Tribunal de Cassation

A la veille de l'effondrement de l'ancien régime, le chancelier Maupeou — deuxième du nom — adressait au roi un mémoire trop peu connu (1), mais nourri d'idées dans lequel il exposait l'ensemble des réformes et améliorations qu'il eût réalisées dans l'administration de la justice si la disgrâce royale ne l'eût point frappé.

Cet ancien parlementaire du « grand banc », ennemi juré de ces cours souveraines où son père avait accompli une longue carrière et où lui-même avait fait ses premières armes, dessinait dans ce travail une gigantesque et remarquable fresque de la justice moderne. Maupeou dans son mémoire à Louis XVI s'exprimait quelque part ainsi : « Au sommet de l'ordre judiciaire, je place un tribunal dont les lumières commandent le respect aux autres tribunaux, qui les rappelle à la lettre des lois lorsqu'ils s'en écartent, qui leur en développe l'esprit et les motifs, qui, dans la mobilité des mœurs et des usages indique les changements que doit éprouver la législation, en rapproche les parties, leur donne cet ensemble et cette harmonie qui leur assure la

(1) On consulte facilement ce mémoire dans l'ouvrage de Flammermont : *Le Chancelier Maupeou*.

vénération du peuple et en garantit la durée. Ce tribunal sera composé de magistrats dont toute la vie ait été consacrée aux fonctions de l'ordre judiciaire, qui, après s'être distingués dans les tribunaux, viendront s'asseoir auprès du trône pour juger les tribunaux eux-mêmes ». Voilà bien la Cour de Cassation.

La Constituante a donné corps à cette idée. C'est ainsi à notre première assemblée politique inspirée peut-être par un homme d'Etat de l'ancien régime que nous devons la création de la Cour suprême.

Certes, des historiens ont fait observer que l'œuvre était moins originale qu'on voulait bien le dire. A y regarder de près, disent-ils, l'article 30 de la loi de novembre 1790 qui porte que « le Conseil des parties est supprimé et cessera ses fonctions le jour où le tribunal de cassation sera installé », montre très clairement que l'institution nouvelle est sortie d'une formation particulière du Conseil du roi. Innovation apparente, ajoutent-ils, la Révolution a gardé le même flacon, mais a changé l'étiquette.

Ce rapprochement rapide et superficiel est de nature à créer une regrettable confusion dans l'esprit. Il est évidemment exact de dire que le Conseil des parties, chargé de défendre les ordonnances royales contre les violations dont elles pouvaient être l'objet, jouait le rôle de Cour de Cassation; mais une pareille analogie sitôt établie, on doit faire ressortir sous peine d'inexactitude les différences considérables séparant l'antique juridiction de la nouvelle. Notons d'abord que le Conseil des parties était bien loin d'occuper dans l'organisation judiciaire de l'ancien droit une place aussi importante que celle qu'occupe la Cour de Cassation dans notre justice moderne.

Bien que le rôle du Conseil — c'est-à-dire en définitive le droit pour le roi, loi vivante, de dire que ses décrets n'ont pas été respectés par ceux qui étaient chargés de les interpréter — fût dans la logique du système de la monarchie pure, les Parlements n'ont jamais cessé de protester contre son action qu'ils considéraient comme abusive et de nature à entraver le bon fonctionnement de la machine judiciaire. D'autre part — remarque très importante — la Cassation, telle que nous la comprenons, ne pouvait point se développer à l'aise dans notre ancienne France. En effet, les arrêts des Parlements n'étaient point motivés ; il était dès lors infiniment difficile pour les juges suprêmes d'apprécier s'il y avait eu violation de la loi. D'ailleurs, cette loi elle-même dont on voulait ainsi assurer le respect, était souvent fort indécise ; mises à part les ordonnances royales pour lesquelles la Cassation était la réaction de défense, la variété extrême des droits municipaux, la multiplicité des jurisprudences, l'absence de codification rendaient fréquemment la règle de droit fuyante et incertaine. Or, il ne peut s'agir de faire respecter une loi que l'on ne connaît point exactement et dont l'existence soulève une question de fait. Ajoutons pour être complet que la monarchie respectueuse des particularismes provinciaux n'avait point confié et ne pouvait point confier au Conseil des parties ce qui est la mission essentielle du tribunal de Cassation : l'unification du droit et de la jurisprudence.

Il faut donc reconnaître qu'en substituant une loi uniforme à un ensemble peu cohérent de dispositions législatives, en obligeant les juges à motiver les jugements, en donnant au nouveau tribunal la première place dans

la hiérarchie judiciaire, la Constituante a fait du tribunal de Cassation le protecteur de la loi et la source vivante de la jurisprudence et à ce titre ne s'est pas bornée à recopier le passé.

SECTION I. — *Composition du tribunal de Cassation*

Le tribunal de Cassation est composé de quarante et un ou quarante-deux membres, d'un commissaire du roi assisté de deux substituts et d'un greffier.

« Les membres du tribunal sont élus par les départements français qui concourent successivement par moitié à cette élection (1). »

Mais comme la division administrative du royaume créait quatre-vingt-trois départements, la loi du 27 novembre 1790 spécifie que « pour la première élection on tirera au sort dans une des séances de l'Assemblée nationale les quarante-deux départements qui devront élire chacun un sujet pour remplir une place dans le tribunal ; à la seconde élection, les quarante et un autres départements exerceront le droit d'élire et ainsi successivement ».

Pour être éligible aux trois premières élections, il faut :

1° Avoir trente ans accomplis.

2° Avoir exercé dix ans les fonctions de juge dans une Cour suprême ou présidiale, sénéchaussée ou bail-

(1) Le renouvellement est intégral. Un constituant ayant fait observer que ce système n'était point favorable à la stabilité de la jurisprudence, il lui fut répondu que le tribunal de cassation ne devait point avoir de jurisprudence.

lage, ou avoir rempli les fonctions d'homme de loi pendant le même temps sans qu'on puisse comprendre au nombre des éligibles les juges non gradués de tribunaux d'exception.

Pour les élections suivantes, le candidat doit avoir exercé pendant dix ans les fonctions de juge ou d'homme de loi dans un tribunal de district.

L'élection est faite à la majorité absolue des suffrages. Si les deux premiers scrutins ne produisent pas cette majorité, au troisième tour, les électeurs ne votent que pour les deux sujets qui ont réuni le plus de voix au second et en cas d'égalité le plus ancien d'âge est élu.

Les électeurs de chaque département nommant les membres du tribunal de Cassation élisent en même temps au scrutin et à la majorité absolue un suppléant ayant les qualités requises pour être éligible et qui est appelé à remplacer le sujet élu par le même département lorsque la place vient à vaquer.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du tribunal portent l'habit noir, le manteau de drap ou de soie noir, les parements du manteau de la même couleur; ils portent de plus un ruban en sautoir, aux trois couleurs de la nation, au bout duquel est attachée une médaille dorée sur laquelle sont inscrits ces mots: la Loi. Ils ont la tête couverte d'un chapeau rond relevé sur le devant et surmonté d'un panache de plumes noires.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent serment d'être fidèles à la loi et au roi, entre les mains de deux commissaires du corps législatif et de deux commissaires du roi.

Les membres du tribunal de Cassation se répartissent en deux sections :

Le bureau des Requêtes et la section de Cassation.

Le bureau des Requêtes est composé de vingt membres élus tous les six mois par le tribunal.

La section de Cassation comprend les autres membres.

Chacune des sections se nomme un président tous les six mois ; ce magistrat est rééligible.

Lorsque les sections sont réunies, elles sont présidées par le plus ancien d'âge des deux présidents ; les autres membres du tribunal se placent sans distinction entre eux et sans préséance.

Le ministère public près le tribunal de Cassation est composé d'un commissaire du roi et de deux substituts.

Pour être nommé à l'une ou l'autre de ces fonctions, il faut réunir les conditions que l'article 6 de la loi du 1^{er} décembre 1790 exige pour l'éligibilité des juges.

Le commissaire du roi porte à l'audience le même costume que les membres du tribunal. Cependant, son chapeau est relevé avec une ganse et un bouton d'or et sur la médaille sont écrits ces mots : la Loi et le Roi.

Parmi ses attributions, l'une des plus importantes consiste dans le droit qui lui appartient lorsqu'il apprend qu'un jugement en dernier ressort directement contraire aux lois ou aux formes de procéder n'a pas été attaqué par les parties dans le délai fixé, d'en demander la Cassation.

Cassation dans l'intérêt de la loi : toute platonique d'ailleurs, puisque l'article 25 de la loi organique spécifie que les parties ne pourront point s'en prévaloir et que le jugement ainsi attaqué vaudra entre parties à titre de transaction.

Le greffier doit être âgé d'au moins 25 ans. Il est nommé par les membres du tribunal à la majorité absolue des suffrages ; il n'est révocable que pour cause de prévarication jugée. En fonction, il porte un chapeau rond relevé sur le devant sans panache et un manteau semblable à celui des juges.

SECTION II. — *Compétence*

Le tribunal de Cassation a pour fonctions :

1° D'annuler toutes les procédures dans lesquelles les formes ont été violées et tous les jugements qui contiennent une contravention expresse au texte de la loi ;

2° De juger les demandes de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime ;

3° De statuer sur les conflits de juridiction, les règlements de juges et les demandes de prise à partie contre un tribunal entier.

Dans le dessein d'éviter que les procès tranchés en dernier ressort par les juges de paix ne puissent s'envenimer et donner naissance à des procédures d'une importance disproportionnée avec les intérêts en jeu, la loi organique décide qu'il est interdit au tribunal de Cassation de connaître des pourvois dirigés contre les jugements rendus en dernier ressort par les juges de paix.

En matière civile, le délai pour se pourvoir en Cassation est de trois mois. Ce délai court du jour de la signification du jugement à personne ou à domicile pour tous ceux qui habitent la France. Il ne peut être accordé

sous aucun prétexte de lettres de relief de laps de temps.

En matière civile toujours, la demande en Cassation n'arrête pas l'exécution des jugements.

A part les demandes de renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime, les conflits de juridiction et règlements de juges qui sont jugés définitivement par le bureau des requêtes qui statue sans frais, sur simple mémoire et à la pluralité des voix, les demandes ordinaires en Cassation ou en prise à partie sont soumises à une procédure à double étage.

Le premier acte du débat judiciaire devant la Cour suprême se joue devant le bureau des requêtes.

Cette section est chargée d'opérer à la manière d'un filtre et de rejeter les demandes qui ne sont pas suffisamment justifiées pour appeler un examen de la section de Cassation.

Les articles 6, 7 et 8 de la loi du 27 novembre 1790 prennent de nombreuses précautions pour que cette épreuve offre le maximum de garanties (examen sérieux et approfondi).

ART. 6. — Le bureau des requêtes ne pourra juger qu'au nombre de douze juges au moins.

ART. 7. — Si dans ce bureau les trois quarts des voix se réunissent pour rejeter une requête en Cassation ou en prise à partie, elle sera définitivement rejetée : si les trois quarts des voix se réunissent pour admettre la requête, elle sera définitivement admise ; l'affaire sera mise en jugement et le demandeur en Cassation ou en prise à partie sera autorisé à assigner.

ART. 8. — Lorsque les trois quarts des voix ne se réuniront pas pour admettre une requête en Cassation

ou en prise à partie, la question sera portée devant tout le tribunal rassemblé et la simple majorité des voix fera décision.

Lorsque la requête est admise, la demande est alors portée devant la section de Cassation qui ne peut juger qu'au nombre de quinze juges et devant laquelle la simple majorité des voix suffit pour la décision.

Lorsque la Cassation est prononcée, les parties doivent déterminer — suivant la procédure prescrite en matière d'appel — le nouveau tribunal qui connaîtra de l'affaire.

Le jugement ainsi rendu à la suite d'une première Cassation peut faire l'objet d'un nouveau pourvoi et éventuellement d'une nouvelle décision de Cassation et d'un nouveau renvoi devant les juges du fait. Afin de mettre un terme à un cycle qui deviendrait perpétuel si le législateur n'y prenait garde, l'article 21 — in fine — spécifie que « lorsque le jugement a été cassé deux fois et qu'un troisième tribunal aura jugé en dernier ressort de la même manière que les deux premiers, la question ne pourra plus être agitée au tribunal de Cassation ».

L'affaire devra être « soumise au corps législatif qui en ce cas prendra un décret déclaratoire de la loi, et lorsque ce décret aura été sanctionné par le roi, le tribunal de Cassation s'y conformera dans son jugement ».

Ce référé législatif — obligatoire après deux Cassations — s'explique certes facilement par une idée que l'on invoque toujours, lorsqu'on parle de l'œuvre judiciaire de la Constituante. En ne donnant point au tribunal de Cassation le droit du dernier mot, on a voulu

éviter de créer un corps de magistrats trop dangereux.

Mais, à cette idée, s'en était mêlée une autre fort voisine. L'assemblée, en réservant ainsi au pouvoir législatif le droit de statuer sur certains points de droit particulièrement discutés et en obligeant d'autre part le tribunal de Cassation à venir annuellement le tenir au courant de ses travaux, entendait ainsi montrer aux législateurs les faiblesses et les lacunes de leurs lois afin qu'ils apprissent à éviter dans le futur les fautes du passé.

Le tribunal de Cassation de 1791 est certes différent de la Cour de Cassation que nous connaissons.

La nomination des magistrats par le pouvoir central, l'augmentation du nombre de ces magistrats, la création de nouvelles chambres, l'abandon du référé législatif ont manifestement modifié l'œuvre de nos ancêtres.

Mais ces réformes ne doivent pas faire oublier que la structure de la Cour suprême a été dessinée d'une main ferme par le législateur révolutionnaire et que plus d'un siècle de vie n'y a porté aucune modification essentielle. Aujourd'hui comme hier, elle reste la gardienne de la loi et l'unificatrice de la jurisprudence.

CHAPITRE V

Les auxiliaires de la Justice

La justice marche appuyée sur un bâton. Les avocats et officiers ministériels ont, en effet, non seulement la tâche d'assister les plaideurs de leurs conseils, mais encore la charge d'éclairer les juges et de faciliter leur travail.

Les avocats et procureurs doivent débroussailler les questions de fait et les questions de droit, confronter les textes et les raisonnements, vérifier la trempe des arguments, débarrasser les procès de la végétation abondante et parasite dont ils sont habituellement parés par les soins des plaideurs.

Les notaires et les greffiers sont la mémoire des hommes et des tribunaux.

Les huissiers assurent la police de l'audience, la signification des actes et l'exécution des décisions judiciaires.

Le ministère de ces hommes de loi est indispensable à une bonne organisation de la justice; cependant, pour que leur action reste favorable, il faut éviter qu'ils ne se multiplient à l'excès.

L'ancien régime était malheureusement tombé dans ce travers; le Châtelet de Paris comprenait à lui seul, en 1789, deux cent trente procureurs, chiffre considéra-

ble, lorsqu'on songe que la population parisienne était alors de six cent mille âmes (1).

Aussi nos ancêtres se sont-ils plaint amèrement, a maintes reprises, de la cupidité et de la rapacité des procureurs et autres auxiliaires de la justice (2).

En partie, à cause de ces abus, la Constituante qui avait décidé la suppression de la patrimonialité des charges et la reconstruction intégrale de l'ordre judiciaire, devait être amenée tout naturellement à réviser la charte des avocats, procureurs, huissiers, notaires et greffiers.

L'œuvre accomplie en cette matière a donné lieu à des discussions souvent passionnantes et même passionnées et à des résultats législatifs de valeur très inégale.

L'Assemblée nationale a été saisie d'une part de l'important problème — éternellement d'actualité — des rapports de la postulation et de la plaidoirie, problème qu'elle a résolu par la création des avoués et la malheureuse suppression de l'ordre des avocats ; elle a, d'autre part, fortement réorganisé le notariat en vue de permettre un sérieux contrôle de la capacité et de l'honorabilité de ces officiers ministériels.

Nous allons examiner dans ce chapitre :

1° La situation des hommes de loi : avoués et défenseurs officieux ;

2° L'organisation du notariat ;

3° La situation des greffiers et des huissiers.

(1) Le Tribunal de la Seine, qui étend sa juridiction sur plus de trois millions d'habitants, ne comprend que 150 avoués.

(2) Voir art. 58, 59 et suiv. du résumé cité page 20.

SECTION I. — *Les hommes de loi: avoués et défenseurs
officieux*

Le 2 septembre 1790, la Constituante fixe par décret le costume des juges. Ce document en apparence anodin contient cependant une disposition fort importante; il spécifie, en effet, in terminis que « les hommes de loi ci-devant appelés avocats ne devant former ni ordre ni corporation n'auront droit à aucun costume particulier dans leur fonction ».

Cette petite phrase réalise une révolution: en privant les avocats de leur organisation corporative qui leur permet seule de veiller au maintien des traditions qui font l'honneur du barreau, l'Assemblée Nationale supprime la profession d'avocat.

Les avocats qui, sous l'ancien régime, avaient constitué un corps d'hommes libres et indépendants et qui en ce bouillonnant XVIII^e siècle s'étaient fait les champions des idées nouvelles, ont succombé aux premiers coups d'une Révolution faite précisément au nom de la liberté et de l'indépendance.

Pour celui qui sait le rôle joué par les avocats durant la période préparatoire à la convocation des Etats Généraux, l'influence exercée par certains d'entre eux dans les comités de constitution de l'Assemblée Nationale, la facilité avec laquelle le barreau français a été abattu reste une énigme.

Comment expliquer que Tronchet, Target, Chabroud, Thouret, qui se sont occupés de l'organisation judiciaire avec un zèle admirable, aient laissé détruire une profession qui avait servi de berceau à leur jeune talent et leur

avait valu leur réputation d'hommes mûrs, sans même élever la moindre protestation ? (1).

Les avocats ont ainsi disparu brusquement de la scène judiciaire sans qu'on sache presque pourquoi.

Cette suppression, à la vérité, a momentanément comblé d'aise les procureurs qui rêvaient de tirer profit de la situation en cumulant postulation et plaidoirie.

Ce cumul avait été demandé par de nombreux cahiers des Etats Généraux; le résumé des doléances sur le fonctionnement de la justice, résumé établi par les soins de la Chancellerie, contient un article 58 réclamant « que les fonctions d'avocat soient, au moins dans les tribunaux de second ordre, réunies à celles de procureur ».

A la différence des avocats succombés sans mot dire, les procureurs, sentant les institutions judiciaires s'effondrer, ont essayé à maintes reprises de sauver leur vénérable corporation; ils ont assiégé le comité de judicature de l'Assemblée Nationale de pétitions et de mémoires justificatifs.

Efforts, certes louables par leur constance, mais vains et inutiles.

Leur condamnation devenue certaine, les procureurs, espérant que la réforme se réduirait à un simple changement de nom, ont essayé de se faire attribuer à la faveur de cette réorganisation le monopole de la plaidoirie.

L'ambition de ces habiles procéduriers a paru excessive aux anciens avocats. Aussi, à la suite d'une longue discussion qui a occupé la Constituante du 13 au 18

(1) *Les règles de la profession d'avocat*, par M. le Bâtonnier Payen.

décembre 1790 (1) et au cours de laquelle Dinocheau a donné lecture d'un rapport au nom des comités de constitution et de judicature, Tronchet désireux de modérer les prétentions des procureurs, a proposé « la création auprès de chaque tribunal de district d'officiers ministériels portant le nom d'avoué et dont la fonction consisterait exclusivement à représenter les parties, à être chargé et responsable des titres et pièces des parties et à faire les actes de forme nécessaires pour la régularité de la procédure ».

« Les avoués — continue l'ancien avocat — pourront défendre les parties soit verbalement, soit par écrit, lorsqu'ils y seront expressément autorisés par les parties; ces derniers auront toujours le droit de se défendre personnellement ou d'employer le ministère d'un défenseur officieux pour leur défense verbale ou écrite ».

Ce projet est devenu presque mot pour mot l'article 3 de la loi du 16 décembre 1790.

Le privilège de la défense est ainsi réservé aux défenseurs officieux.

Lassée par l'effort que lui avait coûté ce long duel entre les procureurs et la corporation défunte des avocats, la Constituante ajournait à plus tard l'organisation définitive de la profession d'avoué (2).

Elle accordait cependant provisoirement aux magistrats, avocats, procureurs, premiers clercs de procureurs — sous certaines conditions d'âge, de stage et de

(1) *Moniteur* du 14 au 20 décembre.

(2) Projet Dinocheau.

capacité — le droit de se faire inscrire au greffe des tribunaux de district sur la liste des avoués (1).

Cette inscription était d'ailleurs subordonnée à trois conditions :

1° Au paiement d'une patente ;

2° A la fixation du domicile de l'avoué dans le district ;

3° A la prestation du serment civique et d'un serment professionnel.

Outre ces conditions d'aptitude, la loi déclarait que les fonctions d'avoué étaient incompatibles avec celles de juge de district, de commissaire du roi, de président d'un tribunal criminel, d'accusateur public, de juge de paix, de greffier et de notaire.

Les avoués ne pouvaient exercer leur fonction que dans un seul district.

Cette partie de l'œuvre de la Constituante nous paraît très défectueuse.

A côté de l'organisation de la profession d'avoué — ébauche encore incertaine sur bien des points (2) — la Constituante a commis la grave faute de détruire l'ordre des avocats, magnifique ornement de notre ancienne justice.

Certes, les contemporains pensaient faire revivre les avocats sous forme de défenseurs officiels.

De fait, dès les premiers jours de leur entrée en fonction, Berryer vint plaider devant les tribunaux de la Révolution.

Les hommes de 89, toujours prêts à croire au triomphe obligatoire de la vertu, pensaient que les indésira-

(1) Art. 4, 5, 6, 7 du décret des 29 janvier-20 mars 1791.

(2) Discipline et cautionnement.

bles seraient exclus de l'exercice du plus noble des ministères par la seule sanction de l'opinion publique.

Illusion ! Sans barreau point d'avocats.

En supprimant l'organisation corporative des avocats au lendemain d'une immense réforme judiciaire, la Constituante ouvrait à deux battants le temple de la justice à l'invasion des affairistes et des brigands.

SECTION II. — *L'organisation du notariat*

L'Assemblée Nationale Constituante n'a pas été guidée en cette matière par le désir de réaliser une innovation.

Les notaires et tabellions royaux avaient joué un rôle trop considérable sous notre ancien droit pour qu'on pût songer à les supprimer.

Aussi la loi des 29 septembre et 6 octobre 1791 (1) se borne-t-elle à opérer une limitation du nombre des charges et à améliorer le recrutement de ces officiers ministériels en confiant aux pouvoirs publics la vérification de leur honorabilité et de leur capacité.

L'étude de cette excellente loi, qui régleme si sagement l'institution du notariat, est intéressante au seul point de vue des principes qu'elle pose ; en effet, elle n'a jamais eu qu'une valeur théorique, et n'a reçu aucune espèce d'exécution en ce qui concerne ses dispositions essentielles (2).

(1) Rapporteur Fréchat.

(2) Fort habilement, l'assemblée prévoit qu'à titre de mesure transitoire, les anciens notaires et tabellions royaux seront institués

Mais puisque nous avons entrepris de brosser le tableau de l'œuvre judiciaire de l'Assemblée Nationale Constituante, il nous faut pour être complet, examiner, ne serait-ce qu'à grands traits, l'organisation du notariat.

La loi commence d'abord par limiter le nombre des charges de notaires.

Elle impose ensuite à ces officiers ministériels l'obligation de résider dans le lieu pour lequel ils sont établis, mais elle leur accorde cependant la faculté d'exercer leur fonction dans le ressort du département tout entier; aussi s'intitulent-ils avec fierté dans leurs actes: notaire public pour le département de X. à la résidence de la ville de Y.

Institués à vie, ils ne sont destituables que pour cause de prévarication jugée.

L'exercice de leur profession est incompatible avec les fonctions d'avoué, de greffier, de receveur des contributions publiques, de juge de district, de commissaire du roi, de président d'un tribunal criminel, d'accusateur public.

La partie la plus importante de cette loi organique est celle qui touche aux conditions d'aptitude au notariat.

Le législateur révolutionnaire impose des conditions d'âge (vingt-cinq ans), d'honorabilité (certificat de

notaires publics dans toutes les localités où la fonction nouvelle remplace un office supprimé.

Le personnel notarial de l'ancien régime est ainsi resté en fonction sous le nouveau.

Les conditions d'aptitude imposées par la loi nouvelle n'ont donc jamais reçu application.

bonne vie et mœurs), de stage (stage de huit ans chez un officier ministériel, dont quatre ans au moins chez un notaire du département) et de capacité (inscription sur une liste d'aptitude dressée au chef-lieu de chaque département).

La loi réglemeute avec détails et minutie l'épreuve d'aptitude; le jury du concours est composé de magistrats (deux juges du tribunal de district du chef-lieu auxquels vient s'ajouter le commissaire du roi), d'administrateurs (membres du directoire du département et procureur général syndic) et de trois notaires du chef-lieu.

Les épreuves du concours comprennent d'une part la rédaction d'un acte et d'autre part une interrogation portant sur les principes de la constitution nouvelle et sur les devoirs des notaires.

Les candidats qui après cette épreuve de capacité sont inscrits sur la liste d'aptitude ont droit à se faire nommer dans l'ordre de leur inscription aux places de notaires qui viennent à vaquer dans le département.

Le candidat qui remplit toutes les conditions que nous venons d'énumérer, ne peut solliciter sa nomination à un office de notaire qu'après avoir remboursé le titulaire de la charge des sommes déposées à titre de cautionnement.

Le candidat est nommé par le directoire du département. Il ne peut cependant exercer ses fonctions qu'après avoir obtenu une commission du roi et prêté serment devant le tribunal de district de la résidence.

SECTION II. — *Les greffiers et les huissiers*

Nous avons indiqué dans les chapitres relatifs aux justices de paix, aux tribunaux de district et aux tribunaux de commerce, les conditions d'aptitude aux fonctions de greffier.

Pour ce qui touche aux huissiers, la Constituante, après avoir déclaré leur ministère nécessaire pour les citations, significations et exécutions, a autorisé les huissiers et sergents royaux ou seigneuriaux (1) à exercer leurs fonctions auprès des nouveaux tribunaux.

La loi indique que les huissiers audienciers (seuls compétents pour faire la signification d'avoué à avoué) porteront un habit noir et une chaîne dorée descendant sur la poitrine et tiendront à la main une canne noire à pomme d'ivoire.

Les autres huissiers porteront suspendue à un ruban aux trois couleurs une médaille sur laquelle seront inscrits ces mots : *actions de la loi*; ils tiendront à la main une canne blanche.

Les uns et les autres devront payer patente.

(1) Lorsque leur justice ressortissait « nument » aux parlements.

CHAPITRE VI

L'Arbitrage et les Tribunaux de Famille

La Révolution française fut tourbe et or.

En ce temps où la rue était si souvent souillée du sang des innocents, les Français avaient de la fraternité plein la bouche.

C'est au nom de cette fraternité (l'un des grands rêves des hommes de 89) que la loi organique plaça à son frontispice un titre entier consacré à l'arbitrage et inscrivit dans le corps même de son texte plusieurs articles instituant des tribunaux de famille et des bureaux de conciliation.

Ces trois innovations législatives étaient évidemment inspirées par le désir d'éviter les procès et de ramener la paix entre les plaideurs.

L'arbitrage remonte, en vérité à la nuit des temps; ce fut là tout à la fois la première et la meilleure forme de justice.

L'idée d'inviter les parties à ne recourir aux tribunaux qu'en désespoir de cause et à s'engager de préférence dans les voies pacifiques de l'arbitrage, a hanté tous les législateurs.

Il serait aussi vain qu'inutile de rattacher l'origine du titre I^{er} de la loi organique d'août 1790 à des précédents historiques. Bornons-nous à indiquer que c'est

le 28 mai 1790 (1) à l'occasion de la discussion sur les juridictions d'exception que le mot d'arbitrage fut prononcé pour la première fois. Goupil de Préfelin, pensant à cette élégante solution des procès, s'exprimait ainsi : « La Providence avait une organisation judiciaire admirable qui devait servir de règle à tout le royaume : elle a été détériorée par l'avidité des légistes » (2).

L'idée était lâchée, et comme elle s'accordait bien avec l'esprit du temps, le vote de quelques articles sur « la justice pure, simple et pacifique des arbitres » devint immédiatement nécessaire à l'impatiente Assemblée Nationale.

Aussi le 16 août 1790, lorsque Thouret rapporteur de la loi d'organisation judiciaire, monta à la tribune, il déclara : « J'apporte, Messieurs, les décrets définitivement rédigés, mais auparavant, j'ai à vous proposer quelques articles additionnels. Votre système judiciaire est incomplet et déparé si vous n'affranchissez pas l'arbitrage des gênes par lesquelles on a essayé de l'abolir. Il faut rappeler aux plaideurs que la justice des tribunaux n'est instituée que comme un remède extrême pour ceux qui n'ont pas l'esprit de s'en passer ». L'ancien avocat au Parlement de Rouen donna alors lecture des textes organisant la juridiction arbitrale. Le *Moniteur* indique que ces articles furent adoptés « presque sans discussion ».

La lecture du titre I^{er} de la loi des 16-24 août 1790 suffit à nous montrer l'intérêt particulier que les Constituants portaient à cette solution paisible des conflits humains.

(1 et 2) *Moniteur* du 29 mai 1790.

Nous avons rapproché de l'arbitrage et groupé dans ce titre sous la même idée inspiratrice, les tribunaux de famille et les bureaux de paix.

Nous avons indiqué le fonctionnement des bureaux de conciliation en parlant des juges de paix. Traçons ici en quelques traits le profil des tribunaux de famille.

Le législateur prévoit que « s'il s'élève quelque contestation entre mari et femme, père et fils, grand-père et petit-fils, frères et sœurs, neveux et oncles ou entre alliés aux degrés ci-dessus, comme aussi entre pupilles et leurs tuteurs pour choses relatives à la tutelle, les parties seront tenues de nommer des parents ou à leur défaut des amis ou voisins pour arbitrer, devant lesquels ils éclairciront leur différend et qui, après les avoir entendues et avoir pris les connaissances nécessaires, rendront une décision motivée ».

Chacune des parties nommera deux arbitres, et si l'une s'y refuse, l'autre pourra s'adresser au juge — qui après avoir constaté le refus — nommera des arbitres d'office pour la partie refusante; lorsque les quatre arbitres se trouveront divisés d'opinion, ils choisiront un surarbitre pour lever le partage.

La partie qui se croira lésée par la décision arbitrale pourra se pourvoir par appel devant le tribunal de district qui prononcera en dernier ressort.

Ces sages dispositions destinées à éviter des procès toujours pénibles entre proches parents, n'étaient point une invention révolutionnaire.

Les statuts de Provence prévoyaient l'arbitrage forcé dans de semblables hypothèses et, s'il faut en croire Sully, Henri IV aurait souhaité étendre l'arbitrage de famille à tout son royaume.

La Constituante a donc donné corps à la pensée du plus populaire des rois de France.

Arbitrage, tribunaux de famille, bureaux de paix, toutes les précautions avaient ainsi été prises par le consciencieux législateur pour maintenir la concorde entre les hommes !

CONCLUSION

Conclusion

On rencontre dans les campagnes françaises de vieilles demeures où tous les styles et toutes les époques sont représentés : une tour féodale y voisine avec une façade Renaissance et une porte Louis XVI. Il a fallu plusieurs siècles et une longue patience pour édifier ces étranges bâtisses ; malheur à qui voudrait pénétrer les secrets de cette architecture pour essayer d'en comprendre le plan d'ensemble ! Ces constructions ont été faites jour par jour et presque pierre par pierre.

A leur image les institutions politiques, administratives et judiciaires de notre ancienne France se sont formées morceau par morceau, souvent au hasard des circonstances et de la vie.

Les hommes de 89 ont commencé par jeter à bas toute cette capricieuse organisation.

Ils ont édifié, pour la remplacer, un sobre monument aux proportions harmonieuses, au plan simple et clair ne découvrant que des perspectives logiques et rectilignes.

Ainsi l'œuvre de la Constituante a été à la fois destructive et constructive.

Destructive ?

Les décrets des 6, 7 et 11 septembre 1790 et les dispositions constitutionnelles condamnant solennellement

les justices patrimoniales, la vénalité et l'hérédité des offices publics frappent à mort la justice royale.

Constructive ?

La pensée du XVIII^e siècle travaillée, méditée, sans cesse révisée par les philosophes, les juristes, les économistes et les publicistes, discutée passionnément dans les salons littéraires, cette sève difficilement contenue un long hiver, a fait éclater brusquement au printemps de l'année 1789 les branches du vieux chêne féodal en donnant naissance à une vigoureuse et jeune végétation.

En matière d'organisation judiciaire, les lois des 16-24 août 1790 et du 27 novembre 1790 ainsi que la Constitution des 3-14 septembre 1791 consacrent des principes d'une éternelle sagesse :

Séparation des pouvoirs.

Gratuité de la justice.

Publicité des audiences.

Obligation pour le juge de motiver ses décisions (1).

Exhortations de paix et de conciliation adressées aux plaideurs.

Création des juges de paix, des tribunaux de district.

Conservation et amélioration des tribunaux de commerce.

Institution du tribunal de Cassation « source de toutes les lumières, point d'appui de tous les progrès de la jurisprudence (2).

D'un seul coup, l'Assemblée Nationale a presque dessiné notre justice moderne (3).

(1) Principe nouveau qui, à lui seul, réalise déjà une révolution.

(2) Favard de Langlade.

(3) Tout ce beau travail était doublé de la promesse de simplifier le droit civil, la procédure et de rendre le droit pénal plus humain.

Bonaparte a apporté trois modifications qui ont achevé de donner à cette organisation la figure que nous lui connaissons. On s'accorde à peu près unanimement à y voir la mise au point indispensable au correct fonctionnement de la machine judiciaire.

Ne nous abandonnons pas cependant sans réflexion à cette ferveur admirative que l'on porte souvent aveuglement à l'œuvre Napoléonienne et axaminons la valeur théorique et pratique de ces trois réformes.

Première réforme: Bonaparte a confié la nomination des juges au pouvoir central.

Que faut-il en penser ?

Cette modification supprime une faiblesse et améliore l'œuvre de la Constituante ; elle soulève, cependant, deux objections de principe que nous devons reproduire :

1° Les Français qui confient à des organismes élus la gestion des intérêts nationaux les plus importants et les plus essentiels craignent d'abandonner les procès des particuliers à des juges revêtus de la confiance des justiciables. Le juge élu, disent-ils, risque à la fois d'être mal choisi et placé trop directement sous la dépendance populaire; et pourtant, pourquoi ne pas redouter ce mauvais choix et cette dangereuse dépendance pour les législateurs chargés de gérer un patrimoine national infiniment plus important que les patrimoines individuels ?

Certes, les hommes qui réservent leurs applaudissements à l'ordre de choses établi, expliquent alors que les qualités d'un juge et d'un législateur sont différentes et il ne faudrait pas pousser la discussion bien loin pour leur faire admettre que les vertus d'un bon juge

sont des défauts pour un bon législateur ; mais quand on s'aperçoit, en dernière analyse, que les vertus du magistrat se ramènent à une seule : la probité, on est en droit de se demander comment cette vertu pourrait être un défaut pour un législateur.

L'objection est d'importance. Pour ceux qui savent à quels désastreux scandales donne lieu l'élection populaire des juges dans les pays qui la pratiquent, cette objection est de nature non pas à faire regretter les avantages du juge élu, mais à souligner plutôt les inconvénients de l'élection des législateurs.

2° Le système Napoléonien de nomination des juges viole partiellement — mais viole tout de même — le principe de la séparation des pouvoirs. Les Constituants raisonnables dans le plein sens du terme, voyant dans le peuple « la source unique et pure du pouvoir », confiaient à la Nation le soin de nommer à la fois ses juges et ses législateurs. Gardons-nous bien cependant de couclure et de condamner trop vite : la vérité politique n'est pas forcément fille de la logique.

En dépit des deux objections que nous avons reproduites, nous pensons que l'élection des juges est une dangereuse illusion et que la réforme consulaire qui la supprime procède d'une très heureuse inspiration (1).

Deuxième réforme : Bonaparte a créé des Cours d'appel.

(1) Certes, l'idéal non atteint jusqu'à ce jour serait réalisé, il nous semble, par la mesure qui, tout en consacrant la levée de l'hypothèque populaire — conséquence du système de l'élection — libérerait aussi la magistrature des entraves dont un pouvoir exécutif exigeant pourrait l'affliger — conséquence du système de la nomination par le pouvoir central.

Nous avons montré dans le chapitre consacré aux débats judiciaires comment l'Assemblée Nationale, après avoir décrété qu'il y aurait deux degrés de juridiction, s'était décidée à organiser l'appel circulaire.

En faveur de la réforme, on a fait bien souvent ressortir combien il était anormal de soumettre un procès à un deuxième examen devant des juges d'appel ne présentant pas de garanties d'indépendance ou de capacité supérieures à celles des magistrats de première instance.

Cet argument que d'aucuns croient décisif nous paraît inopérant.

En effet, il est d'une part inexact de prétendre que l'instance d'appel reproduisait purement et simplement les premiers débats; les jugements attaqués étaient soumis à l'examen d'un collège de juges plus nombreux (1). Or, qu'on le veuille ou non, les avantages de l'appel résultent uniquement de cette collégialité plus importante, aucun procédé ne permettant de reconnaître infailliblement les magistrats les plus dignes et les plus vertueux pour occuper les charges de juges d'appel. D'autres part, la suppression de la hiérarchie judiciaire transformait la magistrature en sacerdoce et avait l'avantage incontestable d'éviter aux juges les tentations que peut faire naître le désir de l'avancement.

Troisième réforme: Bonaparte a reconstitué l'ordre des avocats.

L'Empereur, corrigeant la plus grande erreur des lois judiciaires de la Révolution, voyait avec raison dans cette reconstitution « un des moyens les plus pro-

(1) Trois juges en première instance, cinq juges en appel.

pres à maintenir la qualité, la délicatesse, le désintéressement, le désir de conciliation, l'amour de la véritable justice, un zèle éclairé pour les faibles et les opprimés ».

*
**

Et maintenant quel jugement porter sur l'œuvre de la Constituante ?

Dans les quelques remarques précédentes, nous n'avons pas dissimulé notre admiration pour la tendance simplificatrice qui anima le mouvement réformateur.

Les Constituants ont débroussaillé un terrain que couvrait une exubérante et ancienne végétation, poussée un peu au hasard.

Est-ce à dire que la perfection était atteinte ?

Nullement. Nous avons en effet reconnu qu'en confiant le recrutement des juges au suffrage populaire et en supprimant l'ordre des avocats — c'est-à-dire la profession organisée toute entière — l'inspiration de la Révolution avait été mauvaise. Indiquons aussi que l'existence d'environ cinq cents tribunaux de district et de nombreux tribunaux de paix entraînait un personnel judiciaire infiniment trop important.

Sous réserve de ces critiques, on doit reconnaître que les lois des 16-24 août 1790 et 27 novembre 1790 organisaient un magnifique ensemble.

J'en prends à témoin le compte-rendu des travaux du tribunal suprême adressé le 10 mai 1792 au pouvoir législatif :

« Placé au-dessus de tous les tribunaux, dit ce rapport, pour en être le régulateur, le tribunal de Cassa-

tion a recueilli, par les observations que sa position et la nature de ses fonctions l'ont mis à portée de faire, les résultats suivants qu'il s'empresse de vous transmettre. *La nouvelle institution n'a éprouvé dans le jeu de son organisation constitutionnelle aucun dérangement grave.*

» Les juges de paix, les tribunaux de famille et les bureaux de conciliation ont généralement atteint le but de leur établissement. Il ne nous a été déféré aucun acte judiciaire qui tendit soit à troubler leurs fonctions, soit à éluder la protection que la loi a rendue aux pacifiques arbitrages. La démarcation des pouvoirs n'a essuyé de la part des tribunaux que de très faibles déviations » (1).

Entendrions-nous encore un tel son optimiste si les institutions judiciaires de la Constituante nous étaient parvenues sans les corrections consulaires et impériales ?

Insoluble problème.

Et d'ailleurs qu'importe ? La perfection des lois d'organisation judiciaire est probablement moins grande qu'on veut bien le dire, car selon le mot de M. le Premier Président Henrion de Pensey, « les bons jugements dépendent beaucoup plus des bons juges que des bonnes lois ». Or, dans la patrie du Droit, à toutes les époques et sous tous les régimes, les magistrats français sont indépendants, probes et justes.

(1) *Moniteur* de 1792, pages 545 et 546.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

Almanach Royal (Collection de la Cour de Cassation).

Archives Parlementaires.

BONCENNE. — Traité de la procédure civile. :

ESMEIN. — Histoire du Droit Français de 1789 à 1814.

ESMEIN. — Cours d'histoire du Droit Français.

LAMMERMONT (Jules). — Le chancelier Maupeou et les Parlements.

HENRION DE PENSEY. — De l'autorité judiciaire.

HIVER. — Histoire des institutions judiciaires de la France.

ISAMBERT. — Recueil général des lois et ordonnances du royaume.

JOUSSE. — Traité de l'administration de la justice (1771).

LAMETH (Alexandre de). — Histoire de l'Assemblée Constituante.

LENOTRE (G.). — Le Tribunal Révolutionnaire.

LOYSEAU. — Discours sur l'abus des justices de village.

MADELIN (Louis). — Le crépuscule de la Monarchie.

Moniteur (Collection du).

OLIVIER MARTIN. — Précis d'histoire du Droit.

PIÉTRI (François). — La réforme de l'Etat au XVIII^e siècle.

Procès-verbaux de l'Assemblée Nationale Constituante.

RAISSAC (Guy). — Les controverses relatives à la juridiction administrative.

Rapports, opinions et discours prononcés à la tribune nationale depuis 1789.

RATEAU. — Discours de rentrée prononcé à l'occasion de l'ouverture des travaux de la Cour de Cassation (1936).

RAYNAL (de). — Le Tribunal et la Cour de Cassation par M. le Procureur Général de Raynal.

ROCQUAIRE (Félix). — L'esprit révolutionnaire avant la Révolution.

SÉLIGMANN. — La justice en France pendant la Révolution.

SOLUS (Henri). — Cours de procédure civile (1937-1938).

TAINÉ. — La Révolution.

TARBÉ. — Lois et règlements de la Cour de Cassation.

VOLTAIRE. — Histoire du Parlement de Paris.

Vu:

Montpellier, le 25 octobre 1940

Le président de la thèse:

H. BOSC

Vu:

Montpellier, le 7 novembre 1940

Le Doyen:

G. MORIN

Vu et permis d'imprimer:

Montpellier, le 7 novembre 1940

Le Recteur:

PARISELLE.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	5
------------------------	---

TITRE I. — LES CAUSES DE LA REVOLUTION JUDICIAIRE

CHAPITRE I. — <i>Les causes techniques</i>	15
--	----

<i>Section 1.</i> — Les justices seigneuriales	16
--	----

<i>Section 2.</i> — La vénalité et l'hérédité des charges	20
--	----

<i>Section 3.</i> — Le grand nombre de degrés de juridictions	24
--	----

<i>Section 4.</i> — L'étendue variable des cir- conscriptions judiciaires	26
--	----

<i>Section 5.</i> — La justice retenue	28
--	----

<i>Section 6.</i> — Les tribunaux ecclésiastiques et les juridictions d'exception.	31
---	----

CHAPITRE II. — <i>Les causes psychologiques</i>	35
---	----

<i>Section 1.</i> — Hostilité des Constituants à l'égard des magistrats	36
--	----

<i>Section 2.</i> — Le désir d'une réforme	40
--	----

<i>Section 3.</i> — Principes nouveaux en oppo- sition avec les principes anciens	42
--	----

TITRE II. — LA DEMOLITION DE L'ANCIENNE JUSTICE

ET LE TRAVAIL DE RECONSTRUCTION

CHAPITRE I. — <i>La démolition de l'ancienne justice</i>	51
--	----

CHAPITRE II. — <i>Le travail de reconstruction</i>	63
--	----

<i>Section 1.</i> — Les projets de reconstruc- tion du pouvoir judiciaire	65
--	----

<i>Section 2. — Les débats parlementaires sur les principes fondamentaux servant de support à la loi organique des 16-24 août 1790</i>	68
--	----

TITRE III. — LA NOUVELLE ORGANISATION
JUDICIAIRE
EN MATIÈRE CIVILE

CHAPITRE I. — <i>Des tribunaux de paix</i>	109
<i>Section 1. — Composition</i>	112
<i>Section 2. — Compétence</i>	114
CHAPITRE II. — <i>Des tribunaux de district</i>	121
<i>Section 1. — Composition</i>	122
<i>Section 2. — Compétence</i>	129
CHAPITRE III. — <i>Des tribunaux de commerce</i>	137
<i>Section 1. — Composition</i>	139
<i>Section 2. — Compétence</i>	146
CHAPITRE IV. — <i>Du tribunal de cassation</i>	143
<i>Section 1. — Composition</i>	146
<i>Section 2. — Compétence</i>	149
CHAPITRE V. — <i>Les auxiliaires de la justice</i>	153
<i>Section 1. — Les hommes de loi, avoués et défenseurs officieux</i>	155
<i>Section 2. — L'organisation du notariat .</i>	159
<i>Section 3. — Les greffiers et les huissiers</i>	162
CHAPITRE VI. — <i>L'arbitrage et les tribunaux de famille</i>	163
CONCLUSION	167
BIBLIOGRAPHIE	177

